**COMMUNAUTE URBAINE
DE
BORDEAUX**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 08 JUILLET 2011 A 09 H 30
(Convocation du 27 Juin 2011)**

Aujourd'hui Vendredi Huit Juillet Deux Mil Onze à 09 h 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de M. Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel de 11 h 45 à 12 h 30
Mme BOST Christine à M. DOUGADOS Daniel à partir de 15 h 00
M. CAZABONNE Didier à M. MANGON Jacques à partir de 16 h 00
Mme CURVALE Laure à M. CHAUSSET Gérard à partir de 14 h 00
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe à partir de 14 h 00
Mme FAYET Véronique à M. BOUSQUET Ludovic à partir de 16 h 00
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard à partir de 15 h 00
M. GAUTE Jean-Michel à M. DELAUX Stéphan
M. GAUZERE Jean-Marc à M. BRON Jean-Charles à partir de 15 h 45
M. GELLE Thierry à Mme BONNEFOY Christine à partir de 14 h 00
M. SAINTE MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent de 10 h 30 à 14 h 50
Mme BALLOT Chantal à M. CHARRIER Alain à partir de 15 h 00
M. BAUDRY Claude à Mme. EWANS Marie-Christine
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme BREZILLON Anne
M. CAZENAVE Charles à Mme SAINT ORICE Nicole à partir de 14h 00
Mme CHAVIGNER Michèle à M. JOUBERT Jacques
Mlle COUTANCEAU Emilie à M. ANZIANI Alain de 14 h 00 à 14 h 30
M. DAVID Jean-Louis à M. DAVID Yohan de 14 h à 14 h 45
M. DANJON Frédéric à M. ROSSIGNOL Clément
Mme DELATTRE Nathalie à Mme COLLET Brigitte
Mme DESSERTINE Laurence à M. CAZENAVE Charles de 9 h30 à 12 h 55 puis
à Mme PARCELIER Muriel de 14 h à 17 h

M. DUPOUY Alain à M. DUCASSOU Dominique
Mme FOURCADE Paulette à M. TOUZEAU Jean
M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. POIGNONEC Michel à partir de 14 h 40
M. GUICHOUX Jacques à M. LAMAISON Serge
M. GUILLEMOTEAU Patrick à Mme EL KHADIR Samira de 9 h 30 à 10h20 et à M. DUBOS Gérard à partir de 14 h 00
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. LOTHAIRE Pierre de 10 h 30 à 11 h M. JUNCA Bernard à M. QUANCARD Denis à partir de 12 h 00
Mlle EL KHADIR Samira à M. BENOIT Jean-Jacques à partir de 16 h 00
Mme LAURENT Wanda à M. ROBERT Fabien
M. MAURRAS Franck à M. HERITIE Michel à partir de 15 h 00
M. MERCIER Michel à M. RAYNAUD Jacques à partir de 15 h 00
M. PENEL Gilles à M. GUICHARD Max
M. PEREZ Jean-Michel à Mme DIEZ Martine à partir de 15 h 00
M. POIGNONEC Michel à M. GUICHEBAROU Jean-Claude à partir de 14 h 40
M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël
M. RESPAUD Jacques à M. ROUYEYRE Matthieu à partir de 15 h 00
M. SENE Malick à M. DAVID Alain
Mme TOUTON Elisabeth à Mme WALRYCK Anne de 14 h 00 à 15 h 20

LA SEANCE EST OUVERTE

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE ET D'UN SECRETAIRE ADJOINT

MM. DUCHENE et DUPRAT ont été désignés respectivement comme Secrétaire et Secrétaire Adjoint de séance.

ADOPTION du PROCES VERBAL du 27 MAI 2011

Le procès verbal de la séance du 27 mai 2011 a été adopté sans observation.

AMELIORATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES – APPLICATION DE LA DELIBERATION 2010/0750 DU 22 OCTOBRE 2010.

POLE ADMINISTRATION GENERALE **Direction Bâtiments et Moyens**

- Convention occupation école maternelle La Farandole à Pessac par l'Association Gymnastique Volontaire Magonty/Cap de Bos pour l'année scolaire 2011/2012.

Direction des Affaires Juridiques

Contentieux

En demande : Procédures au fond

- CUB c/Direction des Services Fiscaux de la Gironde – Budget des restaurants communautaires – Récupération de la TVA – Décision d'interjeter appel du jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 22 mars 2011.
- Cathrine DUMOULIN c/CUB – Requête devant le Tribunal Administratif de Bordeaux tendant à l'annulation de la délibération du 22 septembre 2006 (régime indemnitaire complémentaire pour activité professionnelle à caractère généraliste) et sollicitant le bénéfice du régime indemnitaire pour activité professionnelle requérant une technicité particulière – Décision de défendre les intérêts communautaires.
- SA BORDELAISE DE MAREE c/CUB – Requête devant le Tribunal Administratif de Bordeaux en vue de l'annulation des actes de poursuite relatifs à deux titres de recettes de 110 € (frais d'enlèvement de déchets professionnels) – Décision de défendre les intérêts communautaires.
- Bernard GONZALEZ c/CUB – Requête devant le Tribunal Administratif de Bordeaux – Monsieur GONZALEZ, habitant de Mérignac, conteste l'utilité publique

de l'extension de la ligne A à Mérignac et sollicite l'annulation de l'arrêté du 24 décembre 2010.

Montant des honoraires
Procédures d'expropriation

- LE HAILLAN – Affaire CUB / METBACH – Signification ordonnance du Tribunal de Grande Instance – SCP BIRAN – 504,42 €.
- BORDEAUX – Affaire CUB / SCI LAURENA – Frais signification lettre – Maître CASIMIRO – 68,80 €.
- LE TAILLAN MEDOC – Affaire CUB / DURAND – Signification jugement – Maître CASIMIRO – 99,32 €.
- SAINT MEDARD EN JALLES – Affaire CUB / NEZZAR – Signification jugement – Maître CASIMIRO – 99,32 €.

Protection fonctionnelle

- Affaire BELAHAMMOU et A. c/BOUZIGUE – Assistance à l'audience – Rédaction plainte et suivi – SELARL BOISSY FERRANT – 717,60 €.

Actes huissier

- Affaire CUB / MAURIN – Signification acte – Maître LANDREAU – 299,61 €.

Transactions

- CUB / AMF – Groupe MATMUT – Dégât des eaux – Immeuble de Monsieur de Monsieur Dumartin Sébastien – Sinistre non pris en charge par le contrat d'assurance de la CUB « Responsabilité Civile Générale » - AMF – 1662,60 €.

Protection fonctionnelle

- Le bénéfice de la protection fonctionnelle est accordé au sens de l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 à Monsieur Jacques Cottet.

Communication effectuée

M. le Président Vincent FELTESSE fait remarquer que l'ordre du jour est particulièrement chargé, et que c'est pour cela que le Conseil durera également cet après-midi, si besoin est.

Comme il est de coutume, il communique à ses collègues un certain nombre de dates ou d'échéances, et signale que lundi prochain, ils ont le matin une première réunion de travail sur l'opération 50 000 logements avec les 5 équipes, les représentants des communes, et également les partenaires, pour les 15 sites concernés, sachant qu'il y aura ensuite des

réunions sur chaque site qui se tiendront d'ici la fin du mois de juillet. Il demande à ses collègues de bien vouloir se mobiliser à cet effet.

Toujours d'ici la fin du mois de juillet, il rappelle que l'on doit recevoir une pièce importante du franchissement Bacalan/Bastide, le tablier, qui est partie de Venise et devrait arriver vers le 26 juillet.

Comme il a pu l'évoquer en Bureau également, ayant fait le bilan sur la génération actuelle de contrats de co-développement, ils ont pour objectif d'en adopter une nouvelle génération au Conseil du mois de Décembre. Il précise qu'ils vont recevoir copie de la lettre de mission qu'il va signer au Directeur Général des Services et, comme pour la génération précédente, Françoise CARTRON et lui-même proposent d'avoir une rencontre dans les 27 communes, ce qui commencera fin juillet et se continuera fin août, début septembre.

Ensuite, ils reprendront le rythme Bureau/Conseil la semaine de la rentrée, et ils auront le séminaire finances à la mi-septembre, qui sera important comme chaque année, mais particulièrement cette année, pour deux raisons, la première étant qu'ils doivent revoir le PPI à horizon 5 et 10 ans. Il rappelle en effet qu'ils ont délibéré sur des projets majeurs, et il pense au franchissement JJ Bosc, et ils doivent en vérifier la cohérence par rapport au PPI. La seconde raison est qu'il y a aussi toutes les conséquences des réformes fiscales et territoriales, avec l'évolution de la DSC, de la taxe locale d'équipement, etc.

Concernant le Conseil d'aujourd'hui, il précise que de manière traditionnelle, les groupes ont discuté entre eux sur le regroupement des affaires, et avant de céder la parole au secrétaire de séance, il tient à indiquer les grandes étapes de l'ordre du jour de ce long Conseil, en signalant qu'ils commenceront par le débat d'orientations générales sur le Projet Métropolitain, qu'ils auront ensuite le débat sur l'évolution des compétences de la Communauté Urbaine de Bordeaux. Il indique qu'il y a ensuite les quatre délibérations qui sont liées aux événements culturels, mais si le débat s'est bien passé, tout cela passera ensemble. Ensuite, ils examineront le projet de budget supplémentaire et quelques petites délibérations, et il pense que tout ceci devrait les amener jusqu'à l'heure du déjeuner, puis ils reprendront le débat dans l'après-midi, pour formuler l'avis de la Communauté Urbaine sur le schéma départemental de coopération intercommunale, et sur les deux délibérations eau et assainissement.

M. DUCHÊNE donne lecture de la liste des affaires qui font l'objet d'une proposition de regroupement. Le Conseil approuvant ce regroupement, les affaires concernées sont mises aux voix.

AFFAIRES REGROUPÉES

M. DAVID

2011/7/ 1 Marchés publics - Pose, maintenance et nettoyage des matériels de signalisation de direction - Appel d'offres - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2011/7/ 2 Marchés Publics - BRUGES SIM Bordeaux Frêt - Aménagement d'un giratoire, allée de la Réserve / Rue de Fieuzal - Appel d'offres Ouvert - Autorisation de lancement et signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2011/7/ 3 Parempuyre - Requalification de la rue des Palus entre la rue d'Olives et l'avenue de Labarde - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2011/7/ 4 AMBARES-ET-LAGRAVE - Contrat de co-développement - Fiche action 18 - Desserte de projets de construction de logements sociaux : opération Gironde Habitat de Michaëlis - Voie nouvelle entre la rue Léon Blum et la rue Maurice Thorez - Confirmation de décision de faire - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2011/7/ 5 CENON - Contrat de co-développement - Fiche action 45 - Réalisation d'un parvis avec la création d'une voie pompiers et d'un stationnement minute à l'intersection de l'avenue Jean Jaurès et de la rue Pierre Curie - Confirmation de décision de faire - Décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2011/7/ 6 LORMONT - Aménagement du parvis de la mairie à l'angle des rues Dupin et Carbon-Blanc - Modalités techniques et financières de réalisation d'ouvrages de compétence communale par la Communauté Urbaine de Bordeaux - Eclairage public - Participation financière - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. BENOIT

2011/7/ 7 Coopération CUB/Université - Campus de Pessac/Gradignan/Talence - Infrastructures de voirie - Création d'une desserte du secteur Arts et Métiers/Ensam/Centre d'Optique sur Talence - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/7/ 8 EYSINES - secteur de Cantinolle - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L111-10 du code de l'urbanisme - Approbation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2011/7/ 9 VILLENAVE D'ORNON - Secteur Pont de la Maye-Pagès - Instauration d'un périmètre de prise en considération au titre de l'article L. 111-10 du Code de l'Urbanisme - Approbation - Autorisation -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/7/ 17 Marchés Publics - Réseau tramway 2013/14 - Marché de travaux - Ligne C Bègles - Réalisation des ouvrages Estey de Franck et murs de soutènement rue Alexis Labro - (OA 304) - Appel d'offres ouvert - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/7/ 18 Marché public - Territoire de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Prestations topographiques et foncières liées à la 3ème phase du réseau de Transports en Commun en Site Propre (TSCP) - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2011/7/ 19 Marchés Publics - Construction du tramway Réseau 2013/14 - Marché de Maîtrise d'œuvre pour les études d'infrastructures et la réalisation des terminus partiels sur les lignes A, B et C - Autorisation d'attribution et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUCHENE

2011/7/ 20 BORDEAUX - Secteur BASTIDE BRAZZA - Instauration d'un périmètre de prise en considération - au titre de l'article L.110-10 du Code de l'Urbanisme - APPROBATION - AUTORISATION

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUPRAT

2011/7/ 21 Marchés publics - Transports scolaires - Commune de Saint Médard en Jalles - Marché n°06153U - Avenant n°2 - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUPRAT

2011/7/ 22 Marchés publics - Transports scolaires - Communes de Saint Aubin de Médoc et Le Taillan Médoc - Marché n° 06155U - Avenant n° 3 - Autorisation de signer

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUPRAT

2011/7/ 23 Marchés publics - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - pour la procédure de délégation du service public - des transports urbains et du transport pour personnes à mobilité réduite - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/7/ 27 Commune de Bordeaux - Subvention de surcharge foncière dans le cadre de l'acquisition amélioration de 8 logements collectifs financés en PLUS-CD situés 16, rue Georges Mandel - Année 2011

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/7/ 28 Programme Local de l'Habitat - Congrès National de l'Union Sociale pour l'Habitat - Bordeaux/Septembre 2011 - Subvention de la CUB - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/7/ 29 Marché International de l'Immobilier (MIPIM) - Bilan 2011- Perspectives 2012- Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2011/7/ 31 CDPEA : Association Construction Durable et Performance Energétique en - Aquitaine - Programme d'actions 2011 - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/7/ 33 FONDS DE PROXIMITE - Affectation du produit de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) collectée en 2010 au Fonds d'Intérêt Communal 2011 et de sa partie supplémentaire à la réalisation de travaux de mise en conformité de la voirie et de l'espace public aux dispositions de la Loi Handicap du 11 février 2005 - Décisions

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/7/ 34 Parc Cimetière Rive Gauche - Disparition de numéraire à la régie de recettes et d'avances - Recouvrement des sommes dues - Mise en jeu de la responsabilité du Régisseur - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/7/ 35 CENON - Société Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Travaux de réhabilitation thermique sur 212 logements collectifs locatifs, résidence "Verlaine", rues Paul Verlaine, Paul Valéry et Pauline Kergomard - Emprunt principal de 2.968.000 €, du type Eco prêt LS réhabilitation, auprès de la CDC - Délibération modifiant la délibération n° 2010/0815 du 26 novembre 2010 - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/7/ 36 EYSINES - Société Anonyme d'HLM DOMOFRANCE - Construction de 18 logements collectifs en location-accession, rue du Moulineau, résidence "Le Square" - Emprunt principal de 1.915.000 €- Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/7/ 37 EYSINES - Société Anonyme d'HLM DOMOFRANCE - Construction de 24 logements en location-accession, dont 14 collectifs, rue du Moulineau, résidence "Fenêtres sur Parc", et 10 individuels, rue du Moulineau, résidence "L'Orée du Bois" - Emprunt principal de 2.988.000 €- Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/7/ 38 LE TAILLAN MEDOC - Société Anonyme d'HLM DOMOFRANCE - Construction de 23 logements collectifs en location-accession, rue de la Maison des Jeunes, résidence "Le Patio" - Emprunt principal de 2.054.000 €- Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2011/7/ 39 Régie d'exploitation des restaurants communautaires : Exercice 2011 - Décision modificative n°2 - Adoption

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GAUTE

2011/7/ 41 Marchés publics - Contrat d'assurance "assurance des risques environnementaux" - Appel d'offres ouvert - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GAÜZERE

2011/7/ 42 Comité des Oeuvres Sociales. Solde des subventions 2010 : non proratisation. Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GELLE

2011/7/ 43 DSP Haut Débit Inolia - Mise à disposition du Délégué d'un local technique haut débit dans la ZAC du Centre Ville à Mérignac

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2011/7/ 45 Marché Public de fournitures courantes et services - Marché d'entretien et de maintenance des ascenseurs, monte-charges et escalators des bâtiments communautaires - Appel d'offres ouvert - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2011/7/ 46 Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme - Mérignac - Projet de City Stade Capeyron - Ouverture de la concertation - Décisions - Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2011/7/ 48 Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme - Gradignan - Opération d'habitat en centre ville - Ouverture de la concertation - Décisions - Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2011/7/ 49 Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme - Mérignac - Mise aux normes d'une déchetterie industrielle - Ouverture de la concertation - Décisions - Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. SAINTE-MARIE

2011/7/ 50 Organisation d'un séminaire thématique AIVP à Bordeaux - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. SOUBIRAN

2011/7/ 51 Régie de l'abattoir - Budget prévisionnel d'exploitation 2011 - Décision modificative n°1 - Adoption

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 52 Marchés Publics - FLOIRAC rénovation urbaine du quartier Libération - Création de la première phase de la rue Coluche et de l'assainissement de la rue Yves du Manoir - Marché n°10324U - Avenant n°1 avec la société Novello - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 53 Marchés Publics - FLOIRAC - Rénovation urbaine du quartier Libération - Création de la première phase de la rue Coluche et de l'assainissement de la rue Yves du Manoir - marché n°10325U - Avenant n°1 avec la société EIFFAGE - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 54 Appel à projet "Des quartiers vers l'emploi : une nouvelle mobilité" - Attribution des fonds - Année 2011 - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 55 Eysines - Projet urbain du quartier prioritaire du Grand Caillou - Hauts de l'Hippodrome - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 56 BLANQUEFORT - Création d'une voie nouvelle - Acquisition d'une emprise rue du Dehez d'une contenance de 8 701 m² appartenant à l'OPH Aquitanis - Autorisations - Décisions

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 57 CENON - Immeuble sis 20 - 22 avenue Carnot - impasse Henri Barbusse - cessions entre copropriétaires : Communauté Urbaine de Bordeaux BOISSEAU et VIGURI - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 58 PESSAC - Tramway - phase 3 ligne B - Indemnisation de la SARL KOURO INFO VIDEO pour résiliation de bail commercial et libération des lieux qu'elle occupe 6 avenue du Haut Lévêque - Autorisation - Décisions

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2011/7/ 59 MERIGNAC - avenue du Docteur Fernand Grosse - Régularisation de domanialité - Echange parcellaire sans soulte entre la SA d'HLM Mésolia Habitat et la Communauté Urbaine de Bordeaux - Décision - Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS

2011/7/ 62 Aquitaine Active - Programme d'actions 2011 - Subvention de la Communauté urbaine de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. MAURRAS

2011/7/ 63 Soutien à la manifestation "Solidari'Quais" dans le cadre de la Quinzaine du commerce équitable, Bordeaux les 20-21 mai 2011 - Subvention à l'association Bellibulle - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

AFFAIRES DÉGROUPEES**Mme CARTRON**

2011/7/ 12 Orientations générales pour le Projet Métropolitain

M. le Président Vincent FELTESSE se propose avec l'autorisation de Françoise CARTRON, de dire quelques mots liminaires sur ce débat d'orientations, et fera de même sur trois ou quatre délibérations qui figurent aujourd'hui à l'ordre du jour, comme le débat d'orientations métropolitain, l'évolution des compétences de la Communauté Urbaine, et la position de la CUB par rapport au schéma départemental de coopération intercommunale. Il fait constater que sur ces 3 éléments, il est évident qu'il y a un certain nombre de points communs, de points d'interrogation, de volonté politique, et la question qui leur est posée derrière tout cela, est, grosso modo, ce qu'ils veulent faire ensemble dans les 5, 10, 15 années qui viennent.

Il tient à redire les propos qu'il tient depuis quelques années maintenant, et d'abord que c'est bien sûr une très grande fierté par rapport au travail qu'ils ont fait ensemble depuis une quinzaine d'années et la mise en place du projet urbain porté par Alain JUPPÉ et la Communauté Urbaine en 95-96, projet urbain qui, dans ses différentes phases, s'est pratiquement achevé, ou va s'achever, avec la livraison du pont Bacalan/Bastide. Il insiste sur le fait que l'on a assisté à une métamorphose de notre agglomération que peu d'autres territoires ont connue en France en aussi peu de temps, et c'est la raison d'une très grande fierté.

Le second point, précise-t-il, c'est une espèce d'évidence sur la somme des opportunités qui se présentent devant eux dans les années qui viennent. Il fait observer qu'ils ont connu quinze années extrêmement riches et denses, et qu'on va connaître une décennie aussi importante, si ce n'est plus. Il invite ses collègues à regarder l'actualité de ces dernières semaines, et il estime qu'entre la confirmation de l'arrivée de la ligne à grande vitesse, leurs

délibérations sur le franchissement JJ Bosc, le palmarès sans cesse récurrent de l'Université de Bordeaux sur les différents appels à projets, le début des travaux sur la troisième phase du tramway, on voit bien qu'il y a une dynamique vertueuse qui est aujourd'hui enclenchée sur la Métropole bordelaise, et qu'il y a bien un phénomène de métropolisation. Il souligne faire cependant le distinguo entre Métropole et métropolisation.

A titre de troisième point, il signale qu'il y a une interrogation profonde de sa part qui est de savoir finalement si ce qu'ils ont fait ensemble ces 15 dernières années, et tous ces grands projets qu'ils ont prévus pour ces 10 prochaines années, vont s'articuler naturellement pour que les habitants vivent du mieux possible sur la Métropole bordelaise, et s'il n'y aura pas, à un moment, un phénomène de concurrence entre tel et tel projet. Il pense qu'il faut se poser la question de savoir si ce ne sera pas plutôt telle population qui profitera du développement de la Métropole, alors que d'autres seront relégués aux périphéries de la métropole, si l'arrivée de la ligne à grande vitesse fera que le retard que l'on connaît aujourd'hui dans les emplois industriels sera automatiquement rattrapé, parce que si Bordeaux et sa Métropole a beaucoup d'atouts, ils ont aussi un certain nombre de points faibles par rapport à leur positionnement géographique, par rapport à leur absence d'arrière-pays, et par rapport à un tissu économique qui n'est pas si dense que cela.

Il souligne que c'est donc forts de cette fierté, de ces évidences, et de ces interrogations, qu'ils se sont lancés ensemble, il y a un an et demi, dans un exercice de prospective stratégique sur l'évolution de leur agglomération, exercice extrêmement dense, extrêmement stimulant, mais somme toute assez habituel par rapport à ce qui s'est fait dans d'autres territoires. Il indique que Lyon a fait le même genre d'exercice en 1990, que Bilbao Nantes et Nancy l'ont fait aussi, et que tous les territoires se projettent dans cet avenir. Il insiste sur le fait qu'ils ont travaillé ensemble très fortement depuis un an et demi en associant bien sûr les élus communautaires, les services, les communes, les partenaires de la Communauté Urbaine, et, le plus possible, la population de l'agglomération bordelaise. Il précise que quand ils font la somme des rencontres de la Fabrique Métropolitaine, les contributions qu'ils ont reçues, les gens qu'ils ont accueillis dans les débats, ce sont entre 6000 et 10 000 personnes qui ont participé de manière active à ce Projet Métropolitain, et cela constitue un socle intéressant.

Il rappelle qu'ils ont, ce matin, ce débat d'orientations générales sur le Projet Métropolitain qui continuera au mois de septembre et au mois d'octobre par un débat dans les Conseil Municipaux, puisque ce projet s'articulera aussi avec le PADD pour le PLU, et ils auront une conclusion de tout cela en octobre ou en novembre et ils auront alors leur Projet Métropolitain.

Aujourd'hui, le Projet Métropolitain est un texte assez ramassé, assez consensuel, mais qui, en même temps, dit un certain nombre de choses qu'il lui paraît utile de leur rappeler.

Il indique que le chapitre 1 est celui de l'état des lieux, des atouts qu'il a évoqués, des handicaps qu'il a indiqués, des défis qu'il a effleurés, et qui sont connus de toutes et de tous. Le second chapitre est peut-être plus original par rapport à ce qui s'est fait dans d'autres territoires, et plus proche à son avis de ce qu'est l'identité bordelaise. Quand on regarde les exercices prospectifs dans les communes qu'il a indiquées, on est souvent sur la notion de métropole européenne, de compétitivité, de développement durable, de solidarité, c'est-à-dire des choses qui sont essentielles pour eux qu'ils vivent au quotidien, mais ils ont cependant le sentiment que s'ils veulent que la métropole bordelaise se développe réellement, il faut que cela se passe en adéquation totale avec ce qu'ils sont

profondément, avec leur identité, avec leurs valeurs. C'est pour cela, souligne-t-il, qu'ont été définies cinq valeurs, cinq objectifs majeurs, ce qu'ils appellent la Métropole des 5 sens, ce qui déjà les singularise par rapport à l'environnement national ou européen.

Il précise que le premier sens est celui de la solidarité, pour une Métropole solidaire, et passe par leur compétence habitat/logement, mais c'est un état d'esprit permanent qu'ils doivent avoir, parce que le mot métropole a une certaine générosité, mais peut aussi provoquer un certain nombre de ségrégations. Il insiste sur le fait que la Métropole fait qu'il peut y avoir nécessairement plusieurs vitesses, et la première valeur qu'ils mettent en avant, c'est cette question de la solidarité avec les populations, mais aussi cette question de la solidarité avec les 27 communes de la CUB, ce qui est quelque chose d'assez fondamental pour eux.

La deuxième valeur est la question de la stimulation, en terme de déplacements, stimulation en terme d'enseignement, stimulation en terme d'université, et stimulation en terme de vocation internationale. Il fait observer que leur histoire a toujours été celle-ci, l'Université de Bordeaux étant une des plus anciennes et des plus reconnues en France. Ils ont toujours eu des liens particuliers avec l'ailleurs dans le monde, et cette question de la stimulation est aussi très importante à son avis.

Le troisième point est celui du clivage politique par rapport à d'autres territoires nationaux, mais il fait remarquer qu'ils ont aujourd'hui ce consensus chez eux, et c'est cette question de sobriété dans la Métropole. Il estime que le développement d'une métropole ne pousse pas au « toujours plus », car il faut être respectueux dans la consommation des espaces. Il faut préserver et il considère qu'il ne peut pas y avoir une fuite en avant permanente comme l'on en connaît un peu une dans l'économie mondialisée depuis une décennie ou plus.

Il indique que la quatrième valeur qui correspond aussi fondamentalement à l'identité bordelaise, c'est une métropole sensible, une métropole esthétique. Il souligne que 50% du territoire est constitué d'espaces naturels, qui entraînent une certaine douceur, et parfois certains dangers quand il pense à la Garonne. Quand ils mettent en avant cette sensibilité, il précise qu'ils revendiquent une sorte d'art de la promenade, de la flânerie, la qualité de vie exceptionnelle que l'on a à Bordeaux devant être pleinement utilisée.

Le dernier point, c'est une métropole singulière. C'est le fil conducteur de son propos depuis quelques minutes, et c'est aussi l'esprit même de la Communauté Urbaine de Bordeaux, de faire fructifier leur patrimoine commun, et en même temps de respecter l'extrême diversité du territoire communautaire, de faire en sorte que ce qui est vrai à St Vincent de Paul n'est pas forcément obligatoire à Mériadeck, et que ce qui est nécessaire au Taillan n'est pas forcément pertinent à St Michel. Il y a aussi cette mosaïque qu'ils doivent garder, et il souligne que c'est cela la question de la solidarité et de la singularité.

Puis il signale que le troisième chapitre, c'est la manière de faire. Ils pensent toutes et tous savoir qu'ils sont dans un environnement contraint, avec les contraintes financières, les contraintes temporelles, les contraintes environnementales, et donc, les méthodes qui ont été utilisées durant les 30 glorieuses ne peuvent plus fonctionner dans le futur. Il sait qu'ils estiment que la Métropole doit être un lieu de partage, de mutualisation des choses, et d'articulation des talents. Il déclare ne pas avoir du tout une vision totalitaire de la Métropole, et il considère qu'il serait stupide de penser qu'ils doivent prendre toutes les compétences et tout faire. Aujourd'hui, le monde ne fonctionne plus comme ça, et il fait

observer qu'il y a une multiplicité des acteurs. En revanche, parce que c'est le lieu où il y a les 27 maires, et que c'est l'échelon fondamental de la démocratie, parce que c'est le lieu où toutes les forces politiques sont représentées, il pense que cela peut être un creuset d'échange, de constructions, sur le sens commun que l'on donne à notre Métropole.

Il indique que le quatrième point est un peu plus précis car, au-delà des schémas, au-delà des planifications, au-delà des grands projets, il est proposé de lancer 12 grands travaux métropolitains qui s'étendront sur la décennie bordelaise, et qui auront un effet de levier fort pour avoir cette Métropole désirable.

Il rappelle que le premier grand chantier qu'ils ont déjà lancé, ce sont les 50 000 logements, et le second qui en fait un peu le pendant, c'est 55 000 hectares pour la nature. C'est la taille de la Communauté Urbaine et il considère qu'il faut que dans le développement de la celle-ci, cette question de la nature soit aussi présente que celle de l'habitat.

Puisqu'ils sont toujours dans les chiffres, il précise que pour arriver à une Métropole d'un million d'habitants qui est la tendance démographique naturelle, il faudra créer des emplois pour qu'elle ne soit pas une métropole de chômage, et le défi est énorme puisque ce sont 75 000 nouveaux emplois qu'il faudrait créer dans les 20 années qui viennent, en sachant qu'aujourd'hui, on en a plus de 300 000.

Il ajoute qu'un autre grand chantier est de faire en sorte que le million d'habitants ait aussi son mot à dire, que sa voix porte, et la question de la démocratie dans différents sens, c'est ce qu'on appelle 1 million de voix et au-delà. Il est souhaité que cette Métropole des voix soit aussi une métropole polyglotte, parce qu'il n'y a aucun territoire au monde qui se développe sans cette ouverture à l'international, et il faut qu'ils revendiquent cela comme il l'a déjà évoqué.

Puisque c'est une métropole que l'on veut douce et agréable, c'est une métropole que l'on souhaite accessible, et c'est pour cela que l'on évoque le thème de la Métropole du quart d'heure où toutes les choses sont proches, où on peut se déplacer de manière fluide, et une fois que l'on a posé cela, il pense qu'ils verront que cela représente un basculement important.

Il précise que c'est aussi une Métropole avec des espaces publics à vivre, parce que la mixité sociale s'incarne dans les espaces publics, et il y a un symbole extraordinaire avec le miroir d'eau à Bordeaux qui est le lieu de l'intégration de l'agglomération.

Parmi ces 12 travaux, il souligne qu'il y a tout ce qui est la Métropole des qualités de vie, mais derrière lesquelles, il n'y a pas que l'hédonisme, car il y a également la question de la façon dont on vivra la question de la santé publique demain, parce qu'on sait que sur les sujets d'obésité et sur ceux d'allergies, la manière dont on fait la ville sera assez fondamentale. Il insiste sur le fait que cette Métropole devra aussi avoir les outils du futur, c'est ce qu'on appelle une Métropole intelligente et respectueuse, et ils travaillent avec la Ville de Bordeaux sur ce qu'est demain la ville 2.0 ou 3.0, et ils ont fait un séminaire avec une grande entreprise là-dessus.

Il ajoute qu'ils ont ensuite des marqueurs, le fleuve en étant un, bien sûr, et cela doit faire partie des 12 grands travaux métropolitains, et tout comme il y a une première phase du plan Garonne, il faudra aller au-delà. Il rappelle qu'ils ont des outils, qu'ils ont créé une

opération d'intérêt national, et ils pensent qu'ils peuvent promouvoir des opérations d'intérêt métropolitain, et proposer un liant à tout cela, qui est le sens et qui est la culture.

Au-delà de ces ambitions, au-delà de ces valeurs, au-delà de ces 12 grands travaux, il faut un certain nombre de tableaux de bord leur permettant un suivi, et il indique qu'ils en proposent deux, le premier étant le tableau métropolitain des grands projets. Il déclare que l'idée est assez simple, c'est que sur le territoire métropolitain, et quelles que soient les compétences des uns et des autres, ils partagent le calendrier des réalisations pour savoir quand le Conseil Général va faire tel collège, quand l'hôpital va se réorganiser, quand le Conseil Régional va installer Sup Optique, quand la Municipalité de Bordeaux va ouvrir l'auditorium, parce que, pour les habitants de la Métropole, il fait observer que peu importe qui est responsable, ils veulent savoir comment tout cela va s'organiser.

Il leur propose aussi un certain nombre d'indicateurs sur le développement métropolitain, afin d'être une métropole un peu expérimentale en ce domaine. Il rappelle que depuis quelques années, il y a une réflexion qui est relancée sur le choix des bons indicateurs, et cela a été porté, il y a une vingtaine d'années au niveau de l'ONU, avec l'indice de développement humain, et cela a fait l'objet d'un rapport plus récemment, à la demande du Président de la République, confié à Sen, Fitoussi et Stiglitz. Il pense qu'il est intéressant de développer ces indicateurs à un niveau métropolitain, et de ne pas avoir comme objectif que les indicateurs classiques, mais de pouvoir en créer du bien vivre, du mieux vivre, pour voir ce qui fait qu'une commune, ou une Métropole, est attractive ou pas. Il considère que par exemple, il faut savoir combien de temps on met pour avoir rendez-vous chez un médecin spécialiste, comment on fait pour que ses enfants soient scolarisés, et il y a toutes ces choses un peu plus fines qu'il va falloir que l'on pratique, parce qu'on sait que l'indicateur seulement autour du PNB a aussi des effets pervers, et que la création de richesses n'est pas forcément synonyme d'amélioration du bien être pour les populations.

Il indique avoir très rapidement présenté quelques orientations sur ce Projet Métropolitain, en remerciant les uns et les autres de leur participation à cet exercice très exigeant, et il ouvre le débat collectivement ce matin, sachant qu'ensuite, il y aura une seconde phase après l'été avec les débats dans les municipalités, et l'adoption de tout cela en novembre.

Mme CARTRON pense que l'on a compris que **M. le Président** a parlé des voies multiples, mais qu'il y avait sa voix très forte et très engagée, parce que c'est un projet sur lequel il a mis, pense-t-elle, beaucoup de lui-même, beaucoup d'espoirs, beaucoup d'ambition, et beaucoup d'imagination.

Elle entend dire deux mots par rapport à un vécu. La démarche a été évoquée, et elle rappelle qu'un maximum de personnes de tous horizons a été associé à ce projet et elle croit que c'est ce qui en fait la richesse, parce qu'il y a eu un foisonnement d'idées, de rencontres, et au travers de celles de la Fabrique Métropolitaine auxquelles elle a participé, la parole des habitants a été très forte. Elle estime qu'il s'agissait d'un fil rouge dans toutes les rencontres, et elle a entendu cette parole des habitants leur parler, comme **M. le Président** l'a dit, de leur lieu de vie, de leur habitat, de l'environnement, des conditions dans lesquelles ils vivent, avec toutes leurs préoccupations. Elle ajoute qu'ils leur ont parlé de leurs difficultés, avec deux majeures, dont l'emploi qui est un euphémisme quand on parle de difficultés. Elle souligne qu'en effet, lorsqu'on est privé d'emploi, on est privé de projets, de perspectives, et on arrive même à être privé de la place que l'on tient dans cette Métropole ou dans la Ville. Elle précise que la seconde difficulté est celle de transport, et il

s'agit de difficultés qui sont aussi au quotidien. Mais après avoir évoqué leurs difficultés, elle indique qu'ils ont su leur communiquer leurs envies, et une envie de culture est apparue très forte, parce que derrière celle-ci envie, il y avait l'envie de rencontres, l'envie de partage, l'envie de vivre des moments un peu exceptionnels au milieu de ce qui peut être un quotidien difficile. Et puis, enfin, ils leur ont parlé de leur attachement à la ville dans laquelle ils vivent, à sa singularité, à ces racines qu'ils essaient d'ancrer dans le territoire avec cette double exigence de faire partie d'une ville avec une identité forte, mais aussi d'une Métropole ambitieuse qui porte des projets innovants, qui dépasse le cadre de leur simple cadre de vie, mais qui les inscrit et qui leur donne une perspective.

Elle croit donc qu'au travers de cette démarche et de cette idée du Projet Métropolitain, il y a eu cette réalité des hommes et des femmes qui vivent sur ce territoire, qui leur parlent d'eux-mêmes, de ce qu'est leur réalité, mais qui leur parlent aussi de demain. Et elle estime que c'est ce que porte ce Projet Métropolitain.

M. JUPPÉ insiste sur le fait, comme l'a rappelé M. le Président, que la Communauté Urbaine et la Ville de Bordeaux ont connu de profonds bouleversements depuis 1995, et il estime qu'il n'est pas utile d'y revenir en détail, puisqu'ils ont fait cela ensemble.

En schématisant, il relèvera deux ou trois éléments essentiels, et d'abord, le rééquilibrage assez spectaculaire entre les deux rives, dû à toute une série d'initiatives, comme, bien sûr, l'existence du lien physique qu'a été le tramway, mais aussi les politiques de la ville menées sur la base d'un accord solide entre les maires de la rive droite (en soulignant que le maire de Bordeaux est aussi un maire de la rive droite), puisque avec l'aménagement des berges, la plaine rive droite est donc très clairement redevenue d'intérêt d'agglomération.

Il indique que le deuxième élément, c'est l'évolution de la mobilité urbaine induite par le tramway et tout ce qui l'a accompagné, à savoir le développement des modes de déplacements doux ou la réfection des espaces publics qui, comme l'a justement dit M. le Président, sont sans doute aujourd'hui les lieux où se concrétise le mieux la mixité sociale.

Il signale un troisième élément qui est peut-être bordelais, mais qui, croit-il, rejaille sur toute l'agglomération, qui est le classement au patrimoine mondial de l'humanité, de 1800 hectares du territoire de ville centre accompagnés d'une importante zone tampon qui couvre plusieurs communes. Il pense qu'il ne faut pas s'y tromper et que ce classement est une chance pour Bordeaux, mais aussi pour la Métropole à laquelle il donne une très forte visibilité qui se concrétise par l'explosion de la fréquentation touristique.

Parallèlement, entre 1995 et 2010, il précise qu'on a observé une double évolution démographique, avec d'abord une croissance forte de la ville de Bordeaux qui a gagné près de 40 000 habitants en 15 ans, après en avoir perdu presque autant dans la période précédente, et une croissance nouvelle et très forte pour les communes hors CUB.

Quant à savoir les conclusions à tirer de cette double évolution, il répond que c'est d'abord que Bordeaux a retrouvé son rôle de locomotive et de ville centre attractive, grâce à la politique menée depuis 15 ans en plein accord avec la CUB et avec, en grande partie le budget, de celle-ci, parce que, depuis 15 ans, Bordeaux a toujours pensé ses politiques en partant du fait qu'elle est la ville centre et qu'elle n'œuvre pas pour son seul bénéfice. Il fait observer que ce qui est bon pour Bordeaux l'est pour la CUB, et réciproquement, le meilleur exemple étant sans doute l'ensemble des projets qui se sont noués autour du fleuve. Il se

demande qui peut soutenir aujourd'hui que l'aménagement des quais, qui, comme M. le Président le rappelait, sont devenus un lieu de vie collective extrêmement attractif, a été fait exclusivement pour le bénéfice des Bordelais.

Le deuxième constat est à son sens, que l'étalement urbain n'est pas réglé pour autant parce que, à budget égal, un ménage préfère toujours habiter loin avec une pièce de plus et un petit jardin, plutôt qu'en cœur de ville. Il estime qu'ils doivent, par leurs politiques, corriger cette situation, développer l'accession modérée, mais surtout, créer dans les nouveaux quartiers, des conditions de vie concurrentielles à celles de la périphérie.

Enfin, sa troisième conclusion, qui suit la précédente, c'est que la concurrence n'est plus entre la ville centre et la périphérie dans la CUB, mais entre la CUB et le hors CUB, et il croit que cela change beaucoup de choses, notamment en ce qui concerne la philosophie du Projet Métropolitain. Il indique que c'est dans cet esprit qu'il a lancé, en 2009, le projet urbain Bordeaux 2030, avec la volonté, là aussi dans la poursuite des tendances démographiques constatées au cours des dernières années, de gagner 100 000 habitants. Il ajoute qu'en 2010, la CUB a choisi à son tour un scénario très volontariste, celui de la métropole millionnaire à horizon 2030, qui a été présenté lors d'Agora 2010, auquel il pense qu'ils adhèrent tous, parce qu'il peut leur permettre d'être à la fois présents au niveau national et européen, de réaliser les investissements importants qui s'imposent dans les métropoles d'aujourd'hui, tout en préservant ce qui leur est le plus cher, la qualité de vie et l'existence d'une métropole à taille humaine.

C'est dans ce cadre qu'il vient de résumer très schématiquement, qu'a mûri le Projet Métropolitain auquel ils adhèrent. Il ne reprendra pas les différents chapitres que vient d'évoquer M. le Président Vincent FELTESSE, car ils se sont exprimés à ce sujet lors du débat au Conseil Municipal de Bordeaux au mois de mai, et ils ont adressé à la Communauté Urbaine un document qui résume leurs propres orientations en parfaite complémentarité avec celles de la CUB.

Il souligne qu'ils souhaitent tous une métropole équilibrée, sobre, sereine, active, solidaire, faisant une grande place à la nature et à la créativité, et capable d'offrir des emplois à tous les nouveaux habitants, pour lesquels ils doivent construire des logements à coûts modérés.

Les vraies questions restent encore sans doute devant eux, et il voudrait en évoquer deux, et d'abord, se projeter à 20 ans, car il croit que ce n'est pas utopique, le temps de l'urbanisme étant un temps long, et il suffit de voir le temps qu'il a fallu pour que les territoires autour du lac de Bordeaux se sentent enfin rattachés au tissu urbain. Sa première interrogation est donc de savoir à quoi peut ressembler leur métropole d'ici 2030, soit dans les deux décennies qui sont devant eux. Il estime que leur Projet Métropolitain répond en partie à cette question, mais sans doute encore de manière incomplète, ce qui est d'ailleurs le cas dans beaucoup de métropoles françaises constituées d'une ville centre et de communes périphériques moins anciennes, dont la notoriété est moindre, et où se posent les mêmes questions. Il rappelle qu'on entend parfois parler dans le langage des urbanistes, de métropole archipel, avec des îlots bâtis séparés par des corridors verts, de métropole polycentrique constituée de plusieurs centres concurrents puisque, par principe, un centre concentrerait abusivement toutes les fonctions, ou de métropoles multipolaires, un pôle ne possédant que certaines fonctions.

Il invite à se demander ce qu'il en est pour la CUB et pour Bordeaux. Depuis 15 ans, il lui semble qu'ils ont réalisé un de leurs objectifs majeurs, à savoir étendre le centre de Bordeaux, qui n'est plus le triangle et le Palais de la Bourse, mais qui aujourd'hui, comprend Mériadeck, le centre historique, les bassins à flot, mais aussi Brazza, Niel, la gare et la Benauge. Et si on regarde une carte, il fait observer que le centre de Bordeaux et de la CUB, est aujourd'hui un grand quadrilatère qui passe par les deux ponts Bacalan/Bastide et JJ Bosc, qui intègre la plaine rive droite et l'opération d'intérêt national, et qui est occupé en son centre et sur toute sa longueur, par le fleuve et ses rives aménagées. Il souligne que c'est tout cet ensemble qui a valeur métropolitaine, qui incarne la CUB de demain, et qui englobe aussi pour partie Lormont, Cenon, Floirac et Bègles, et qu'ils appellent dans leur Projet Métropolitain bordelais, les centralités bordelaises, qui seront constituées de quartiers singuliers permettant d'accueillir les 100 000 habitants qui ont été évoqués tout à l'heure. C'est d'ailleurs, à peu de choses près, le périmètre d'Eco-cité, observe-t-il.

S'il n'est pas réaliste d'imaginer un centre de l'agglomération limité au centre traditionnel de Bordeaux, il estime qu'il n'est pas non plus réaliste d'imaginer une métropole dépourvue de centre. Il souligne que les habitants de la CUB votent d'ailleurs avec leurs pieds, et il suffit de se promener un samedi cours de l'Intendance ou rue Ste Catherine, pour voir quels sont leurs choix. Il précise que c'est la teneur de ce qu'ils ont indiqué dans le projet de territoire présenté au Conseil Municipal de mai, et adressé à la CUB. Ce projet est, répète-t-il, en parfaite cohérence avec le Projet Métropolitain qu'ils examinent aujourd'hui.

La vraie nouveauté, lui semble-t-il, dont il souhaite qu'elle articule le Projet Métropolitain, c'est cette force qu'ils pourraient collectivement retirer d'un centre élargi à la mesure d'une métropole millionnaire, fort de suffisamment de friches pour pouvoir ériger des quartiers nouveaux dotés de suffisamment de grands équipements pour être fortement attractifs, comme l'Aréna, le Centre Culturel et Touristique du Vin, le Rocher, le grand stade, bien desservis en transports en commun et en pôles multimodaux autour de Cenon Pont Rouge et autour de la gare, pour être à la fois connectés au centre, mais indépendants en termes de mobilité.

Il considère qu'avec ces nouvelles centralités, la métropole de demain pourra effectivement développer des pôles complémentaires indispensables dans l'ensemble des communes et proposer une structure à la fois cohérente, efficace et humaine.

Puis il évoque une seconde série de réflexions sur l'accessibilité de cette métropole, et il sort là du champ de compétence à strictement parler de la Communauté Urbaine, mais il pense qu'il est très important, s'ils veulent que leur métropole ait vraiment le rayonnement européen qu'ils souhaitent lui donner, de réfléchir également à ces questions d'accessibilité.

Beaucoup de progrès ont été faits au cours des dernières années, avec l'A89, l'A65, bientôt l'A63, la LGV confirmée avec l'arrivée de la liaison Tours-Bordeaux pour 2017, mais il voudrait mettre l'accent sur deux ou trois autres sujets, et d'abord, la vocation de notre aéroport à laquelle il faut qu'ils réfléchissent. Dans ce domaine, des décisions à caractère financier et juridique devront être prises dans les prochains mois, et il voudrait simplement insister en termes d'urbanisme, sur l'absolue nécessité, s'ils veulent que leur aéroport joue pleinement son rôle, d'améliorer la liaison entre l'aéroport et la gare. Il pense que ceci peut être inscrit de façon plus explicite encore dans leurs documents d'urbanisme avec les deux projets qu'ils connaissent, à savoir la prolongation du tramway qui présente l'inconvénient

d'avoir une rupture de charge sur la place des Quinconces, et donc, une liaison directe par le biais du chemin de fer de ceinture.

La seconde priorité, lui semble-t-il, en termes d'accessibilité et de mobilité au sein de l'agglomération, est la mise à 2 fois 3 voies de la rocade sur laquelle ils ont pris du retard pour les raisons qu'ils connaissent. Grâce à l'engagement de l'État et de la CUB, ce retard peut être partiellement rattrapé, mais ils sont encore loin d'être à l'objectif, et il pense que c'est un des éléments essentiels de la qualité de vie de leurs concitoyens.

Il voudrait aussi évoquer en termes d'accessibilité, le devenir du port, car pour mémoire, beaucoup de choses restent à faire pour mettre en œuvre la réforme qui vient d'être bouclée.

Il voudrait également évoquer la question des grands contournements de l'agglomération bordelaise. Chacun sait quelle a été sa position. Il a indiqué que le grand contournement ferroviaire était une priorité et devait être mis à l'étude, et ce n'est pas encore fait. Ce n'est pas de la compétence de la Communauté Urbaine, bien entendu, mais il pense qu'ils doivent fortement insister pour cela. Force est de constater, malheureusement, que la nécessité de développer le fret ferroviaire sur lequel ils étaient tous tombé d'accord, ne s'est pas concrétisée, et on peut même constater à son avis, une forme de recul sur ce point au cours de la période récente. Et c'est la raison pour laquelle il estime aujourd'hui, après une réflexion approfondie avec ses équipes, qu'ils devraient se poser la question de la réouverture du dossier du grand contournement autoroutier, non pas pour prendre des décisions à court terme, car c'est un projet de long terme, mais parce qu'il pense qu'on ne peut pas faire complètement l'impasse sur la réflexion à ce sujet, compte tenu des évolutions qu'il vient de dire, et en particulier de leur incapacité à développer le fret ferroviaire apparemment dans ce pays.

Il tient à terminer en revenant sur la méthode. Il souscrit à beaucoup de choses qui ont été dites jusqu'à présent à ce sujet, et considère qu'il leur faut être ambitieux dans ce domaine, et inventer une forme de démocratie permanente pour l'élaboration du projet urbain.

Il est très frappé de voir la différence aujourd'hui dans les comportements entre ce qu'ils ont pu vivre en 1995 et ce qu'ils peuvent vivre aujourd'hui. Certes, en 1995, la concertation était déjà une exigence, et il ne rappellera pas les forums associatifs qui se sont tenus au moment de la détermination des lignes du tramway, mais cette exigence est aujourd'hui considérablement accrue à tous les niveaux, et d'abord, au niveau des quartiers. Il fait remarquer qu'on ne peut plus concevoir un équipement de quartier sans le co-élaborer avec les riverains, les associations, et la pratique des ateliers de proximité s'est généralisée, en particulier dans la ville de Bordeaux, mais ailleurs aussi.

Il souligne aussi la démocratie permanente au niveau de la commune qui reste dans notre organisation administrative, et qui restera croit-il encore longtemps, le lieu d'identification de leurs concitoyens, le lieu du lien social, le lieu du vivre ensemble, et c'est la raison pour laquelle ils souhaitent tous que le débat sur le Projet Métropolitain puisse être conduit au niveau communal, avec la pleine participation des élus locaux et des maires.

Enfin, il cite la démocratie permanente au niveau métropolitain, et observe que beaucoup d'initiatives ont été prises dans ce sens. Il insiste sur la nécessité d'ouvrir cette concertation avec les grands acteurs économiques, car la préoccupation de l'emploi est essentielle

parallèlement à leurs objectifs en termes de logement et de population, et tout ceci doit être à son avis, étroitement concerté et conçu avec ces acteurs économiques, qu'ils soient institutionnels ou qu'ils soient du secteur privé. Il souligne qu'ils seront, pour eux, des partenaires tout à fait essentiels.

Il indique que c'était les quelques remarques qu'il voulait faire sur ce Projet Métropolitain que, bien sûr, ils approuveront, parce que ses grandes orientations vont tout à fait dans la bonne direction.

M. Alain CAZABONNE tient à démarrer son intervention en faisant allusion à ce qu'a dit Mme CARTRON, car ils ont ressenti à peu près la même chose au travers des réunions organisées dans les villes, c'est à dire que les habitants ont la double exigence que leur agglomération puisse être porteuse de réponses par rapport à leurs attentes, ce qui sous-entend sur le développement économique, sur l'emploi, sur le rayonnement, l'attractivité, ce sur quoi ils sont assez d'accord, et puis en même temps, ils ont montré un attachement formidable à leur ville, parfois même à leur quartier. Il insiste sur le fait que cela a été parfois assez fortement exprimé, et la difficulté de l'exercice est de savoir comment combiner tout cela.

Le projet comporte les grands travaux, les aspirations, c'est-à-dire plein de choses auxquelles ils adhèrent, et c'est pourquoi ils voteront pour. La seule difficulté qu'il relève, c'est l'ambiguïté institutionnelle. Si on avait appelé ce projet « Projet d'agglomération », il n'y aurait eu aucune ambiguïté à son avis, mais le fait de l'appeler « Projet Métropolitain », lui pose une interrogation, et à plusieurs maires croit-il. Il rappelle que le texte a été légèrement modifié, parce que quand on lisait la première mouture, il n'y avait pratiquement aucune référence aux villes. En effet, qu'on le lise en long, en large et en travers, il signale qu'on ne le trouve qu'une fois, lorsqu'il est fait référence à la composition de cette Métropole, c'est-à-dire la CUB et ses 27 communes, et ce qu'il peut y avoir autour en termes de syndicats communaux, et il cite « *lorsque l'on est confronté à des choix difficiles, le choix le plus judicieux, c'est la Métropole* ». Sur la page suivante, « *il nous faut un espace beaucoup plus intégré* ». Sur la suivante, « *l'agglomération, en devant métropole...* ». Il demande si l'on parle sur le plan institutionnel, mais alors il ne sait pas si la majorité des maires intégrerait cette idée, ou si l'on parle sur une vision de quelque chose qui est très large, et donc, d'une image internationale. Il estime que la difficulté est là, et qu'on le verra au travers de la discussion sur les compétences. Il voudrait savoir si on va vers une Métropole dans le sens de la loi, avec la perte de compétence et la perte de cette proximité qu'évoquaient fortement les habitants. Il souligne que lorsque ces derniers ont un problème très personnel, y compris d'emploi, ce qui fait l'attractivité de la commune, c'est la proximité, et lorsqu'un citoyen va voir son maire, c'est parce qu'il espère trouver en lui un décideur ou quelqu'un qui lui apporte une solution, pas sur des équipements de transports qui couvrent l'agglomération, mais sur son quotidien, sur ses problèmes sociaux, sur sa vie, sur le mieux vivre ensemble. Et là, il considère qu'il y a une ambiguïté. Pour lui, c'est clair que lorsqu'il évoque la Métropole, c'est dans le sens dimension, sur les grands projets, sur les grands contournements, sur les déplacements, et il n'y a pas là de difficulté, mais si c'est sur le plan institutionnel, il maintient personnellement de très fortes réserves.

On a beau le rassurer dans les propos, ce qu'il voit dans le texte est assez précis. Il déclare rester un peu sur sa réserve sur ce plan là uniquement. Pour le projet, il n'a pas d'opposition par rapport aux grandes orientations qu'il trouve au contraire bien travaillées et intéressantes.

Mme BOST souhaite d'abord saluer la démarche et la façon dont ils ont collectivement travaillé pendant ces 15 longs mois qui ont permis de se projeter, de se propulser et de se donner une vision de l'avenir, de structurer aussi la pensée, et de le faire de façon collective, dans une démarche de participation, avec les expertises des personnes qui les ont accompagnés tout au long de cette démarche.

Elle retient, à l'instar de ce que disait **Mme CARTRON** tout à l'heure, la mobilisation des habitants, et, un peu en écho à ce que disait **M. Alain CAZABONNE** tout à l'heure, elle croit que les habitants ont vraiment envie de cette proximité avec leur ville, avec leur quartier, mais qu'il y a aussi maintenant un véritable sentiment d'appartenance à une collectivité plus large, et à la Métropole au sens du territoire. Il y a un sentiment d'identification qui lui paraît extrêmement fort, et qui est, à son sens, porté par un des cinq sens qui ont été édictés qui, pour elle, est sans doute le plus important, à savoir celui de la Métropole singulière, parce qu'elle pense que c'est grâce à cette notion là qu'ils feront la différence au sens plus global, au niveau hexagonal, que cette Métropole sera en capacité de se différencier, et de se départir des autres aussi. Elle considère que c'est extrêmement important, et qu'elle le fera grâce à la préservation de son identité. On a parlé de la question de l'environnement, de celle de la place de la nature, et ce sont des notions qui lui semblent importantes. Elle passera sur tous les instants et tous les moments de mobilisation qui leur ont permis de rencontrer les habitants, d'être dans une démarche ascendante aussi. Le temps de cette consultation les remet aussi, probablement, dans un temps un peu antérieur qui est celui des campagnes électorales où ils ont l'habitude d'aller voir les habitants, d'échanger avec eux, de définir leur projet à partir de ce qu'ils disent, et elle pense qu'il est important que dans le laps de temps de l'exercice du mandat, on revienne aussi vers les habitants, on échange avec eux, on écoute ce qui a été fait tout au long de ces rencontres métropolitaines, avec la mobilisation de chacun d'entre eux. Et elle pense qu'il est extrêmement important que l'on dise aussi aux habitants qu'on a envie de savoir ce qu'ils pensent, qu'on a envie de savoir ce qu'ils veulent pour l'avenir, et ils ont envie de définir un projet qui leur corresponde le mieux possible.

Elle voudrait aussi remercier tous ceux qui les ont accompagnés dans cette démarche et qui continueront à le faire.

M. GUICHARD considère que ce n'est pas un exercice commun, ni facile que de se lancer dans une réflexion collective sur le devenir de notre agglomération, et c'est un exercice qui aurait pu être l'œuvre d'experts et de quelques élus. Il rappelle qu'ils ont craint qu'il en soit ainsi, mais l'irruption de la population, grâce aux ateliers de la fabrique a, selon leur analyse, fondamentalement changé la nature des débats, et c'est le quotidien, la vie réelle, qui se sont invités dans ce débat, bousculant les schémas bien établis, les idées préconçues, d'un « entre soi » réducteur des possibles.

C'est un débat qu'ils sont heureux d'avoir aidé à ce qu'il puisse se poursuivre les prochains mois au sein des 27 communes. Il indique que les élus Communistes et apparentés proposent, dans le respect de l'identité communale et des maires, que la CUB puisse apporter toute sa logistique pour la pleine réussite de cette seconde phase de démocratie citoyenne.

Loin de lui l'idée de faire du « basisme », mais la volonté de faire vivre un réel débat démocratique mêlant, confrontant parole d'experts, d'élus, et population, a souvent pour conséquence de transformer la nature du débat. Il estime qu'ils peuvent en cela remercier le

travail de l'agence Eleb et Campana qui a effectué un travail remarquable, et qu'ils doivent entendre et prendre en compte cette parole citoyenne dans l'élaboration de leur projet stratégique, alors que ce n'est pas le cas aujourd'hui.

A partir du petit film qu'ils ont vu, mais aussi des débats auxquels ils ont participé, il souhaite de faire ressortir trois points saillants:

En premier lieu, il considère qu'il apparaît de plus en plus clairement qu'une identité d'agglomération se construit, et si elle n'efface pas les identités communales, elle permet d'avancer vers la construction d'un destin commun aux habitants de la Communauté Urbaine. Il souligne que cette identité doit leur permettre de renforcer les solidarités déjà existantes, et il note une attente forte de leurs concitoyens envers l'emploi.

Si tout ne relève pas de leur responsabilité, il pense que cet établissement peut et doit se fixer des ambitions en terme de créations d'emploi, et envoyer des signes forts à l'ensemble des composantes du monde économique et social. Et il tient à dire avec beaucoup d'inquiétude que ce n'est pas le rapport qui leur a été présenté hier, en Bureau, sur la stratégie de développement d'Aéroparc, qui va les rassurer, notamment en rabaissant la barre de leurs ambitions en matière de développement industriel, alors que le premier de ces signes est celui d'ambitionner d'avoir une métropole où il existe un équilibre des secteurs économiques. Pour ce faire, on doit à son avis, conserver et surtout développer un secteur industriel fort.

Il souligne que le développement de la Sogerma ou le maintien de Ford montrent qu'il n'y a aucune fatalité à la disparition d'emplois industriels, mais au contraire qu'il existe un réel gisement d'emplois, à condition de le soustraire à la logique financière. Il ajoute que le développement de chantiers navals sur la rive droite, montre aussi toutes les possibilités existantes. Il estime qu'il faut aussi pour cela une puissance publique qui, sans se soumettre au chantage à l'emploi, n'obère pas la possibilité de développement, comme cela pourrait être le cas avec les Bassins à Flots. Service public, industrie récente ou ancienne, économie résidentielle ou de l'image, c'est à son sens l'ensemble qui leur permettra de se rapprocher du droit à l'emploi pour tous.

Dans cette perspective, les élus Communistes et apparentés considèrent que le secteur bancaire doit prendre toute sa place, bien plus utile que pour alimenter les marchés financiers. En ce sens la Communauté devrait à leurs avis, prendre l'initiative régulière de mise en place d'une conférence bancaire pour l'aide au développement économique.

Il précise que la deuxième attente exprimée, est celle du logement qui est le premier élément du droit à la ville pour ses habitants. Aujourd'hui, la grave crise que nous traversons pèse lourdement sur leurs concitoyens, et il souligne que la part du logement dans les dépenses, a atteint un niveau intolérable, oblige aux cohabitations générationnelles, et limite les possibilités de parcours résidentiel. C'est le sens qu'ils donnent à l'exigence de 50% de logements locatifs sociaux par opération.

Sur les transports, ils estiment que le droit au déplacement, dans un respect du développement durable, passe avant tout par des transports en commun de qualité et accessibles à tous, et si notre agglomération a fait des progrès avec la mise en place du tramway, elle doit aujourd'hui et dans les années à venir, passer un cap.

Pour leur part, ils pensent que le développement du rail est un élément essentiel pour répondre à cette attente, notamment avec une utilisation à plein de la ligne de ceinture ferroviaire, associée au tramway, mais aussi avec le développement de Bus à Haut Niveau de Service, et de navettes fluviales. Ils estiment que l'on doit rentrer dans une nouvelle ère de transports en commun, performants, accessibles à tous et gratuits.

Pour répondre aux besoins qui ont été exprimés par leurs concitoyens, ils sont convaincus que l'on ne peut rester dans les rails des politiques libérales, et comme ils l'ont déjà exprimé ici, un tel document stratégique ne peut s'inscrire dans la concurrence entre les grands centres urbains européens. Cette vision de la concurrence et de la compétitivité ne fait pas sens pour eux, et ils considèrent que c'est une logique qui a failli, les exemples grec, portugais ou irlandais leur montrant combien cette logique est inconciliable avec la réponse des besoins humains.

Il conclut que c'est donc une nouvelle voie qu'il leur faut aujourd'hui explorer, et que c'est cet effort qu'ils peuvent réaliser ensemble.

Puis il fait une parenthèse, car il a entendu Alain JUPPÉ parler et confirmer le recul du fret, ce dont il prend acte. Il souligne que ce n'est pas souvent qu'il l'a entendu confirmer cette situation. Mais au lieu de leur dire que le gouvernement auquel il appartient va faire un effort supplémentaire pour redresser cette situation sur le fret, ce n'est pas le cas, la solution proposée étant le grand contournement. Il déclare à Alain JUPPÉ que ce n'est plus un contournement, mais un détournement de l'intérêt général et environnemental.

M. CHAUSSET estime qu'il s'agit en quelque sorte aujourd'hui, d'un débat de mi-mandat, qui doit ponctuer l'évolution de la CUB. Il demande s'ils sont favorables au statu quo ou à une certaine avant-garde, en essayant de faire avancer cet établissement vers une agglomération, une Métropole, bien que certains s'en défendent. Mais on voit bien à son avis, que, ne serait-ce que ce titre, « Projet Métropolitain » est quand même un objet qui est largement recherché. Il indique que son groupe a accueilli avec satisfaction ce difficile exercice et il pense que c'est un exercice nécessaire et quasiment une obligation. Il considère que soit on reste l'établissement qui ne fait que de la voirie, soit ils se mettent à la hauteur de leur ambition et des besoins des habitants, et à ce moment là, il est important de se projeter un minimum dans l'avenir, et d'avoir une vision de l'évolution du territoire pour les 20 ans à venir, tout en y intégrant les chantiers actuels et futurs. Il pense qu'un équilibre est à trouver pour donner un cadre suffisamment précis pour avancer, mais pas trop bordé non plus, pour pouvoir s'adapter à l'évolution des besoins et des ressources.

Les Verts saluent également la démarche démocratique qui contribue à son enrichissement et son appropriation. En fin de compte, il constate que M. le Président a évoqué dans ses prolégomènes les cinq sens, mais il y rajoutera la question sociale et la question écologique sur lesquelles il aura le temps de revenir à la fin.

Les Verts tiennent cependant à soulever certaines contradictions. Comme cela a été dit, le Projet Métropolitain, avec l'effet métropole qu'ils ne souhaitent pas d'un côté, et en même temps, la mise en avant de ce concept porte ce qu'il considère comme une ambiguïté dans la volonté d'affirmer la Communauté Urbaine comme une Métropole. Il sait que c'est le souhait de M. le Président, et qu'il y a aussi des forces à l'intérieur qui s'y opposent, et ils ont entendu un certain nombre de propos en ce sens tout à l'heure.

Par ailleurs, ils veulent revenir sur cet objectif d'agglomération millionnaire, pour lequel il leur semble que cette volonté de passer ce cap est perçue comme relativement anxiogène pour une partie de la population. Il comprend bien que le terme d'agglomération millionnaire fasse sens en termes de communication, mais lorsqu'on regarde les choses de façon précise et concrète, on note que les chiffres de l'INSEE indiquent 800 000 habitants pour la Communauté Urbaine à l'horizon 2030-2035. Il estime qu'il est tout à fait louable, au titre de l'étalement urbain et du développement du logement dont on souffre, de vouloir inverser la tendance et de faire qu'il y ait plus d'habitants qui viennent sur l'agglomération urbaine, et il observe donc que les chiffres qui sont avancés dans le document, qui se situent aux alentours de 900 000 habitants à l'horizon 2030-2035 font que si on met le turbo et si on arrive à mettre en place tous les engagements, on sera peut-être à 900 ou 930 000 habitants aux alentours de 2030-2035.

Il ajoute qu'il y a un certain nombre de préalables qu'il faudra lever, notamment celui du foncier, et il faudra travailler sur un PLU peut-être plus restrictif, plus en accord avec ce que souhaitent une partie des habitants, et des contraintes environnementales qu'il leur semble important d'intégrer, mais il faudra aussi se doter d'un outil foncier dont il est peu parlé, alors que c'est un objet politique qui leur semble absolument incontournable.

Au sujet des changements de comportements, ils réitèrent leur souhait de faire figurer dans les grands projets, et pas uniquement ceux d'infrastructure, les actions d'accompagnement aux changements d'habitudes qui sont nécessaires. Cela leur semble important pour tout ce qui concerne la mobilité, ce qu'il appelle la question sociale, la question écologique, et cela ne va pas se faire uniquement par décret. Il insiste sur le fait que leur grand projet et le grand projet de la CUB, c'est de faire en sorte qu'il y ait des changements de comportements qui soient faits de plein gré, accompagnés par les habitants. 200 000 habitants de plus doivent être accueillis, et si on garde le même taux d'utilisation de la voiture que celui qui existe aujourd'hui, il considère que ce sera plus que la thrombose à laquelle ils auront à faire face ici, sur la Communauté Urbaine. Il souligne qu'ils ne pourront pas décentement repousser les murs ou les façades des boulevards, qu'ils ne pourront pas faire des 4 voies partout, et ceci nécessite donc une vraie révolution culturelle en matière de mobilité et de logement.

Enfin, les Verts souhaitent que soit ajouté un indicateur d'empreinte écologique au même titre que la santé, le savoir, et le niveau de vie. Il serait intéressant à leur sens, d'utiliser aussi un indicateur davantage en accord avec l'esprit du projet, qui prendrait en compte les services bénévoles, les actes gratuits, les échanges de services, la capacité sociale, la gouvernance, et les pressions environnementales.

Il indique que pour mesurer le travail à accomplir, la France est classée 36ème sur la base de l'indice de « soutenabilité » environnementale, et il y a énormément d'efforts à faire dans ce domaine, y compris sur notre agglomération. La solidarité et l'équité, dont on ne parle pas assez à son avis, ajoutées à la question sociale et écologique, devront enrichir ce projet.

Il souhaite aussi faire une parenthèse pour revenir sur le propos de M. JUPPÉ, parce qu'il croit que si le Grenelle était malade aujourd'hui, il est six pieds sous terre par ces propos. Il demande, si le fret est malade, pourquoi on n'y met pas la même énergie pour construire des infrastructures comme les LGV, ou comme tout un tas de projets que l'on voit fleurir par ci et par là, et pourquoi ne met-on pas en place au niveau gouvernemental, en associant

l'ensemble des acteurs publics et privés, un agendamento sur ce dossier, parce que s'il n'avance pas, ce n'est pas la faute des habitants, ni des quelques élus qu'ils sont ici, mais c'est bien parce qu'il y a un aveuglement sur ce dossier.

Il pense que M. JUPPÉ a peut-être donné raison à ceux qui disent qu'entre droite et écologie, c'est un oxymore. Pour sa part, il pense aujourd'hui que ces propos vont, en quelque sorte, déterrer la hache de guerre sur ce dossier là, et ceux qui doutaient que l'écologie n'est ni à droite ni à gauche, en ont aujourd'hui une nouvelle preuve.

Mme TERRAZA souhaite intervenir pour souligner, elle aussi, la qualité de la démarche engagée il y a plusieurs mois. Elle tient à saluer la transparence constatée au travers d'une concertation forte, presque tous azimuts, et la transversalité puisqu'elle a concerné tous les publics, tous les secteurs de notre agglomération dans une parfaite complémentarité. L'exercice de co-construction du Projet Métropolitain lui apparaît réussi.

Elle veut notamment porter le témoignage de sa ville de Bruges qui a su se trouver de manière naturelle et facile dans ce dispositif alors en cours de déroulement. C'est pour elle la preuve s'il en fallait, de l'attente ainsi satisfaite par ce type de démarche, la concertation, la transparence, portant leurs fruits quand elles sont menées avec méthode et ouverture.

La qualité de la production dont chacun ici aura pu juger en est à son avis une conséquence naturelle. Elle estime qu'ils ont, avec le Projet Métropolitain, un vrai terreau fertile. Elle souligne que les ambitions collectives nées du dialogue nourrissent des projets structurants, parfois engagés, parfois simplement à l'état de réflexion avancée, mais plus que jamais coordonnés et cohérents avec leur pratique, leur histoire, leur identité. Ce projet métropolitain leur apprend, en tant qu'élus, sur les autres villes, et il faut à son sens, que l'agglomération soit un vrai territoire solidaire, où l'ambition des uns peut nourrir l'équilibre des autres. Favoriser les mutualisations, encourager les coopérations techniques feront partie de leurs manières de faire.

Elle indique qu'à Bruges, la démarche des 50 000 logements intègrera une nouvelle réflexion sur le projet Ausone, ouvert, concerté et coordonné, en respect d'une ville qu'ils veulent à l'image de leur agglomération à venir, c'est-à-dire équilibrée. Elle estime que le Projet Métropolitain est le texte fondateur de la décennie bordelaise, et qu'ils vont gagner en cohérence avec leurs moyens communs, avec leurs perspectives partagées, chacun dans leurs communes, en allant mieux satisfaire les attentes de ceux pour qui ils doivent agir.

Avant même de créer la Métropole des 5 sens promise par ce projet, elle considère que la démarche qu'ils concluent a montré qu'ils formaient déjà la métropole du bon sens. Elle retient pour sa part, l'attente portée sur le défi des espaces publics à vivre et des 55 000 hectares pour la nature, dans lesquels, au cœur de sa délégation, elle s'investira avec toujours plus d'enthousiasme.

M. le Président ayant rappelé, dans son propos introductif, que le premier des cinq sens de ce projet métropolitain est la solidarité, M. ROUYRE précise que c'est sur celle-ci qu'il aimerait intervenir.

Il a retenu des rencontres de la Fabrique que les attentes de la population du territoire métropolitain et au-delà, portent avant tout sur les questions sociales, à commencer par l'emploi, le logement, l'avenir des jeunes, le vivre ensemble dans lequel on pourrait retrouver la mixité et la cohésion sociale.

Il rappelle que chacun d'entre eux a l'occasion, dans le cadre de leurs permanences d'élus, d'être confronté à la précarité et, souvent, à une véritable misère, car la situation est critique pour de nombreux de leurs semblables, avec le chômage, l'augmentation du coût du logement, la baisse du pouvoir d'achat, et dans ces conditions, il y a une crainte que le développement actuel ne profite pas à tous, que Bordeaux laisse sur le bord du chemin une partie de la population, et qu'une Métropole à deux vitesses voit le jour.

Il ajoute que l'ambition métropolitaine nourrit une autre inquiétude, celle de cette frontière sociale que représenterait le périmètre de la Métropole. Il note que les chiffres de l'A'Urba le confirment, les personnes modestes étant contraintes de quitter le territoire de la Communauté Urbaine, et on voit bien que la pauvreté se rajoute à la pauvreté. C'est pourquoi il estime qu'ils doivent avoir comme priorité que leur ambition métropolitaine profite à tous. Il considère que la Métropole, ça peut être quelque chose de formidable avec plus de services, plus d'emplois, plus de connexions, mais à condition qu'elle soit partagée, et que la solidarité, ce premier des 5 sens, se retrouve partout, et évidemment entre les communes, par exemple, avec l'encouragement aux mutualisations, la solidarité entre les groupes sociaux, pas d'entre soi, et pas de ségrégation. Il ajoute la solidarité avec les plus fragiles physiquement, économiquement, socialement, et il souhaite insister également sur ce point, la solidarité avec le reste du département, parce que quelque chose, ou plutôt un mot, l'a inquiété dans l'intervention du maire de Bordeaux, et il pense qu'il a fait une erreur en parlant de concurrence entre le territoire de la CUB et le territoire hors CUB. On doit, à son sens, châtier son vocabulaire, et ils doivent envisager leurs relations avec le reste du territoire sous le signe de la solidarité, et surtout pas celui de la concurrence.

Il précise que cette volonté de faire de la solidarité le pivot du Projet Métropolitain prendra de la consistance en se fondant sur plusieurs piliers dont le premier est celui du logement. Il souligne que c'est le premier des 12 grands travaux métropolitains, et il s'agit de produire vite, beaucoup et bien des logements neufs, abordables, adaptés aux besoins des ménages, et situés le long des axes de transports. Il ajoute, au risque de jeter un pavé dans la marre, que si on accepte de donner de la force à la solidarité CUB/hors CUB, il faut permettre au territoire girondin dans son ensemble de se doter d'un outil qui lui permette également d'accueillir sa population, dont il disait tout à l'heure qu'une partie d'entre elle provient du territoire métropolitain.

Il ne veut pas prendre la responsabilité de briser cette allégresse générale, ce consensus exacerbé qu'on connaît maintenant, mais on pourra quand même se poser la question de l'EPFL et il souhaite qu'on leur dise, si la CUB ne s'y investit pas, comment on fait en matière de logement pour donner du sens à la solidarité avec le reste du département.

Il indique qu'il y a l'autre pilier, celui de l'emploi, avec la volonté de rapprocher la recherche et l'entreprise pour stimuler l'innovation et l'objectif de créer d'ici 2030 75 000 nouveaux emplois pour les métropolitains.

Un autre pilier qui lui semble important, c'est celui des espaces publics et de leur aménagement, car ce sont des lieux de la Métropole qui appartiennent à tous, et qui doivent donc être accessibles à tous, et ne pas être simplement des lieux aux déplacements et à la mobilité, mais bien des espaces de station, de rencontres, et de convivialité.

Il cite enfin le pilier de l'accessibilité qu'on retrouve dans l'ambition d'un véritable réseau d'échelle métropolitaine combinant les différents modes de transports pour que toute la

Métropole soit concernée pour obtenir une Métropole du quart d'heure, dans laquelle chaque habitant devra avoir accès en moins d'un quart d'heure depuis son domicile ou son lieu de travail à tous les services essentiels. Il ajoute, là encore, qu'on devra veiller à ce que la solidarité CUB/hors CUB s'exprime également dans ce volet en imaginant différentes connexions.

Au-delà de ces quelques exemples, ce Projet Métropolitain lui semble inspiré par le souci de faire de leur territoire un espace de rassemblement, d'intégration, et de solidarité, et donc, il invite maintenant à s'assurer que sa réalisation respecte les valeurs qui ont présidé à sa conception.

Mme NOEL souhaite d'abord formuler deux remarques sur des prises de position qui ont été faites il y a peu. Elle croit que Pierre HURMIC va vouloir ajouter quelque chose, mais elle tient à exprimer leur extrême stupéfaction à la position que vient d'afficher Alain JUPPÉ concernant la réouverture du grand contournement. Les Verts sont en effet stupéfaits que la faiblesse affichée des ambitions gouvernementales en direction du rail lui permette de justifier la remise en œuvre de ce projet de grand contournement. Ils sont totalement opposés à cette prise de position et à ce projet, et ils tiennent à le réaffirmer très fortement.

Par ailleurs, elle relève qu'Alain CAZABONNE a évoqué une contradiction qu'il noterait entre la mise en avant d'un Projet Métropolitain qu'il a appelé projet d'agglomération, ce qui lui semblerait plus approprié, et des réserves que l'on pourrait avoir au regard de la Métropole au sens de la loi. Elle pense qu'il y a un *distinguo* à établir entre la mise en œuvre d'un Projet Métropolitain et l'organisation administrative en tant que Métropole. Pour leur part, les Verts sont favorables à l'un et à l'autre, et ils étaient favorables au rapport Balladur dans son esprit, avec la prédominance du couple intercommunalité/Région sur le couple commune/département, ce qui ne voulait pas dire dans leur esprit que les deux devaient disparaître, mais aussi sur la réforme des modes de scrutin qui donnerait une vraie légitimité électorale aux élus communautaires. Par contre, ils ne sont pas d'accord avec ce qu'il est advenu de cette loi, mais elle voulait quand même revenir là-dessus, parce qu'il n'y a pas de contradiction, de leur point de vue, entre un engagement sur un Projet Métropolitain et la critique de la Métropole telle qu'elle est proposée par la loi.

Sur le Projet Métropolitain en tant que tel, les Verts veulent réaffirmer leur très grande satisfaction de la démarche qui a été engagée. Ils se retrouvent complètement dans le socle des valeurs qui est exprimé dans ce document autour d'une Métropole solidaire, autour d'une Métropole sobre, autour d'une Métropole singulière. Ils ont noté avec intérêt des évolutions dans le texte au fil de ses différentes versions, par exemple, le fait que la santé publique fasse l'objet d'un chapitre à part entière, ce qui n'était pas le cas au début, que la protection des plus fragiles soit plus affirmée dans le volet relatif à la solidarité, ce qui n'était pas le cas non plus, soit autant d'expressions auxquelles ils sont particulièrement sensibles.

Le chapitre des valeurs et des modes de faire est illustré par les grands travaux, sur lesquels ils se reconnaissent là encore totalement dans les options qui sont formulées autour des 50 000 logements, autour de la Métropole du quart d'heure qui met en avant les déplacements doux, le citoyen piéton, autour de la création d'espaces publics à vivre et, bien entendu, autour des 50 000 hectares pour la nature. C'est là qu'elle ajoutera cependant un petit bémol, qui n'enlève rien à ses propos antérieurs, sur une légère contradiction qu'ils notent entre ces options et le tableau métropolitain des grands projets. Il lui semble qu'il y a plusieurs points qui devraient être complétés ou modifiés, concernant les déplacements, par

exemple, où les déplacements doux sont singulièrement absents du tableau correspondant, et ils souhaiteraient qu'ils soient fortement réintroduits. Concernant la nature, il leur semble que le volet qui concerne les sites éco-récréatifs doit trouver sa place ailleurs que dans le volet nature, parce qu'il ne leur paraît pas qu'ils fassent partie de ce volet nature, voire même ils entrent en contradiction avec le tableau sur les espaces naturels. Il leur semble également que le projet Cascades de Garonne n'est pas en phase avec la continuité de la trame verte des coteaux qui est attendue dans le cadre du tableau sur les espaces naturels. Elle pense qu'on pourrait dire la même chose du grand stade et qu'on pourrait dire la même chose de quelques autres projets qui sont rentrés dans les sites éco-récréatifs, et qui ne participent pas de ce qu'ils entendent par le volet nature.

Ces petits points étant posés, elle conclut en affirmant leur solidarité pleine et entière à ce Projet Métropolitain.

M. HURMIC indique qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir, mais il aimerait rappeler ici que lorsqu'ils ont débattu du Projet Métropolitain, il y a de cela 15 jours, en Commissions Réunies dans cette salle, il a insisté sur un point qui lui paraissait important, et a demandé qu'à partir du moment où ils veulent construire une Métropole sobre, il serait bien qu'ils actent dans le marbre de cette construction, leur renoncement définitif à construire un grand contournement autoroutier de Bordeaux.

Il ne s'attendait pas à être en avance sur le scoop qu'a annoncé aujourd'hui M. le Maire de Bordeaux, mais il a quand même noté que lorsqu'il a fait cette proposition, il lui semble qu'à l'intérieur de cette assemblée où ils étaient assez nombreux, personne ne l'a contredit. Il pense qu'à l'époque, il y avait encore un consensus vaste ici pour renoncer à ce projet d'un autre temps. Il note que ce consensus a explosé il y a quelques instants avec l'annonce de M. le Maire de Bordeaux, souhaitant qu'on reprenne des études de construction du grand contournement autoroutier de Bordeaux, en raison de l'échec du gouvernement à les doter d'une politique ferroviaire audacieuse et alternative.

Il prend note de ce point, mais il voudrait qu'ils actent que ce type de projet autoroutier est totalement incompatible avec ce qu'ils appellent le troisième sens, c'est-à-dire la métropole sobre qu'ils doivent bâtir. Ils ont écrit, et il a envie de dire graver dans le marbre de cette délibération, que cette Métropole sobre doit être plus économe dans sa consommation énergétique et dans la consommation de ses espaces naturels. Il aimerait qu'ils soient nombreux à dire qu'ils sont favorables à ce troisième sens, mais ils souhaitent qu'il ait du sens, et que soit indiqué très clairement qu'une Métropole sobre est parfaitement incompatible avec la reprise de tout projet de grand contournement autoroutier de Bordeaux. Cela lui paraît pouvoir donner du sens et de la consistance à la Métropole sobre dont, croit-il, ils rêvent tous dans cette assemblée.

M. Didier CAZABONNE pense qu'on peut dire des choses sérieuses avec un peu d'humour et il voulait réagir aux propos qu'a tenus son voisin de droite qui a défini quelle était la nouvelle frontière entre la droite et la gauche. Il note que ceux qui envisagent que revenir sur l'hypothèse du grand contournement sont de droite, et que ceux qui s'y opposent, ceux qui veulent rester figés dans le marbre, comme l'a dit à l'instant Pierre HURMIC, sont de gauche.

Il croit se souvenir, si sa mémoire ne lui fait pas défaut, qu'il y a quelques mois, dans une réunion du Bureau, M. le Président a dit, alors qu'à l'époque Alain JUPPÉ était encore en pleine réflexion, qu'ils avaient fait une erreur en renonçant trop vite à l'hypothèse du grand

contournement, et qu'il faudrait certainement y revenir. Alors, il ne sait pas où est la frontière entre la droite et la gauche aujourd'hui, mais pour quelqu'un qui est au centre, cela ne lui pose pas vraiment de problème.

M. JUPPÉ ne veut pas allonger le débat sur ce point, mais il veut bien préciser sa pensée. Aujourd'hui, en ce qui concerne la mobilité dans leur Métropole, il fait observer qu'ils ont fait des progrès considérables, et il faut donc aller de l'avant, poursuivre le maillage par le tramway, faire bien fonctionner leur réseau de bus, développer à plein les modes de déplacements doux, comme ils le font et comme ils continueront à le faire en particulier dans la ville centre. De ce point de vue là, il n'a absolument aucun problème, et il croit que leur engagement est tout à fait clair. Il aime beaucoup le concept de la Métropole du quart d'heure qui relève de cette philosophie.

La seconde réalité est qu'à son avis, il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt, l'accessibilité extérieure à leur Métropole est aujourd'hui difficile, elle est de plus en plus engorgée à sa périphérie, et c'est un problème qu'il faut regarder. Il pense que la solution à court-moyen terme, c'est la mise à 2 fois 3 voies de la rocade qui est parfaitement cohérente avec ce qu'ils font par ailleurs en termes d'aménagement urbain, avec la construction aussi des ponts et la fluidification des boulevards.

Il est très attaché au ferroviaire, et il est quand même un peu surprenant d'entendre les reproches qui viennent d'être prononcés. Il rappelle que si Tours-Bordeaux se fait, c'est parce qu'il a personnellement obtenu que le Président de la République arbitre pour que cela se fasse malgré les réticences de qui ils savent et le non financement par Poitou-Charentes. Il est donc un fervent défenseur du ferroviaire et de l'ensemble du réseau LGV qui doit mettre notre ville au centre d'une toile qui les mettra à 2 h de Paris, à 1 H 30 de Bilbao et ainsi de suite.

Ensuite, il a demandé à plusieurs reprises également que RFF mette à l'étude le grand contournement ferroviaire de Bordeaux, et il n'a pas changé d'avis là-dessus. Il estime qu'on ne peut pas continuer à accepter l'idée que les trains de fret, si un jour ils se développent, passent dans la gare St Jean et au cœur de l'agglomération. Il n'y a aucune ambiguïté là-dessus, et il regrette que les mesures prises pour développer le fret ferroviaire n'aient pas été plus efficaces jusqu'à présent. Si elles le sont demain, ce sera très bien, souligne-t-il, mais il dit simplement que si ce transfert modal ne se réalise pas, si on n'arrive pas à faire basculer cela, grâce à des mesures qui peuvent être douloureuses (et il est personnellement favorable à ce qu'il y ait une taxation du grand transport routier international), mais si on n'arrive pas à faire cela, ce serait, estime-t-il, une erreur, à 20 ou 30 ans, que de refuser toute espèce de réouverture d'une réflexion sur un éventuel grand contournement autoroutier. Il considère que dans cette thématique de l'accessibilité, il ne faut pas oublier l'aéroport et ils sont en train de signer avec le Président de la Région, le Président du Département, le Président de la CUB, le Maire de Mérignac et le Maire de Bordeaux, une lettre au gouvernement pour insister sur leur volonté de continuer à maîtriser cet aéroport, et notamment le capital de l'aéroport, de même qu'il leur faut aussi développer le port. Il espère que la nouvelle Direction qui se met en place au Grand Port Maritime de Bordeaux pourra les y aider.

Il indique que c'est là la vision d'ensemble de l'accessibilité qu'on peut mettre en débat. Ce n'est pas directement lié au Projet Métropolitain, ce n'est pas dans le Projet Métropolitain, mais il pense que c'est une réflexion sur laquelle il faudra aussi qu'ils évoluent les uns et les

autres, sans immédiatement déterrer la hache. Personnellement, il n'a pas de hache, les rassure-t-il tout de suite, ni même de canif.

M. le Président Vincent FELTESSE souhaite formuler quelques mots à son tour, non pas de conclusion, puisque le débat va se poursuivre après l'été, mais de réaction, interrogation, ou réponse à des questions posées.

D'abord, à la question posée par Alain CAZABONNE, de savoir de quelle Métropole on parle, ce qui est une vraie question, il donne son point de vue, qu'il a déjà évoqué plusieurs fois, mais il va le faire à nouveau. Il rappelle que déjà, le mot métropole est extrêmement ancien, que ce soit au niveau grec, au niveau médiéval, chez Baudelaire, plus récemment et moins poétiquement les métropoles d'équilibre de la DATAR, et c'est un lieu de convergence, de partage, de pratiques, de visions politiques, de densité économique. Pour lui, la Métropole, c'est d'abord cela, et il ne se situe pas dans le cadre de la Métropole Balladur parce que, de toute façon, il n'est rien ressorti de ce texte là. C'est bien pour cela que tout à l'heure, quand ils donneront leur position sur le schéma départemental de coopération intercommunale, il proposera que l'on refuse la proposition du Préfet sur la question métropolitaine, à la fois parce qu'il y a un problème de méthode, puisque ce n'est pas à lui de proposer mais à eux de souhaiter, et surtout parce que sur le fond, il voit difficilement les atouts ou les avantages qu'on a à passer en Métropole. Il indique qu'ils liront dans « Semaine » un petit papier fait par le Directeur de l'agence d'urbanisme de Bordeaux qui définit la Métropole et dans quelques mois, espère-t-il, un petit bouquin qu'il doit faire avec Olivier Mongin sur la France métropolitaine. D'autant plus à son avis, que les exemples qu'on a en Europe de gouvernance métropolitaine, à une exception près, sont pratiquement toujours des échecs. Cela viendra peut-être un jour, mais que ce soit à Toronto, à Berlin, à Milan, à Amsterdam, à Barcelone, à Montréal, il fait observer qu'on n'a pas encore trouvé l'outil de gouvernance pertinent. On le trouvera peut-être un jour, et pour lui, il passe par le scrutin direct. Il entend bien l'argument sur la proximité, ce qui les oppose, car lui, entre la proximité et la démocratie, il choisit la démocratie. Il précise que l'exception, c'est Madrid.

Sur la question de l'outil, il pense qu'il ne faut pas se focaliser dessus aujourd'hui, d'autant plus qu'on a encore un certain nombre de débats de fond à faire, et on verra lors de la prochaine mandature s'il faut se battre sur l'outil ou pas. Mais il croit que l'enjeu, c'est la vision partagée, la mutualisation, et aussi le rapport avec les périphéries.

Il indique que le second point, qu'Alain JUPPÉ a évoqué dans son propos et qui est évoqué un peu en filigrane mais peut-être pas assez, dans la gouvernance métropolitaine, ce qui est très important, c'est le travail partenarial avec les territoires périphériques, et avec le Conseil Général. Il souligne qu'on a commencé à le faire et il pense qu'il y a un vrai sujet là-dessus. Il signale que la semaine dernière, dans le comité qu'on avait sur la stratégie métropolitaine, il y avait le Directeur Général des Services du Conseil Général qui était présent, et c'est vrai qu'on n'a pas l'impression de parler de la même chose. Il indique que quand on développait pourquoi on voulait une métropole millionnaire, c'était dans une vocation d'abord sociale et solidaire et pas du tout dans une vocation prédatrice et visiblement, ce n'était pas quelque chose qui était intégré, et il estime qu'il s'agit d'un vrai sujet.

En troisième point, il avoue avoir été un peu troublé par la position de Gérard CHAUSSET sur la Métropole millionnaire, parce que le sujet est assez simple. Quand on reprend les projections de l'INSEE, il peut y avoir de l'aléa sur les projections démographiques, mais

elles sont là, à savoir, grosso modo ce qu'il a dit dans les ateliers métropolitains, entre 15 000 et 18 000 nouveaux habitants par an sur la Gironde, et cela fait entre 300 et 370 000 sur les années qui viennent. Il ajoute que tout l'enjeu, c'est de savoir où vont s'installer ces nouveaux habitants. On a eu de grandes réussites, on a parlé du tramway, des quais, de la meilleure liaison avec la rive droite, mais il rappelle qu'ils ont quand même eu un échec collectif commun, c'est la question de l'étalement urbain, avec le fait que les gens partent, parfois par choix de vie, mais aussi par contrainte. Et il considère que c'est un objectif qui est plutôt une réalité qu'il va falloir accompagner, mais il ne faut pas qu'on lâche là-dessus, parce qu'on sait que socialement et environnementalement, le bilan carbone des périurbains est deux fois plus important que celui des urbains, simplement parce qu'ils doivent prendre la voiture, sachant qu'il y a encore eu une étude de l'INSEE à ce sujet cette semaine. Il pense qu'il faut qu'ils soient solides là-dessus, solidaires et pédagogiques, parce que ça ne va pas être facile et on voit bien qu'entre les échelles de développement durable qui sont un peu éloignées et les échelles politiques qui sont un peu courtes, il y a un hiatus, et il faut qu'ils fassent attention à cela.

Enfin, sur la question du grand contournement, il expose sa position. Il précise que quand la décision a été prise sur le grand contournement, et c'était moins sur le fond que sur la forme, sa position était de dire qu'il croit moyennement au plan B et il ne sait pas non plus où est le plan B du grand contournement. A l'époque, on disait qu'il faut un grand contournement ferroviaire, et trois ans après, on a vu que cela n'a pas forcément bougé. Il n'est pas forcément favorable à ressortir le dossier du grand contournement, et y est même plutôt défavorable. En revanche, il y a pour lui une vraie évidence, c'est que malgré tous les efforts qu'on a faits au niveau de la CUB, que la Région fait avec le TER, que le Conseil Général fait d'une certaine manière avec les cars, et que l'État fait, la situation se dégrade au quotidien. Peut-être pas dans Bordeaux, insiste-t-il, mais ce n'est pas acceptable. Cela fait quelques mois qu'il évoque la nécessité d'une sorte de Grenelle des déplacements à l'échelle de la Gironde, parce qu'il faut que l'on trouve une solution, et il estime que ce ne sera jamais une solution unique. Il considère qu'il leur faut de nouveaux outils, mais surtout de nouvelles pratiques, et c'est l'enjeu qu'ils ont ensemble devant eux. On a beaucoup fait, pas forcément assez, mais il considère qu'il leur faut voir comment on articule les choses pour trouver une solution, et c'est donc plutôt cette méthode de travail partenariale, itérative avec tout le monde, qu'il faut qu'ils mettent à l'agenda politique, pour essayer de trouver une amélioration pour leurs concitoyens.

M. JUPPÉ dit « banco », l'idée du Grenelle de la mobilité et du déplacement girondin lui paraissant une très bonne idée, et si la Ville de Bordeaux y est appelée, ce qu'il espère, il ne manquera pas de suggérer que l'on mette, peut-être, à l'ordre du jour, une réflexion sur le grand contournement parmi d'autres sujets.

M. le Président Vincent FELTESSE rappelle qu'il n'y a pas de vote, puisque c'est un débat d'orientations.

DÉBAT EFFECTUÉ

M. le Président Vincent FELTESSE indique qu'on va changer un tout petit peu l'ordre de l'ordre du jour parce qu'Alain JUPPÉ doit s'absenter pendant une petite heure, et il pense qu'il serait mieux qu'il soit présent pour le débat sur les compétences. Il propose donc de passer à l'examen du Budget Supplémentaire.

M. FREYGEFOND**2011/7/ 32 Projet de budget Supplémentaire 2011 - Examen - Décisions - Adoption**

M. FREYGEFOND présente le projet de Budget supplémentaire à l'aide d'un diaporama.

M. BOBET souligne que les propositions du Budget Supplémentaire 2011 sont les conséquences directes du Conseil Administratif 2010. Il relève que l'excédent disponible est en fait de 48 M€ contre 57 en 2009, 61 en 2008, ce qui constitue donc une petite baisse tout de même. Il indique que les propositions formulées par Ludovic FREYGEFOND, Vice-Président en charge des finances, leur paraissent tout à fait cohérentes, et ils les approuveront totalement, en particulier en inscrivant 42,8 M€ en section d'investissement, dont 5 en aides supplémentaires au logement qui n'étaient que de 3 au BS 2010, 11 pour conforter leurs réserves foncières, et 15 en réduction de prévision d'emprunt. En revanche, pour faire écho aux propos tenus en Bureau hier après-midi concernant la situation de Ford Blanquefort, il estime qu'on pourrait peut-être proposer de réserver 3 à 4 M€ en fonctionnement en prévision d'aides sur ce site.

M. SOLARI tient à remercier M. le Président parce que, s'agissant du BS, il a décidé de consacrer 1 760 321 € au fonds de proximité de la voirie concernant l'accessibilité des personnes handicapées, ce qui constitue déjà une avancée par rapport aux autres années.

Il rappelle à M. le Président qu'il était question que l'on monte un groupe de travail avec Alain DAVID sur les problèmes qu'ils avaient évoqués en octobre dernier, et qui devait voir le jour au premier trimestre 2011. Il voudrait savoir quelle est la position de M. le Président, où on en est, et si ce sera pour cette année ou l'année prochaine.

M. ROSSIGNOL précise que les propositions présentées dans ce Budget Supplémentaire satisfont globalement les Verts qui notent avec satisfaction plusieurs postes, comme l'urbanisme avec les 50 000 logements, 5 M€ pour l'aide au logement. Concernant le développement économique, pour l'instant il n'y a que 600 000 €, et ils réfléchissent, pourquoi pas, à une aide supplémentaire pour le dossier Ford, mais en général, il serait bon à son avis, que la CUB réfléchisse à un plan d'action global sur le développement économique, comme cela a été évoqué longuement en Bureau hier, et à avoir une vision transversale des choses.

En ce qui concerne les crédits de voirie, il pense qu'on connaît la position des Verts, et il leur semble que la Communauté Urbaine doit remettre à plat sa politique afin de faire mieux avec moins. Il tient à souligner qu'il y a une étude actuellement au niveau de l'espace public qui est menée sur la façon de remettre à plat leur règlement d'intervention sur l'espace public, et faire plus d'urbanisme de projet que de la simple voirie.

Concernant les acquisitions de réserves foncières, il trouve que 11 M€ c'est bien, mais il se demande si c'est suffisant face à l'ampleur de la tâche en termes d'acquisitions foncières, comme cela a été dit lors de la discussion de ce matin concernant le Projet Métropolitain. Il considère que l'on doit mettre en place une véritable politique foncière sur leur territoire et que pour l'instant, ce n'est pas fait. Il a été mis en place une refonte très importante de notre organigramme et évidemment, 415 000 € de formations pour les nouvelles tâches de nos agents leur paraissent importants, mais il espère que cela sera suffisant.

Pour conclure, il souhaite donner un chiffre. Suite à la réforme de la Taxe Professionnelle, la dépendance du budget communautaire à l'État est passée de 37% avant la réforme à 57%, et il estime qu'ils assistent vraiment à une mise sous coupe réglée financière des collectivités territoriales par l'État. Il pense qu'ils auront des discussions serrées dans les années à venir, quand l'État réduira ses subventions.

M. Alain DAVID précise concernant l'accessibilité, qu'à titre expérimental, ils ont exploré l'accessibilité dans divers secteurs, en particulier dans des communes bien ciblées, de façon à pouvoir ensuite extrapoler sur le coût réel auquel ils vont être exposés. Ils évaluent aujourd'hui le coût total de l'accessibilité aux environs de deux milliards, ce qui est une somme énorme. Il insiste sur le fait qu'il est évident qu'avant d'aller plus loin, ils ont voulu, à la fois regarder quelles étaient les priorités, et voir comment échelonner au niveau de la voirie cette programmation qui, certes, est importante dans sa globalité, et ensuite définir ensemble des priorités, puisqu'ils ne pourront pas réaliser la totalité des investissements nécessaires, c'est-à-dire les deux milliards correspondants. Il indique qu'ils vont donc définir ensemble, avec le Bureau, avec M. le Président, et avec la Commission, quelles sont les priorités, et quel est l'échelonnement qu'ils peuvent proposer, en tenant compte de la nouvelle loi en discussion, et en particulier des moratoires qui seront immanquablement proposés dans les prochaines semaines par le Parlement, parce que toutes les collectivités sont confrontées exactement à la même difficulté, et exactement aux mêmes responsabilités en matière budgétaire.

Il rappelle que M. le Président est parfaitement au courant de leur situation, et de la nécessité d'émettre des priorités.

M. GUICHARD indique qu'exceptionnellement, les élus Communistes et apparentés n'avaient pas prévu d'intervenir sur le budget, parce qu'ils savaient à peu près ce que M. FREYGEFOND allait dire, mais Patrick BOBET vient de faire un complément qui n'est pas neutre économiquement et politiquement, c'est l'appel à 3 M€ pour l'aide à Ford. Il ajoute 3, 4, et pourquoi pas 5, ou pourquoi pas les 18 ?

Il tient à préciser quelques éléments comme il l'a fait en Bureau, pour dire que dans le cas de figure qu'il va développer, ils sont totalement opposés à répondre à un véritable chantage de ce grand groupe multinational qui quand même, rappelle-t-il, a mis sur notre agglomération des milliers de familles dans les pires tourments, qu'ils ont vécus ici toutes et tous. Il insiste sur le fait que ce groupe a traversé une crise, mais qui, outre d'avoir supprimé des emplois, a tenté de se dégager de cette crise. Il souligne qu'il ne l'a pas fait au travers d'investissements ou du moins au travers d'investissements, mais dans un cadre de délocalisation dont était victime, comme ils l'ont appris au fur et à mesure du développement des luttes, le site de Blanquefort, puisqu'ils se sont trouvés en concurrence avec un pays comme la Roumanie, bien entendu aux salaires bien plus bas que ceux de l'entreprise Ford actuelle.

Il estime que le développement économique ne peut pas se régler à coups de chantage, parce que c'est le détournement d'un véritablement développement économique et ce serait aussi sûrement demain, la mise en cause des acquis sociaux des salariés actuels de Ford. Et si Ford demande un effort pour ses investissements parce qu'il en a besoin, d'abord il faut à son sens qu'il le prouve, et donc qu'il mette ses comptes sur la place publique. Il considère qu'il n'est pas question de donner de l'argent à quelqu'un qui n'en aurait pas besoin. Donc qu'il mette ses comptes sur la place publique doit être une des premières

exigences, et s'il s'avérait, ce dont il doute, qu'il a un tel besoin, comme il l'a dit tout à l'heure dans sa déclaration par rapport au Projet Métropolitain, la première démarche qui leur incombe, lui semble-t-il, c'est d'interpeller les banques et le secteur bancaire. Il demande si oui ou non ce secteur bancaire qui bénéficie de leurs comptes individuels, et de chaque salarié, au lieu d'aller les placer sur les marchés financiers, y compris en Gironde, ne devrait pas être interpellé pour qu'il joue un rôle effectif en termes de développement économique. C'est pourquoi il a fait la proposition à M. le Président et à ce Conseil que, notamment au travers de la nouvelle démarche de développement économique que la CUB, a juste raison, a prise, celle-ci soit à l'initiative avec la Région d'une véritable conférence bancaire par rapport à cette situation, et par rapport à l'ensemble du développement économique.

Il estime que c'est à ce prix là qu'ils commenceront à comprendre qu'il faut étudier peut-être une telle situation, c'est-à-dire que Ford explique clairement la situation de son groupe en termes économiques, et ensuite, qu'ils voient, à partir de là, à jouer un rôle politique, un rôle de gestionnaires de développement économique en direction, notamment, du secteur bancaire. C'est-à-dire qu'en dehors de toute cette démarche là, il n'est pas question pour eux de cautionner quelque chantage que le groupe Ford se permet de faire.

M. FREYGEFOND précise que concernant la demande de Patrick BOBET, il rejoint celle de Max GUICHARD sur Ford. Pour l'instant, il considère qu'il faudrait une décision du Bureau et que ce dossier revienne. Il rappelle que c'est un Budget Supplémentaire pour engager les crédits très rapidement et qu'il y a 2,8 M€ de proposés en dépenses imprévues de fonctionnement. Donc, cela fera l'objet d'un débat et s'ils doivent se substituer à l'État, ils verront quelle sera la décision du Bureau.

Sur la demande de Joël SOLARI, il confirme qu'ils ont avancé avec la Commission Voirie, comme Alain DAVID l'a rappelé. C'est vrai qu'il n'y a pas eu de groupe entre la Commission Voirie et la Commission Finances, mais il indique qu'ils étaient en relais et ont pu échanger avec Alain DAVID. Il souligne au passage que dans le cadre de la réforme de la TLE dont ils débattront au séminaire finances du 16 septembre, ils verront aussi ce qu'il en est de ces recettes à venir qu'ils peuvent affecter sur l'accessibilité. C'est une première dont il se félicite, car c'est une proposition qu'il avait faite au Conseil et à M. le Président, et il pense qu'il faut que l'on poursuive sur ce travail en commun entre les Commissions.

Sur l'intervention de Clément ROSSIGNOL, il voudrait rappeler à celui-ci que ce n'est pas 600 000 €, mais 1,1 M€ qui sont inscrits en termes de développement économique. Il va même au-delà, puisque tous ces crédits qui sont proposés en investissement, représentent aussi du développement économique et de l'emploi derrière, parce que ce sont des investissements lourds, de quelques millions, qu'ils vont passer auprès d'entreprises, sur diverses compétences qui les concernent.

Sur les acquisitions foncières, il précise qu'ils rajoutent des crédits de manière considérable. Il a constaté au niveau des chiffres sur les 7 dernières années notamment, qu'ils ont dépensé au total 326 M€ en acquisitions foncières sur cette période. C'est un effort qu'ils poursuivent, mais il partage la réflexion qui est venue à plusieurs reprises sur le meilleur outil par rapport à leurs objectifs en termes d'acquisitions. Il signale qu'ils auront aussi à se poser la question sur les alignements de voirie et ces nouvelles dépenses en termes d'acquisitions.

Enfin, il tient à remercier les services et l'ensemble du service des finances qui les ont aidés pour préparer ce Budget, et à leur proposer ce Budget Supplémentaire.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DUPRAT

2011/7/ 24 Réseau communautaire des transports urbains et transports pour personnes à mobilité réduite - Réseau Tbc 2010 - Bilan

M. le Président Vincent FELTESSE ajoutant après que le rapporteur ait exposé ce dossier que les modifications seront envoyées de manière formelle aux communes, M. DUPRAT lui répond que c'est prévu juste après ce Conseil.

M. CHAUSSET fait observer, comme l'a dit Christophe DUPRAT, le bon bilan que représente +16% sur les bus, sans investissement au demeurant. Il estime que c'est un joli tour de force, et que maintenant, va venir le temps des investissements sur le réseau de bus sur lesquels ils seront très vigilants. Mais ils seront aussi des partenaires les plus coopératifs possibles pour faire en sorte que l'on développe massivement les couloirs réservés, mais également toutes les améliorations nécessaires au développement de la vitesse commerciale du réseau qui a été trop longtemps oubliée. Et aujourd'hui, si la politique communautaire doit trouver un nouveau souffle, il croit que dans ce domaine, il y a fort à faire et les Verts souhaitent le plus vivement possible atteindre les objectifs fixés, c'est-à-dire une trentaine de kilomètres de couloirs réservés le plus rapidement possible.

M. le Président Vincent FELTESSE précise qu'on a évoqué une quarantaine de kilomètres de couloirs réservés.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. GELLE

2011/7/ 44 DSP INOLIA - Convention de codéveloppement des réseaux de communications électroniques signée avec le Syndicat Mixte Gironde Numérique - Avenant n°1 - Signature - Modification – Autorisation

M. GALAN demande que soit mentionnée au PV l'intervention qu'il souhaitait faire au nom des élus Communistes et apparentés. Cette intervention est la suivante :

« Cette convention entre le département et la CUB à travers Gironde numérique et Inolia est une bonne chose, comme toutes les coopérations mutuellement avantageuses entre collectivités.

Elle ne peut toutefois, ni masquer, ni résoudre, l'état de sous équipement numérique dont nous souffrons sur la CUB et dont nombre de particuliers, de collectivités ou d'entreprises sont victimes.

Cette situation découle directement de la politique libérale qui interdit aux collectivités locales d'intervenir sur cette mission de service public tout en laissant aux opérateurs privés la liberté de n'intervenir qu'en fonction de leurs intérêts financiers

Les usagers et les communes qui ont la responsabilité de ces équipements, sont ainsi les victimes du sous équipement ou les vaches à lait de ce système financier. Chacun doit assumer ici ses choix pour ou contre cette dictature de la rentabilité financière.

Pour sa part, notre groupe considère que un branchement électrique, téléphonique, d'eau ou d'Internet, est aujourd'hui totalement indispensable pour les familles. Il est grand temps que les télécommunications redeviennent un grand service public démocratisé, sous maîtrise de l'État et des collectivités territoriales. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2011/7/ 25 Programmation 2011-2013 du logement locatif conventionné dans le cadre de la délégation des aides à la pierre - Décision

M. MAURIN indique que les deux rapports qui leur sont présentés sur le logement posent un certain nombre de questions aux élus Communistes et apparentés.

Il tient d'abord à constater que quand il y a une volonté politique de faire bouger les choses, comme avec le plan d'urgence pour le logement, cela fonctionne avec le doublement de la production de logements sociaux depuis 2005. Mais aussi, comme ils l'ont dit lors du débat sur la délégation de l'aide à la pierre, les efforts que peut déployer la CUB, ne peuvent pas se substituer à ceux, tout aussi importants et nécessaires, de l'État.

Or les rapports qui sont proposés, s'ils confirment le volontarisme de la CUB sur ce dossier, un volontarisme toutefois limité à leurs yeux, confirment aussi à leur avis, un désengagement inacceptable de l'État, comme la régression de 30 % de ses crédits sur la prochaine programmation, alors qu'il est toujours aussi généreux avec les spéculateurs immobiliers.

Aussi tiennent-ils donc à dire tout net que la politique de logement menée dans la CUB et dont l'État et le gouvernement portent la première des responsabilités, ne sont pas à la hauteur des besoins.

Il précise qu'ils n'inventent pas ces besoins, car ils découlent du tableau de l'échelle des revenus des familles dans la CUB. Il rappelle qu'en fonction de ces revenus, pour 65 % des familles, le loyer ne doit pas dépasser le niveau PLUS, et pour la moitié d'entre elles, le niveau de loyer PLAI.

Pour répondre à ce niveau de loyers, et aux 30 000 demandes de logements sociaux en instance, il fait remarquer qu'il faut bien 50 % de logements véritablement sociaux, c'est-à-dire de type PLAI, soit 5 000 logements de ce type s'ils veulent aller vers une production globale de 10 000 logements par an sur la CUB. Il souligne qu'il s'agit d'un investissement de 56 M€ pour l'État, 25 M€ pour la CUB, soit bien moins pour la Communauté que les transferts de charges de l'État. S'ils n'ont pas cet objectif, il estime qu'ils auront le renforcement de la ségrégation sociale au sein de la CUB, avec une exclusion des familles les plus modestes qui devront chercher des loyers modérés hors de la CUB, et donc au prix de l'étalement urbain.

C'est pourquoi ils ne partagent ni l'objectif des trois tiers (locatif conventionné, accession aidée et locatif libre), ni la limitation à 30 % de PLAI dans le logement social, ce qui revient à 9 % de PLAI sur l'ensemble des logements publics et privés produits, et s'ajoute à cela l'acceptation de la politique de vente du logement social dans une logique d'accession sociale à la propriété, logique sévèrement critiquée dans le dernier rapport de la fondation « Abbé Pierre ».

Dans d'autres domaines comme la maîtrise foncière ou celle du coût de la construction, ils pensent que la CUB pourrait davantage peser contre la spéculation, par son poids politique, l'anticipation des acquisitions et l'utilisation coercitive des outils règlementaires du droit du sol. Mais dans ces domaines aussi il pense qu'ils ne remplaceront pas les moyens qui sont entre les mains du législateur.

En s'abstenant sur ces deux rapports, ils veulent dire à cette assemblée qu'elle peut et doit mieux faire, mais ils veulent dire à la population que ces attentes ne seront pas satisfaites sans une refondation de la politique du logement menée par l'État.

M. TOUZEAU tient à souligner l'importance de cette délibération, et surtout à mettre en avant l'effort communautaire, la cohérence dans les politiques qui sont actuellement portées, et la vision métropolitaine dont ils ont débattu précédemment. Il souhaite également souligner les difficultés de l'environnement, et dire combien il partage ce qui vient d'être mis en avant sur la nécessité d'avoir véritablement, au niveau de l'État, une implication beaucoup plus claire et puis surtout, une volonté de prioriser cet accès par un logement correspondant aux ressources des populations. Il pense qu'ils ont indiscutablement aujourd'hui quelques préoccupations sur une politique nationale qui a conduit, comme Véronique FAYET le soulignait, à un repli qui est objectivement constaté sur ce dossier qui est prioritaire.

Il considère que c'est un environnement difficile parce que, comme cela a été dit à plusieurs reprises ici en Conseil de Communauté, il faut faire une proposition dans le cadre du Programme Local de l'Habitat correspondant aux ressources et aux besoins des familles, et lorsque l'on voit aujourd'hui que c'est plus de 35% des Girondines et des Girondins qui doivent bénéficier du dispositif PLAI, alors qu'il y a quelques années de cela, ils étaient de l'ordre de 5%, on voit bien qu'il y a eu un décrochage entre les ressources de leurs administrés et les propositions apparaissant au niveau de l'offre de logements, où l'effort communautaire et où la croissance sont aujourd'hui indiscutables, grâce aux différents plans qui ont été mis en place.

Il souhaite aussi faire une remarque sur la question foncière, parce qu'il y a un effort budgétaire très important également de la Communauté Urbaine, mais on voit bien aujourd'hui combien la mise en concurrence de ce foncier, attractif pour le logement social, proche des voies de transports, est difficile et conduit souvent à l'acquisition par les organismes à un prix qui entraîne ensuite quelques difficultés pour sortir un loyer correspondant aux ressources (y compris sur l'accession sociale), et des appartements, ou des logements correspondant véritablement aux besoins des familles.

Il souligne également combien pour sa part, il a quelques réserves sur cette évolution que l'on fait miroiter à un certain nombre de locataires qui, notamment dans l'habitat collectif, passent d'un statut de locataire à celui de propriétaire, de façon à ce que cela ne conduise pas, dans quelques années, à des copropriétés dégradées. Il estime qu'indiscutablement, le

partage des charges et ce statut de propriétaire dans un habitat collectif qui a connu un cycle, et qui ensuite conduit à la vente, peuvent entraîner un certain nombre de difficultés. C'est donc avec prudence qu'il considère qu'il faut évoquer cette vente des logements sociaux, en sachant qu'elle est un petit peu priorisée par les organismes, parce qu'ils ont besoin de se recapitaliser.

Il conclut en soulignant l'effort et cette montée en charge sur le logement social de la Communauté Urbaine qui conduit à des résultats indiscutables, mais qui nécessiteront indubitablement des implications beaucoup plus lourdes sur le plan budgétaire. Il pense notamment à la question foncière, à l'accompagnement des organismes HLM avec les conventions proposées qui vont également dans ce sens, s'ils veulent atteindre l'objectif fixé, qui est extrêmement ambitieux pour éviter l'étalement urbain, de permettre la réalisation d'un logement correspondant aux ressources de leurs administrés.

Mme NOËL indique que les Verts se félicitent de cette programmation 2011-2013 qui respecte les engagements qu'ils ont pris en faveur du logement, et qui va dans le sens de cette nouvelle répartition des efforts, axée sur les PLAI et PLUS dans un contexte, comme rappelé par Vincent MAURIN, de baisse forte et continue des crédits d'aide à la pierre du gouvernement, doublée de prélèvement sur les organismes HLM qui va être instauré à partir de cette année, et qui va pénaliser encore plus les opérations de constructions neuves mais aussi pénaliser l'amélioration des performances énergétiques du parc existant qu'ils espèrent tous, mais qu'ils ne savent pas très bien mettre en œuvre, faute de moyens financiers.

Elle pense qu'ils ont la grande chance d'accueillir le congrès national des offices HLM au mois de septembre, et elle espère que tout un chacun pourra se libérer pour assister à leurs travaux, parce qu'elle estime qu'il y aura beaucoup d'enseignements à tirer de ces échanges avec les opérateurs HLM qui pourront, mieux que quiconque, préciser dans quel cadre ils sont amenés à agir.

Mme FAYET désire apporter une petite précision par rapport à cette règle des 3/3 à laquelle faisait allusion Vincent MAURIN et dire qu'ils ne l'acceptaient pas. Elle croit qu'ils se sont bien mis d'accord, à plusieurs reprises, en Bureau, pour dire que ce n'était pas non plus le souhait des Maires. Elle considère qu'on est plutôt sur une règle 45% de logements privés 55% de logements aidés. Il y a des choses qui sont à affiner dans le cadre du PLH et de la révision du PLH qui est en cours, mais elle pense qu'on est plutôt dans cet ordre de grandeur, ce qui veut dire que quand on a 55% de logements aidés, on peut espérer faire à peu près 20% de logements qui seraient de l'accession sociale aidée par un financement public, et donc, 35% de PLUS, PLAI, PLS, sachant que les PLUS PLAI sont largement majoritaires.

Elle souligne que c'est ce qui a été validé en Bureau, mais qui est loin de la répartition 50/50 que souhaite Vincent MAURIN qui, elle, pour le coup, n'est pas réaliste pour différentes raisons, et notamment des raisons financières, puisque la CUB est déjà à plus de 12 M€ par an de financement du logement social, et elle n'est pas sûre que l'on puisse le multiplier par deux ou par trois, signale-t-elle à l'attention du Vice-Président en charge des Finances. Elle rappelle cette règle qui est en débat, et qui est plutôt de 45 privé et 55 logement aidé.

M. le Président Vincent FELTESSE souhaite formuler trois remarques pour conclure sur ces deux délibérations, sachant que c'est un débat récurrent.

En premier lieu, dans le cadre des perspectives financières, il répète ce qu'il a dit plusieurs fois en Bureau, et ils verront aussi cela au séminaire de septembre, à savoir qu'on a un programme prévisionnel d'investissements à 5 ans et un programme grands projets à 10 ans. Il rappelle qu'ils ont trois domaines où ils vont devoir continuer à monter en puissance en termes de financements, qui sont la question des transports collectifs, avec les conséquences du SDODM, la question du risque inondations, et la question de l'habitat/foncier, pour lesquels on est sur une dizaine de M€ à chaque fois.

Ensuite, ils ont eu le débat en Bureau et l'ont en Conseil, et il indique qu'ils ont de grands objectifs, qu'ils ont les grandes orientations, et que maintenant, il faut se mettre à décliner, commune par commune, ce que cela va donner par rapport à la croissance des populations, et par rapport au type de logement social. Ils ont cela devant eux, et il faut que l'on affine cela assez vite, car il pense que c'est là que l'on reverra le débat sur 3/3, 55/45, selon les positions des Maires, parce que cela va se résoudre d'une manière qui n'est pas si compliquée que cela à son avis.

Enfin, il rappelle qu'il y a une contractualisation avec la conférence départementale des organismes HLM, et il faudra qu'ils aient le même genre de travail avec les promoteurs immobiliers, même si cela aura une vertu peut-être moindre, mais on est dans une démarche partenariale large.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
le groupe des élus Communistes et
Républicains s'abstient

Mme FAYET

2011/7/ 26 Convention objectifs 2011 - 2016 avec la Conférence Départementale HLM et la CUB - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
le groupe des élus Communistes et
Républicains s'abstient

M. FLORIAN

2011/7/ 30 Aéroport de Bordeaux - Mérignac / Désignation du représentant de la Cub à la Commission Consultative Economie (CCE)

M. le Président Vincent FELTESSE annonce que le représentant est *Thierry TRIJOLET* et enregistre l'accord du Conseil.

Au sujet de cette délibération, il indique que l'on a un débat beaucoup plus important sur l'évolution de l'aéroport, car chacun sait que le gouvernement a souhaité accélérer l'ouverture du capital. Il souligne qu'il y a une particularité à Bordeaux, c'est que l'ensemble des collectivités publiques, et la Chambre de Commerce souhaitent que le capital reste dans le giron public de manière majoritaire.

Il indique qu'un courrier a été envoyé au Premier Ministre en ce sens. Ils avaient considéré que le Conseil Régional était chef de file sur cette opération là, et ils ont reçu, il y a quelques jours, un courrier de l'État les laissant un peu pantois, au-delà d'une erreur d'agrafage faisant qu'on leur parlait de l'aéroport de Montpellier, car il y avait quelque chose de plus perturbant pour eux sur le fait que leur courrier précédent ne semblait pas avoir été pris en considération, puisqu'on était dans un calendrier très court, dans une augmentation de la part publique très faible, et avec des critères de choix des opérateurs qui donnaient la prime à certains par rapport à d'autres, parce qu'il fallait qu'il y ait une expérience.

Ils ont reçu ce courrier la semaine dernière et en renvoient aujourd'hui un nouveau signé d'Alain ROUSSET, Philippe MADRELLE, Michel SAINTE-MARIE, Alain JUPPÉ et lui-même, la Chambre de Commerce étant sur la même ligne, pour dire que l'on maintient notre position et que l'on souhaite un réexamen du dossier.

M. ANZIANI voudrait aller tout à fait dans le sens de M. le Président sur ce dossier qui est très important. Il souligne que savoir ce qu'ils veulent faire de leur aéroport et ce qu'ils veulent faire du développement autour de l'aéroport, est une question à laquelle chacun est attentif depuis de nombreuses années. On sait qu'il y a une société aéroportuaire qui a été constituée avec l'État, les collectivités territoriales, et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux qui est le gestionnaire de l'aéroport, et que l'État, sans doute parce qu'il a besoin d'argent, décide de vendre ses parts. Il précise qu'il a le choix, soit de les vendre aux collectivités territoriales, soit de les vendre à d'autres opérateurs privés qu'ils connaissent bien. Pour les vendre aux collectivités territoriales, encore faut-il que les conditions permettent à celles-ci de souscrire à cette acquisition, et effectivement, dans leur courrier commun, il rappelle qu'ils avaient proposé une procédure de négociation de gré à gré, qui permettait aux collectivités territoriales de participer au jeu et là, la réponse du gouvernement est quand même stupéfiante. Il constate d'abord, qu'il ne répond pas à cette question, et qu'ensuite, il pose d'une part un calendrier qui est invraisemblable, puisqu'il faut une réponse dans les prochains jours, et d'autre part une condition qui écarte, de fait, toute possibilité pour les collectivités territoriales de gérer un bien qui est considérable pour elles, puisqu'il demande que les différents opérateurs aient une expérience dans plusieurs aéroports ce qui, de fait, élimine la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux qui a l'expérience depuis toujours de la gestion de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, mais qui n'a pas l'expérience d'un autre. Donc, exit la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux, ce qui veut dire qu'ils sont mis devant le fait accompli, et à son avis, cela va être Véolia ou il ne sait qui, qui va venir le gérer.

Il pense qu'on voit bien la divergence, à savoir est-ce qu'ils veulent que leur aéroport soit uniquement un outil de rentabilité financière, ou bien est-ce qu'ils veulent que le développement de leur aéroport se fasse dans un souci d'aménagement de leur territoire et de développement économique. Il considère qu'ils sont unanimes ici pour dire que la seconde réponse est la bonne, mais il faut qu'à Paris, où ils ont des représentants éminents au gouvernement aussi, ils suivent cette logique d'aménagement du territoire, et pas simplement financière.

M. DOUGADOS expose que l'évolution prochaine de la société aéroportuaire liée à la procédure de vente des parts définie par l'État dès 2011, retient l'attention des communes riveraines, dont Eysines, soucieuses du développement économique de l'aéroport, mais également soucieuses de l'amélioration de leur cadre de vie.

A ce titre, il estime qu'il convient de souligner l'importance du dialogue que doivent avoir les gestionnaires de l'aéroport avec les populations riveraines soumises aux nuisances de son fonctionnement, et il convient également de souligner l'importance de l'écoute que ces mêmes gestionnaires vont porter aux différentes demandes formulées par les riverains qui veulent défendre leur cadre de vie. Il insiste sur le fait que c'est ce qu'ils font aujourd'hui dans les différentes commissions consultatives qui existent, et auxquelles ils participent. Il fait observer que la présence des collectivités locales au sein de cette nouvelle société aéroportuaire est gage de cette démocratie citoyenne et de développement durable de l'aéroport.

Pour cela, ils sont favorables à une participation des différentes collectivités de proximité, dont la CUB en lieu et place de l'État, dans cette nouvelle société aéroportuaire de Bordeaux-Mérignac, participation qui rassurerait les riverains sur les objectifs recherchés.

Mme MELLIER indique que c'est avec stupeur qu'ils ont pris connaissance dans le journal Sud-Ouest, de la décision du gouvernement de favoriser une majorité privée au sein de l'actionnariat des aéroports, dont celui de Bordeaux-Mérignac.

Elle estime que cette décision, comme de nombreuses autres depuis l'arrivée de ce gouvernement, montre le lien étroit entre le pouvoir en place et le petit nombre des amis du CAC 40. Elle considère qu'ils sont encore en pleine soirée au Fouquet's!

Ceci étant dit, cette décision, si elle met les élus Communistes et apparentés en colère, ne les étonne pas, car ils avaient exprimé ici, en son temps, le caractère néfaste du désengagement de l'État dans les aéroports, remettant en cause l'aménagement harmonieux du territoire, et cette nouvelle décision n'est que la suite logique de la précédente. Elle ajoute qu'elle caractérise une nouvelle fois un gouvernement qui n'a de cesse de démanteler le service public pour le livrer aux grands groupes en recherche de toujours plus de profits.

Cependant, si le gouvernement porte une responsabilité, elle pense que d'autres ici en portent une autre. En effet, ils avaient appelé, dès le début de ce processus, à engager la résistance, mais elle rappelle que nul ici n'y a répondu, et au contraire, ici comme dans d'autres collectivités, certains y ont vu une opportunité. Beau résultat, souligne-t-elle, en faisant observer que cette situation n'est décidément qu'un dangereux rappel que quand on joue avec le feu, on se brûle.

M. ROSSIGNOL indique que les Verts ont également pris connaissance avec stupéfaction de la volonté de l'État de limiter à 49% le rachat par les collectivités territoriales locales des parts d'aéroports encore publiques, les empêchant d'avoir toute autonomie de gestion. Il constate donc que le gouvernement continue de privatiser les secteurs clefs de notre société comme les transports, et après le fer, les TGV sous forme de PPP, les autoroutes, voici les aéroports. Il souligne qu'il en est ainsi pour deux raisons, la première, « court-termiste », étant de faire rentrer un peu d'argent dans les caisses de l'État, la seconde, idéologique celle-là, au profit de grands groupes privés, toujours les mêmes. Il considère qu'on assiste, d'une part, à une mise sous coupe réglée des collectivités territoriales, et d'autre part, à l'abandon de la politique d'aménagement du territoire au profit de ces mêmes groupes. Il fait remarquer que ce sera un peu compliqué, parce que le même groupe pourra gérer la LGV Tours-Bordeaux et l'aéroport, et donc avoir deux outils à sa disposition qu'il va mettre en compétition. On verra un peu la suite, mais cela paraît très étonnant à son avis,

d'autant plus que pour les écologistes, les aéroports, c'est symbolique. Il rappelle qu'en décembre 2010, la réalisation et la concession de l'aéroport Notre-Dame des Landes a été attribuée par l'État au groupe Vinci pour 55 ans, l'aéroport étant prévu en 2017, et d'ailleurs, il y a une manifestation nationale demain, à laquelle il invite ses collègues à aller. Il précise que dans le projet, il y avait une desserte ferroviaire qui était actée et budgétée, mais pas prévue actuellement au projet. On voit bien là à son sens, que la gestion privée des grandes infrastructures et des grands outils d'aménagement pose vraiment question, et à chaque fois, dans le cadre de ces PPP, ils assistent à un recul des objectifs du dossier.

Par ailleurs, si les Verts sont favorables à une gestion publique des aéroports, il serait bon d'avoir, après, le débat sur l'usage qui est réservé et sur le type d'aménagement du territoire. Il précise que par exemple, ils sont opposés au développement à tout crin des fameux vols low cost, et il cite le cas de la CCI de Pau qui a fait une étude pour savoir qui les utilisait au niveau de cet aéroport, et où, à leur grande surprise, la majorité des voyageurs étaient des classes moyennes et supérieures de la Ville de Pau qui l'utilisaient essentiellement pour passer des vacances de l'autre côté de la Méditerranée. Il demande si c'est vraiment là le rôle d'une collectivité territoriale d'aider les classes moyennes et supérieures de sa collectivité à passer des vacances de l'autre côté de la Méditerranée. Il pense donc que c'est un débat qu'ils doivent avoir, mais ils ne le tranchent pas, cependant le fait d'avoir la main sur l'aménagement des aéroports leur permettra de décider quelles lignes, quels types de vols, et quelle complémentarité avec le fer et la route.

Les Verts dénoncent la privatisation du transport qui doit rester un service public ainsi que l'arrivée annoncée d'encore plus de lignes aériennes à très court terme, extrêmement rentables, ce qui va donner lieu à une compétition encore plus forte vis-à-vis du fer.

M. JUPPÉ relève que cette séance est intéressante. Il a entendu parler de stupéfaction tout à l'heure, et la sienne est sans limite après ce qu'il vient d'entendre. S'il comprend bien, il faut que leurs collectivités gardent la maîtrise de l'aéroport pour qu'il n'y ait pas d'avions sur cet aéroport et, en tous cas, pas d'avions susceptibles de transporter des passagers vers les destinations qui les intéressent. Il n'a jamais entendu ça, et à son avis, ce n'est même pas le gosplan, c'est vraiment le soviet suprême ou même les soviets. Aussi n'insistera-t-il pas. Il en reste néanmoins sur la ligne qui est la sienne. Il n'a pas entendu la totalité de ce qu'a dit le Sénateur **ANZIANI**, mais ce qu'il a entendu rejoint parfaitement son analyse. Il rappelle qu'ils ont pris la décision il y a quelque temps, c'est-à-dire Région, Département, Communauté Urbaine, Ville de Mérignac et Ville de Bordeaux, de se porter candidats parce qu'ils pensent qu'il est utile que ces collectivités gardent la maîtrise du capital de l'aéroport qui est un instrument d'aménagement du territoire absolument essentiel. Pour l'instant, ils ont reçu une réponse négative du gouvernement, et il le regrette. Il reconnaît qu'il y a ici beaucoup de personnalités éminentes susceptibles d'agir à Paris, comme des sénateurs, des députés, un ministre, et qu'ils peuvent conjuguer leurs efforts. Il répète qu'ils viennent de cosigner une lettre demandant au gouvernement de revoir sa position, et il espère qu'ils vont y arriver. Il s'empresse de dire que l'idée n'est pas de gérer eux-mêmes, mais d'avoir le contrôle et, ensuite, de choisir un opérateur qui leur semble le mieux indiqué pour atteindre les objectifs qui sont les leurs. Il est donc solidaire de cette position, sans faire siennes, évidemment, les considérations politiques que l'on vient d'entendre.

M. CHAUSSET tient à intervenir en tant que Président du groupe des Verts, car il ne veut pas laisser caricaturer leurs propos. Il signale qu'ils sont écologistes, mais pas idéologistes, et qu'ils pensent tout simplement que ce n'est pas aux collectivités, aux contribuables, de

financer le transport par low cost. Soit c'est l'utilisateur, soit c'est le contribuable, et il fait remarquer qu'aujourd'hui, le développement du low cost se fait principalement par le contribuable et non par l'utilisateur. C'est un choix qu'ils ne font pas.

Par contre, ils sont d'accord sur le contrôle de l'aéroport comme un service public, car sa gestion doit être publique.

M. GUICHARD ne va pas rentrer dans le dossier, mais il note que depuis ce matin, **Alain JUPPÉ** a le don de dévier les débats, et il se demande s'il a préparé le Conseil avec leurs amis écologistes. Il rappelle qu'il y a eu le débat sur le Projet Métropolitain, et qu'il en a fait un débat sur le grand contournement, puis qu'il y a un débat sur la privatisation ou non de l'aéroport, et qu'il en fait un débat à partir de l'intervention du soviet suprême sur le low cost. Il leur a dit qu'un jour ils y tomberaient, et ça y est, ils y sont, observe-t-il.

Il invite **Alain JUPPÉ** à rester sur les questions qui l'interpellent, en tant que premier Vice-Président et ministre auxquels ils demandent des réponses là-dessus.

M. JUPPÉ indique que l'heure n'est pas à la polémique avec **Max GUICHARD**, car il n'aime pas polémiquer avec lui. Il vient de définir très précisément sa position, et il ne comprend pas pourquoi celui-ci monte sur ses grands chevaux, parce que c'est la même que la sienne.

Par ailleurs, ce n'est pas lui du tout qui a ouvert le débat pour savoir s'il fallait financer des low cost ou des premières classes, et s'il a bien compris, les collectivités peuvent investir dans le capital de la société aéroportuaire et la gérer, mais pas pour des low cost. Donc, si ce n'est pas des low cost, c'est de high cost, et il constate qu'on va financer des premières classes à destination de New-York.

Il estime qu'on est dans le délire le plus total, et il s'est simplement permis de le faire remarquer, et ne le regrette pas.

M. CHAUSSET pense qu'entre Margareth Thatcher et le soviet suprême, il y a un juste milieu.

M. ROSSIGNOL tient à dire qu'il y a un vrai débat à avoir sur le rôle des aéroports en termes d'aménagement du territoire. On le fait sur un ton un peu sibyllin ici dans cette assemblée en caricaturant les positions des uns et des autres, mais il considère qu'ils doivent avoir cette discussion. Il précise que le low cost, ce n'est pas forcément l'inverse du high cost, et personnellement, il ne connaît pas les premières classes pour New-York, mais peut-être que **M. JUPPÉ** a la chance de connaître. Ce matin, il a entendu qu'il était pour le grand contournement, le développement des low cost, et il pense que bientôt, il va leur annoncer qu'il va remanger des cerises en hiver.

M. le Président Vincent FELTESSE constate que ses collègues sont d'accord à l'unanimité pour désigner *M. TRIJOLET*.

DÉSIGNATION EFFECTUÉE
désignation de M. TRIJOLET

M. FREYGEFOND

2011/7/ 40 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage dans le cadre de l'ouverture du capital de la Société Aéroportuaire de Bordeaux-Mérignac (SADBM) - Convention de financement - décision - autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2011/7/ 47 Révision simplifiée du PLU - Saint Médard En Jalles - Opération d'aménagement Le Bourdieu - Ouverture de la concertation - Décisions - Autorisations

M. MANGON souligne qu'il leur est proposé de lancer la concertation préalable à une procédure de révision simplifiée du PLU qui transformerait les 28 hectares du domaine du Bourdieu à St Médard en Jalles en zone urbanisable. Il fait observer que concrètement, il s'agit bien aujourd'hui du lancement de fait de l'urbanisation de ce vaste secteur, dont la collectivité publique est en train de parachever l'acquisition.

Il précise qu'il ne s'agit pas d'un dossier banal, mais au contraire, à bien des égards, d'un dossier emblématique pour St Médard et pour la CUB, car il n'est pas fréquent, en effet, d'avoir, en milieu urbain, à décider du sort d'un domaine de 28 hectares ouvrant directement sur la place principale d'une ville dont une partie, la maison de maître et les quelques hectares qui l'entourent, bénéficie d'un classement à l'inventaire des sites. Il ajoute qu'il n'est pas non plus fréquent de voir passer des biches ou des cerfs en plein centre ville, à 50 mètres de la mairie et de la place principale, comme c'est le cas à St Médard, au-delà des grilles du domaine du Bourdieu.

Pour autant, il constate que le projet qui justifie cette procédure de révision simplifiée ne prend pas en compte cette singularité et qu'il n'y a là aucun état d'âme. Il estime que c'est un projet d'urbanisation à l'ancienne, du siècle dernier, et qui considère que 28 hectares en centre ville, cela s'urbanise, et il n'y a pas à discuter. Il signale qu'en effet, ce projet reprend peu ou prou les conclusions de l'étude préalable à l'aménagement du centre bourg qu'avait réalisée l'AURBA en 2002, qui prévoyait déjà l'urbanisation de 18 ou 19 hectares avec la création de 800 logements sous forme d'immeubles, d'une école et d'un réseau viaire. Il précise que l'étude laissait sous forme de parc résiduel l'espace immédiatement autour de la demeure, soit 9 des 28 hectares, c'est-à-dire l'espace classé, cette zone étant évidemment là pour servir d'alibi et de paravent à l'opération immobilière de la mairie.

Il indique que l'étude pré-opérationnelle confiée au Cabinet Revert par la CUB en 2006 reprenait, à peu de choses près, ces mêmes principes en portant le nombre de logements au-delà de 1000. Il fait remarquer qu'évidemment, ce projet a été traduit dans la novlangue du politiquement correct de 2011, c'est-à-dire en mettant éco en préfixe à tout et durable en suffixe à tout. Ainsi, l'éco-quartier évoqué dans la délibération est à son avis, évidemment une supercherie sémantique, le faux nez du béton, de même pour l'objectif du projet qui serait, selon la délibération, de conserver à la nature tous ses droits en les valorisant, mais tous ses droits à une centaine de milliers de m² shon près.

Il indique que pour lui, l'urbanisation du domaine du Bourdieu relève du contresens urbanistique absolu, car en effet, St Médard est une ville immense, hélas connue pour dilapider à grande vitesse son patrimoine boisé, où l'urbanisation devrait logiquement se faire sur les nombreuses zones sans intérêt particulier en termes de patrimoine naturel ou d'agrément qu'elle contient.

M. le Président Vincent FELTESSE l'interrompant pour souligner que cela représente 27 hectares sur 55 000 hectares, et que cela fait déjà 6 minutes qu'il s'exprime, **M. MANGON** lui répond que cela ne fait pas 6 minutes, qu'il va aller très vite, car il n'en a pas pour longtemps, surtout s'il n'est pas coupé.

M. le Président Vincent FELTESSE lui fait observer que l'on ne fait pas 10 minutes sur 25 hectares, car si on fait cela sur tous les dossiers communaux, on ne va pas s'en sortir. Il lui accorde encore une minute.

M. MANGON poursuit en rappelant qu'au contraire, le Bourdieu est un domaine exceptionnel par sa richesse faunistique et floristique, son étendue, et la biodiversité qu'il entretient. Il insiste sur le fait que le Bourdieu est un poumon vert, indispensable au centre ville, à conforter, à valoriser, un atout essentiel pour St Médard, autour duquel on peut créer une forme nouvelle, ambitieuse et qualitative de développement du centre ville. Il pense que la modernité consiste au contraire à ne pas l'urbaniser, et à consacrer la totalité de ses 28 hectares à un projet de parc écologique et d'agrément, moderne, et convivial. Son utilisation à des fins d'urbanisation, en particulier sous prétexte de logements sociaux n'est pas nécessaire dans une ville où 80 000 m² ont été prévus au titre de servitudes de mixité sociale.

Il considère donc qu'on aura compris qu'il s'agit bien d'un choix essentiel pour St Médard, mais au-delà du débat St Médardais, ce dossier est tout autant un débat pour la CUB, sur la place que l'on entend réserver à la nature dans le développement de l'agglomération, sur la conception que l'on peut avoir du développement durable, et sur le degré de priorité accordé à la qualité de vie dans la cité.

Il croit qu'ils sont en train de faire pour la nature la même erreur que celle qu'ils ont faite sur d'autres secteurs en y pratiquant une politique de zonage, c'est-à-dire qu'on sanctuarise de grands espaces lointains, comme par exemple le parc intercommunal des Jalles, pour se dédouaner et justifier l'extirpation méthodique de la nature de leur vie quotidienne.

M. le Président Vincent FELTESSE l'interrompt en lui rappelant qu'ils ont voté ensemble un règlement intérieur donnant 5 minutes de temps de parole par personne, et qu'il lui demande de respecter.

La fin de la déclaration de M. MANGON est jointe au PV à sa demande :

« Que nous apportera dans 30 ans dans cette ville immense d'avoir fait disparaître le domaine du Bourdieu alors que les possibilités d'urbanisation ailleurs sont très importantes ? Poser la question, c'est y répondre.

M. le Président, je dirai pour conclure que ce dossier nous appelle à prendre conscience de nos responsabilités de long terme vis-à-vis du rapport que nous voulons maintenir ou pas entre homme et nature. Il nous invite à nous souvenir qu'urbaniser ça n'est pas déboiser, bétonner et faire du chiffre comme le pratique la municipalité de St Médard, c'est d'abord

faire sens, faire lien, et favoriser par une recherche exigeante de la qualité urbaine et paysagère, l'épanouissement individuel du citoyen et la préservation de notre capital naturel commun.

Je voterai donc contre cette délibération. »

Mme NOËL indique que les Verts s'abstiennent sur cette délibération qui, en l'état, ne consiste qu'à ouvrir la concertation dans le cadre d'une procédure de révision simplifiée du PLU. Elle voudrait faire un petit commentaire sur ce qui vient de se passer, car elle pense que c'est effectivement un dossier important, et qu'il faudra l'aborder tôt ou tard. Il est évoqué l'idée d'en faire un quartier test pour les 50 000 logements, mais il y a une vraie problématique qui est de savoir si on doit urbaniser un espace totalement central qui est dans l'hyper-centre du bourg, alors que par ailleurs, c'est un espace naturel majeur. Elle insiste sur le fait qu'il s'agit là d'une vraie question. Elle estime qu'on ne peut pas discourir sur le Projet d'agglomération, et ne pas s'attaquer parfois à des exemples extrêmement concrets. Certes, il faut être court, mais elle considère qu'on ne peut pas dire que ce n'est pas un dossier important, car c'en est un.

Elle confirme l'abstention du groupe des Verts.

M. le Président Vincent FELTESSE est d'accord, mais à ce moment là, on fait des réunions de 72 h, en précisant que cela ne le gêne pas. Il indique qu'on a le même débat à Talence, qu'on a le même débat à Blanquefort, et que si on examine chaque chose pour savoir si on est cohérent, on fait des séances de 72 h, alors qu'on peut faire cela en Commission pour aller au fond des dossiers.

M. LAMAISON précise qu'à la Commission, il n'y a eu aucune remarque, et que **M. MANGON** entre autre, n'était pas présent. Il donne rendez-vous à **Mme NOËL** pour lui

présenter le projet qu'ils proposeront dans l'intérêt des habitants, et qui n'est pas du tout ce que **M. MANGON** propose.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie des Verts, MM. MILLET, BOUSQUET et ROBERT s'abstiennent et M. MANGON vote contre

La séance est levée à 12h45

La séance est reprise à 14h

M. le Président Vincent FELTESSE ouvre la séance en remerciant ses collègues d'avoir d'ores et déjà appliqué le troisième précepte de la stratégie métropolitaine qui est la métropole sobre, comme l'a été le repas de midi.

M. CHAUSSET

2011/7/ 64 Bâtiment du Pôle d'échanges multimodal de Pessac centre - Association syndicale libre - Désignation d'un représentant de la Communauté urbaine

M. le Président Vincent FELTESSE indique qu'est proposée la désignation de *M. DUBOS*.

DÉSIGNATION EFFECTUÉE
désignation de M. DUBOS

Mme CARTRON

2011/7/ 11 Évolution des compétences de la Cub - Décision - Autorisation

Mme CARTRON donne lecture de ce rapport, en précisant qu'ils ont voulu un rapport exhaustif, parce qu'on leur reproche souvent une vision fragmentée, parcellaire. Aussi aujourd'hui, ont-ils englobé tous les domaines qu'ils livrent à leur réflexion.

M. Alain CAZABONNE déclare qu'il va s'exprimer en tant que Maire, tandis que **Michel DUCHENE** s'exprimera au nom de leur groupe.

Il reconnaît que l'évolution des compétences est un sujet qu'ils traînent maintenant depuis plusieurs mois, sur lequel il y a eu beaucoup de réflexions, et qui est parti à son début avec l'obligation d'un peu sécuriser les interventions de la Communauté Urbaine, puis naturellement, au-delà de cela et comme cela peut se comprendre, les collectivités souhaitent apparaître comme un partenaire à partir du moment où elles interviennent. Il estime qu'il n'y a rien que de très logique jusque là. Il a eu l'occasion de dire plusieurs fois que la difficulté, que ce soit pour le sport et la culture dont il pense qu'ils sont de même nature, est de savoir où se met le curseur de ce qui est permis dans le cadre de la délibération. Il fait observer que dans le texte qui leur est proposé, il y a une double affirmation de la compétence qui reste la primauté des villes, et une compétence qui serait transférée à la Communauté Urbaine. Or il se demande si tout cela est bien dans le cadre de la loi, car si c'est une compétence partagée, il considère qu'il y a une difficulté évidente

Il tient au passage, au travers de cela, à exprimer, en tant que Maire, son « ras le bol » de textes, de contraintes, et de lois qui sont tout sauf souples, et il s'adresse aux personnes dans la salle qui peuvent faire porter le message plus haut. Il estime qu'il serait très simple par rapport aux compétences, que la loi dise qu'elle peut être totale, partagée, partielle, quelque soit le mot, et que l'on puisse l'adapter. Il constate qu'on leur dit « *vous avez la compétence, vous la transférez ou vous ne la transférez pas !* » comme s'ils n'étaient pas capables ici de gérer ce genre de problème. Il souligne que cela s'ajoute aux autres contraintes qu'il partage, et il pense que chacun sait combien il est attaché au code des marchés publics, mais cela devient de plus en plus difficile pour un Maire de pouvoir gérer tranquillement en toute responsabilité, parce que chaque fois, chaque assemblée se croit obligée de rajouter des textes et des contraintes, des règlements. Il referme la parenthèse, mais s'ils ont ce débat aujourd'hui, c'est bien à son avis parce qu'il y a cette difficulté entre compétence partagée et compétence totale.

Il reste bien évident qu'à titre personnel, au vu du texte, il va en faire une lecture optimiste, en disant d'accord, il s'agit d'une compétence que l'on peut partager, et naturellement il est pour, parce que beaucoup de Maires souhaitent demander l'intervention de la Communauté

pour les aider au niveau du fonctionnement et en investissement, pour les grandes manifestations. Il se demande néanmoins si cela pourra être le cas légalement. Il pose un point d'interrogation, et si c'est donc le cas, il s'engagera volontairement bien sûr, et financièrement. Il répète encore une fois, que si l'on en fait la lecture optimiste, on ne peut effectivement être que pour.

M. DUCHENE précise que son intervention sera un peu plus longue.

Il voudrait tout d'abord reprendre rapidement les grands articles en évoquant leur position, et il indique que :

Sur l'article 2, les aires de grand passage, ils y sont évidemment tout à fait favorables, et il leur convient tout à fait.

Sur l'article 3, il y reviendra et mettra de côté la culture.

Sur l'article 4, l'archéologie, ils y sont bien sûr favorables.

Sur l'article 5, propreté, ils sont aussi favorables.

Sur l'article 6, stationnement, ils le sont également.

Sur l'article 7, sport, il y reviendra, mais ils sont à peu près d'accord sur la proposition.

Sur les réseaux de chaleur, article 8, ils sont aussi favorables, dans la mesure où deux réseaux de chaleur sont soit en fonctionnement soit en devenir comme Mériadeck, et les bassins à flot sont, dans une certaine manière, protégés dans la mesure où l'on est en phase opérationnelle, Il résume qu'ils sont donc favorables à cet article

Concernant l'article 9, le numérique, il aura l'occasion d'y revenir, mais ils sont favorables, encore faudra-t-il préciser ce que l'on entend par numérique, et si on parle des réseaux ou des contenus.

Sur l'article 10, politique de la ville, il constate que la position des Maires de toutes sensibilités, a été entendue, et qu'il est évoqué par la Communauté Urbaine une notion de chef de file. Il note qu'aujourd'hui, cette notion est remplacée par animateur fédérateur des politiques locales, et il indique que ce terme leur convient tout à fait, Mme CARTRON ayant parlé d'actions de proximité, et il confirme qu'on est bien là, dans le cadre de la politique de la ville, dans des actions de proximité.

Sur les actions sociales, il leur semble que le Maire doit être prioritaire quant aux décisions qui sont prises concernant la politique de la ville, et donc cet article leur convient.

Sur l'article 11, la biodiversité, ils y sont aussi favorables, ainsi que sur l'article 12, la recherche, et sur l'article 13, le tourisme.

Puis il en vient à l'essentiel de leur position. A titre de première réaction, il fera référence, à M. GUICHARD ou à M. OLIVIER qui déclarait qu'avant de prendre des nouvelles compétences « *faudrait-il par ailleurs les assumer complètement et totalement* ». Il estime qu'ils n'ont pas tout à fait tort, car la Communauté prend de nouvelles compétences, mais est-ce qu'elle assume celles qui sont les siennes aujourd'hui, complètement et totalement ?

Il prend l'exemple de la voirie, où ils sont aujourd'hui confrontés à une voirie en bien mauvais état dans leur ville, mais aussi sur un certain nombre d'autres villes de la Communauté Urbaine, et il estime qu'ils auraient bien besoin d'une sorte de dynamisme de voirie, qui ne concerne pas seulement l'aspect autoroutier, mais peut concerner les voies de bus, les pistes cyclables, les cours urbaines dans les quartiers résidentiels et autres. Il

souhaitait juste dire cela pour rappeler qu'il serait bon de faire un effort sur une compétence dont ils sont dotés.

Sur le reste, il tient tout d'abord à remercier MM. DELZANT et VAYSSIÉ qui les ont particulièrement aidés sur l'analyse et la présentation de ces différents articles. Il précise qu'ils ont évolué, et ont bien compris qu'il n'y avait pas, car certains peuvent le penser, de machiavélisme, et c'est bien justement là le problème.

Puis il fait remarquer à M. le Président que, selon les différentes interventions qui ont été faites et qui vont se faire, le vote par article aurait sûrement permis de trouver des accords plus équilibrés, ou alors par groupe d'articles, car ils auraient pu aussi trouver un accord unanime sur un certain nombre de regroupements d'articles.

Mais il souligne que la question qui se pose justement sur ces articles là, est de savoir quelle dimension ils ont, et si le vote de ces articles entraîne par exemple le vote des annexes, car certains disent que oui, d'autres disent que non, mais il semblerait que ce soit oui. Il ajoute que le problème est que la rédaction des articles est telle que parfois, ils ne sont pas contradictoires, mais pas à la dimension de ce que sont les annexes.

Sa première question est donc de savoir s'ils votent ces annexes aujourd'hui ?

Il en vient à un autre aspect sur la compétence, et en arrive à l'essentiel, car dans l'organisation juridique actuelle, et sans tenir compte des évolutions éventuelles liées au statut de Métropole, la question de la compétence se résume à savoir qui de la Ville ou de la Communauté est compétente, puisque la compétence ne se partage pas, sauf dans quelques domaines limités. Il souligne que la loi n'a pas tranché, et dès qu'une compétence est transférée à la CUB, la commune n'a donc plus le droit d'intervenir dans le domaine transféré. Donc le transfert, à moins que les juristes le démentent, signifie le dessaisissement pur et simple de la compétence, c'est-à-dire qu'on ne peut être deux à intervenir sur les mêmes compétences. Et si on prend l'exemple de l'escale du livre, il demande si cela signifie que la ville de Bordeaux est dessaisie du financement ou du soutien à cette manifestation, et que, du coup, elle ne peut plus intervenir ?

Sa collègue Mme CARTRON lui a répondu en lui disant que la CUB ne veut pas, bien entendu, prendre la compétence culturelle, mais ils arrivent à un moment clé de ce vote, et ils tiennent à ce que les choses soient claires.

Il insiste sur le fait qu'ils ne veulent pas se dessaisir de la dimension culturelle de la compétence culturelle, parce que la culture est aussi une histoire, parce que la ville de Bordeaux a marqué la culture au niveau local, national, et international, qu'il s'agit d'une ville de culture, une ville qui a une identité propre, et qui, au fil du temps, a construit une dynamique culturelle spécifique. Il souligne qu'elle n'est pas contradictoire avec celle des autres communes, car ils travaillent avec elles, avec la rive droite, ils travaillent avec le Rocher de Palmer, l'ONBA se déplace dans d'autres communes. Il précise qu'ils ne veulent pas non plus garder la dimension culturelle dans sa totalité, et si on leur parle de transfert de compétence, ils préféreraient pour leur part, parler de délégation de compétence et de coopération.

Il estime que, quelque part, on ne transfère pas une compétence culture, on la partage, et ils veulent donner un signal très fort, qui veut bien dire que la ville de Bordeaux dans sa

dynamique culturelle, dans sa dynamique sportive, dans sa dynamique numérique, comme d'autres communes de leur groupe, ne veulent pas s'engager dans ce type de décision. Il indique que ce n'est pas une manière de rejeter cette proposition, car ils pensent qu'au moment où elle est faite, elle est intéressante, voire extrêmement intéressante, mais qu'il faut aller plus loin. Il considère qu'on arrivera un moment ou à un autre, à un vote dans les communes, et il voit mal le Maire de Bordeaux qu'il pense avoir cette même position, sans vouloir parler à sa place, se dessaisir de cette compétence alors qu'il a été élu dans la commune de Bordeaux sur un projet politique global.

Il invite aussi à bien comprendre qu'ils sont élus par les habitants, par leurs concitoyens, et qu'ils sont porteurs d'un projet et d'un projet politique, et à partir de là, lorsqu'ils arriveront devant le Conseil Municipal, s'ils y arrivent, pour passer à cette décision là, il insiste sur le fait qu'il faut bien que les choses soient claires, et qu'elles soient juridiquement bordées et cadrées. Ils ne pensent pas que ce soit le cas aujourd'hui, et ils veulent aller plus loin.

Il indique qu'ils voteront favorablement cette délibération, qu'ils veulent se préparer à présenter ces délibérations au vote des conseils municipaux, à condition qu'ils ne perdent pas leurs compétences, car elles sont essentielles pour eux. Il souligne que ce n'est pas une manière de retenir pour eux un certain nombre d'actions ou de volontés politiques, mais une manière de dire qu'ils veulent partager aussi, mais à condition que l'on respecte l'autonomie des communes. C'est pourquoi ils votent cette délibération, à condition qu'elle entraîne un travail très fin et très précis, pour qu'elle puisse aboutir à une discussion qui convienne à l'ensemble des communes.

M. le Président Vincent FELTESSE précise pour que ce soit plus limpide pour l'ensemble des conseillers communautaires, que quand il y a transfert, il faut après que cela passe devant les Conseils Municipaux avec une majorité des deux tiers des communes représentant la moitié de la population.

M. CHAUSSET déclare s'exprimer au nom du groupe tandis qu'il y aura deux ou trois autres interventions.

Il indique que les Verts accueillent avec satisfaction cette remise à plat des compétences et le travail de coconstruction entre les services et les élus dans le cadre de ce contrat, et qu'ils voteront cette délibération.

Il estime qu'effectivement, une évolution de leur gouvernance s'avérerait nécessaire face aux évolutions réglementaires et aux nouveaux besoins émergents, ainsi qu'à la nécessité d'expertise qui semble plus facile de partager, de pôles d'excellences qu'il serait intéressant de mettre en place, alors que cela semble difficile de mettre en œuvre aujourd'hui un certain nombre de domaines, commune par commune.

Cela constitue à leur sens, un premier pas, et il pense qu'à un moment donné, il est intéressant de « ramasser la mise » et de pouvoir justement passer un cap. Il considère qu'il est important d'aller vers une identité communautaire renforcée, préfigurant le Projet Métropolitain, avec davantage d'implications dans la culture et le sport notamment. Il répète que ce qui est en jeu, ce n'est pas ce que font les communes, c'est ce qui reste à faire, et c'est dans cet esprit là qu'ils travaillent.

Il rappelle qu'il ne s'agit pas de déshabiller les communes, mais de mettre en musique un certain nombre d'éléments qu'aujourd'hui, les communes individuellement ne peuvent pas mettre en place, et où il est intéressant pour la CUB justement d'agir dans ce domaine.

Il y a donc un certain nombre de domaines qui, à leur sens, mériteraient une attention particulière ou un point de vigilance, notamment en ce qui concerne les réseaux de chaleur, où ils sont favorables, mais il pense que des évolutions seront nécessaires à terme.

M. SOLARI ne reviendra pas sur l'ensemble de l'intervention de **Mme CARTRON** sur la voirie, sachant qu'ils ne pourront jamais être aux normes imposées par le plan accessibilité de la voirie et des espaces publics, parce que toutes les régions et toutes les villes de France sont confrontées au même impact qu'eux, le principal étant que l'on puisse arriver aux lignes de bus accessibles, à des voiries accessibles, pour pouvoir aller justement à ces sites que l'on veut développer, aussi bien sur le sport, la culture, et le tourisme.

Il se dit très dubitatif quant à l'inflexion de la CUB s'agissant des grandes manifestations sportives nationales délocalisées, et il en veut pour preuve qu'il a été témoin d'une conversation qu'ils ont eu ensemble avec le président du comité régional de handisports lors des séances de vœux, où il a été dit à ce dernier que l'on pourrait intervenir pour les aider s'agissant des jeux nationaux qui se sont déroulés à Talence il y a de cela un mois, et où, en fait, ils se sont retrouvés avec la ville de Talence, la ville de Bordeaux, le Département, et le Conseil Régional pour les aider. Il précise qu'il s'agit d'une manifestation où il y avait 700 jeunes handicapés de 14 à 17 ans qui se sont déplacés de la France et d'outre mer pour aller au maximum de ce qu'ils pouvaient faire, et que c'était des jeux magnifiques.

Il ajoute que d'autres jeux nationaux se sont déroulés à Bordeaux, des jeux spéciaux olympique, qu'il y avait aussi des handicapés moteurs, 1 000 handicapés mentaux, qui se sont rencontrés pendant trois jours sur les installations sportives de la ville de Bordeaux où ils avaient quand même besoin de possibilités de transport, au niveau du lac, où malheureusement, il n'y a toujours pas de transport accessible. Il tient à redire combien cela est embêtant.

En ce qui concerne le tourisme, il attend toujours, parce qu'à chaque fois ils sont intervenus aussi bien en déplacement, transport ferroviaire, infrastructure routière, accessibilité, ou pour ce grand projet de ceinture de 150 km et plus autour de Bordeaux où il a dit que l'on pourrait arriver à faire que cela puisse être labellisé tourisme handicap, à condition que les maires de chaque communes veulent bien s'impliquer, et veulent bien amener leur contribution tout en étant aidé par la CUB, mais ils ne voient pas sortir beaucoup de projets.

C'était une constatation qu'il voulait faire, et il n'est pas contre le fait qu'il y ait une implication de la CUB.

Mme ISTE indique que les élus Communistes et apparentés ne peuvent dissocier les propositions qui leur sont faites ici, du cadre de la métropolisation sur lequel ils sont en train de réfléchir, mais aussi qu'ils subissent de la part de l'État.

Elle estime que ce cadre repose en grande partie sur l'idée de compétition qu'ils ne partagent pas et qui les pousserait à prendre des compétences qui sont pour l'instant assumées par les communes, l'État, ou d'autres collectivités. Elle ajoute que ce cadre repose aussi largement sur l'idée d'attractivité qu'ils peuvent partager si elle repose sur le bien commun, c'est à dire celui des populations qui vivent dans la CUB et celles qui pourraient y venir, si on leur en donne les moyens: logements accessibles, emplois, transports cohérents et fiables....

C'est pourquoi la notion « d'intérêt communautaire » doit être la notion fondamentale qui doit accompagner leur réflexion. C'est le bien commun et l'intérêt pour toutes les communes. Elle souligne qu'elle s'apparente largement à la notion de solidarité et de proximité, la population ne pouvant être coupée de ses élus, la commune restant le lieu où les échanges sont les plus fructueux.

Elle précise que les élus Communistes et apparentés ne veulent pas d'un basculement qui verrait la CUB prendre la compétence générale, et les communes des compétences dédiées, souvent les moins valorisantes, et ils ne veulent pas que les communes, une fois la compétence prise par la CUB, se voient dépossédées totalement de leur projet initial.

Enfin, il convient à leur avis, de planter aussi le cadre financier. Ils ne peuvent envisager la prise de compétences nouvelles sans en avoir évalué le coût pour leurs propres services, mais aussi pour la population, et c'est peut-être d'ailleurs l'occasion de revoir la fiscalité des EPCI, de reposer la question de justice fiscale pour plus de solidarité, d'équité et de l'intérêt commun. Elle fait observer qu'ainsi, la Communauté ne deviendrait pas le « guichet pompe à fric » que certaines prises de compétences pourraient engendrer.

Ils apprécient le travail fait par le Costrat et les propositions énoncées clairement ici, même s'ils ne les partagent pas toutes, et c'est pourquoi ils déplorent qu'on leur propose une déclinaison d'articles qu'ils doivent voter ensemble. Elle demande pourquoi le vote article par article n'est pas permis, et il y a d'ailleurs une certaine incohérence, lui semble-t-il, dans la proposition de regroupement, car en effet, certaines propositions seront ré-examinées plus tard, et donc votées indépendamment comme par exemple pour les inondations.

Ils vont néanmoins donner un avis sur chaque article, et ils peuvent déjà dire que les propositions de la catégorie 1 ne leur posent pas de problème, puisqu'elles entrent dans le champ de leurs compétences ou qu'elles ont été négociées avec les communes et légalisées. Il en est ainsi des aires de grands passages, la propreté, le stationnement urbain.

Pour la catégorie 2, il y a plus à débattre souligne-t-elle, et pour « le chauffage urbain », réfléchir avec les communes leur semble une sage décision : soit l'unanimité se dégage pour une compétence CUB et ils la soutiendront, soit des communes comme Bordeaux font le choix d'exercer cette compétence ou d'autres comme sur la rive droite pourraient faire le choix de syndicats intercommunaux, et ils rallieront ce choix.

Pour « la culture », ils notent avec plaisir que la CUB ne souhaite pas prendre la compétence pleine et entière, et qu'elle n'a pas vocation à s'occuper d'équipements culturels. Pour le reste, elle invite à ne pas laisser cet établissement devenir un guichet où, sous prétexte d'équité, chaque manifestation serait subventionnée. Il lui semble que c'est le cas, car à chaque nouveau Conseil leur sont faites de nouvelles propositions de soutien comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui. Elle demande pourquoi ne pas avoir listé, comme c'était prévu au début, les manifestations répondant aux critères définis.

Dans le domaine de l'économie créative, elle pense qu'ils risquent encore de tomber dans le piège de « *qu'est-ce qui relève du culturel et qu'est-ce qui relève de l'économique?* », de même pour le sport, où elle incite à borner étroitement leurs interventions et à en rester à la

proposition de faire un état des lieux avec les communes. Là encore, le donnant-donnant les choque.

Pour le numérique, ils partagent le mécontentement des populations sur les graves insuffisances de couverture des communes, et chacun comprend que c'est le prix à payer pour la libéralisation de ce secteur. Ils voient bien ici leur aliénation aux opérateurs.

Pour le domaine nature, prévention des risques, c'est à son sens, une vraie solidarité qui doit s'exercer, et il faut vraiment une vision de territoire, et travailler avec les syndicats existants, comme avec les communes limitrophes. Mais la résistance à l'État pour qu'il exerce sa compétence devrait être primordiale, or, comme pour la politique de la ville, elle constate qu'ils suppléent sans résistance à ses manquements. Elle signale que les fonds PAPI ne leur suffiront pas, car l'enjeu financier est plus que conséquent, sachant que la maintenance des digues et des berges ne sera pas une moindre affaire, tant en moyens humains qu'en moyens financiers.

Pour le domaine « politique de la ville », elle a déjà dit leur renoncement vis à vis de l'État, mais ils ont tellement besoin de rééquilibrage entre quartiers qu'ils ne peuvent que partager les conclusions du Costrat, à savoir l'intervention dans le rattrapage des quartiers et le renforcement d'une politique globale du territoire avec la CUB comme chef de file, mais là encore les moyens financiers et humains surtout, devront être conséquents.

Elle termine en disant qu'ils ont déjà un certain nombre de compétences que parfois, ils ont du mal à assumer, alors elle demande à réfléchir bien avant de s'engager dans de nouvelles, car ce n'est ni être conservateur, ni être réactionnaire, que de vouloir bien asseoir ce qui existe, et ce n'est pas être moderne que d'être un mouton de Panurge et tomber dans le piège de la compétition entre agglomérations, ce au détriment des populations les plus vulnérables.

Elle tient à répondre à Gérard CHAUSSET que les élus Communistes et apparentés ont bien une vision de l'avenir, eux aussi, et pour la Communauté Urbaine, c'est celle du bien être des habitants, et de tous les habitants.

Elle annonce qu'ils s'abstiendront sur la délibération.

M. JOANDET souligne, comme l'a indiqué Gérard CHAUSSET, que les Verts constatent pour leur part avec une grande satisfaction, que la réflexion sur une prise de compétence sportive s'engage enfin. Cependant, ils voudraient assortir leur vote d'un certain nombre de remarques.

Il rappelle que lors des différentes commissions, ils ont souvent indiqué qu'ils ne comprenaient pas pourquoi les pratiques sportives étaient l'objet d'une réflexion séparée, car pour eux, elles font partie du patrimoine culturel de notre département, et si la réflexion sur le domaine sportif a été menée d'une manière concomitante avec la réflexion sur la culture, il estime qu'ils pourraient aujourd'hui se positionner sur un règlement d'intervention, comme ce sera le cas sur la culture.

La délibération propose donc une commission de réflexion pour remettre un rapport en fin d'année, et il estime cela déjà positif, mais ils ont déjà pris beaucoup de retard, avec pour conséquence, le fait que dans le Projet Métropolitain qu'ils ont analysé ce matin, il n'y a

aucune définition de ce que pourrait être une politique sportive ambitieuse à l'échelle de leur agglomération. Il pense que pendant quelques temps, au contraire de Toulouse Montpellier, Barcelone, ils seront une exception où le sport ne fait pas partie d'une définition de politique ambitieuse.

Il fait ensuite observer que dans l'article 7, il est dit que la CUB pourrait intervenir au soutien de certaines manifestations, et il leur semble que le terme de manifestation n'est quand même vraiment pas à la hauteur de l'enjeu qui est devant eux, car une ville comme Bordeaux doit pouvoir se doter d'équipements de niveau national et international, et on sait qu'aujourd'hui, les disciplines majeures médiatiques comme le basket, le handball, le rugby ne disposent, dans cette ville, d'aucun équipement pouvant leur permettre d'évoluer à un niveau conséquent. Pour les Verts, il ne faudra pas raisonner en terme de manifestation, en terme de projet, et leur ambition doit aller au-delà du soutien au Décastar ou au jumping, qu'il soutient par ailleurs, et comme c'est le cas à Toulouse, Lille, Montpellier, Lyon, ils doivent poser la question du soutien à des projets et à des équipes dont le niveau d'évolution n'est plus à l'échelle des villes et des communes, mais de l'agglomération.

Et plus précisément dans la réflexion qui leur est soumise, il y a deux hypothèses, soit celle qu'ils soutiennent, qui est que la CUB s'investisse dans des projets à la dimension de la Métropole, soit celle qu'ils ne partagent pas, qui est de dire que la CUB pourrait se substituer aux communes dans la réalisation d'équipements qui sont déficitaires sur certains territoires.

Il lui semble qu'il y a des communes qui, depuis longtemps, ont fait le choix de construire des piscines, des gymnases, et des stades, parce que c'était au cœur de leur priorité, et il y en a d'autres qui ont fait d'autres choix qu'il faut respecter, mais ce n'est pas à la CUB de venir se substituer à celles qui n'ont pas fait le choix de mettre les politiques sportives au cœur de leurs priorités.

M. le Président Vincent FELTESSE l'interrompant pour lui rappeler qu'il a été décidé que d'ici la fin de l'année, on approfondirait le débat sur le sport, **M. JOANDET** poursuit in signalant qu'en plus, concernant ces équipements gymnases, piscines, petits gymnases de quartier, les collégiens et les lycéens sont quand même de gros utilisateurs des équipements de proximité, et il ne convient donc pas que la CUB aille se substituer aux collectivités qui doivent assurer la charge des équipements sportifs à destination des collégiens et des lycéens.

Pour ce qui concerne les Verts, ils ne sont pas pour une substitution aux actions des communes, mais pour le fait que l'agglomération se positionne sur des projets d'équipements à l'échelle de l'agglomération, et qui dépassent donc les possibilités des communes et des villes qui la composent.

M. HURMIC tient à dire d'emblée qu'il va être assez direct, que les propos qu'il va tenir n'engagent pas son groupe mais que lui-même, et il ne pense pas qu'ils arrivent à les convaincre dans la mesure où il a été incapable de convaincre les membres de son groupe. Il précise démarrer son intervention dans cet état d'esprit, c'est-à-dire sans illusion, mais tout en étant assez direct, et en disant ce qu'il a envie de leur dire.

Ce qui l'a d'abord frappé, c'est le décalage évident entre les intentions affichées par cette délibération et la réalité proposée. Quand il dit la réalité, il a envie de dire plus précisément la timidité de la délibération proposée. Quand il leur est fait part des intentions qu'a rappelées d'ailleurs Françoise CARTRON tout à l'heure, ils ne peuvent qu'être totalement d'accord avec celles-ci, d'ailleurs elles n'ont rien de très originales à son avis, puisque ces intentions constatent la montée en puissance de l'intercommunalité culturelle qui est un phénomène national, sachant que la culture fait désormais partie des compétences assez largement prises en compte par les établissements de coopération intercommunale. Il rappelle d'ailleurs que la loi de 1999 fait de la gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire une compétence obligatoire pour les communautés urbaines créées après 1999, ce n'est pas leur cas, mais qui est quand même celui de communautés urbaines de taille, puisque c'est le cas de Marseille, Nantes, Nice, et Toulouse, c'est donc dire si l'intercommunalité culturelle est actuellement en train de monter en puissance dans notre pays, souligne-t-il.

Il regrette que la délibération proposée ne s'inscrive pas du tout dans cette tendance, et qu'elle y soit même totalement décalée, et il trouve également, et il va le prouver, que cette délibération est totalement décalée par rapport au texte qui leur avait été proposé ici même il y a 25 jours, c'est-à-dire lors de la réunion des commissions réunies, où ils ont abordé cette question. Il précise que le texte qui est soumis aujourd'hui à leur vote, et plus précisément l'article 3 puisqu'il n'intervient que dans le domaine culturel, est totalement différent, voire même opposé à celui qui leur avait été proposé il y a de cela 15 jours.

Il précise qu'on leur disait alors le 24 juin dans l'article 3, et il cite : « *la Communauté Urbaine donne son accord de principe sur le transfert de compétence en matière d'action de soutien aux manifestations culturelles représentant un intérêt d'agglomération* », et le propos lui paraissait d'ailleurs tout à fait en osmose avec cette évolution des compétences culturelles dont il vient de parler.

C'est ce qui était proposé à ce moment là à l'assemblée, répète-t-il, ce qui correspondait très exactement au préalable qui leur a été dit tout à l'heure par Françoise CARTRON, mais cela ne correspond pas du tout à ce qui leur est aujourd'hui proposé, puisque, aujourd'hui, c'est précisément l'inverse, et il cite l'article 3 : « *considérant que certaines manifestations sont d'intérêt communautaire, lorsqu'elles contribuent au rayonnement du territoire communautaire, il est demandé aux communes d'autoriser la communauté urbaine de soutenir et promouvoir de telles manifestations* ». Il demande de qui on se moque.

Il lui paraît évident que M. CAZABONNE ne s'est pas trompé, en disant qu'il souhaitait bien entendu que la CUB les aide, mais en constatant qu'il est proposé une délibération où on dit que les communes sont autorisées à demander à la CUB de les soutenir, il a l'impression que l'on se moque un petit peu d'eux, et en tout cas, Alain CAZABONNE l'avait bien compris à son avis.

Au cas où l'on n'aurait pas suffisamment compris la suprématie du fait communal dans cette assemblée, il fait observer qu'a été ajouté, toujours dans ce fameux article 3, et il cite : « *en convenant de ce fait de la primauté de compétence des communes en matière d'initiative et d'animation culturelles, la CUB sollicite un transfert de compétence qui ne dessaisisse pas les communes de leur compétence à soutenir les manifestations etc..* »

Il estime que Michel DUCHENE a raison de souligner que cela ne veut rien dire, que c'est un oxymore. Il a regardé la définition juridique d'un transfert, et c'est un dessaisissement, c'est faire passer d'un lieu à un autre. Il estime que ce qui leur est dit est exactement un oxymore, ou l'inverse, puisqu'il est mentionné qu'on est d'accord pour un transfert, mais à condition de ne surtout pas supprimer ou limiter la compétence des communes dans ce domaine. Il ne voit donc pas l'intérêt de leur faire voter une délibération comportant un oxymore, et comportant simplement un acte comme quoi les communes sont autorisées à revenir vers eux pour financer les manifestations culturelles, ce qu'elles font déjà largement.

La délibération qui leur est proposée aujourd'hui, résulte, pour lui, d'un non choix, et on se contente de demander aux communes d'autoriser la CUB à soutenir pour promouvoir leurs manifestations culturelles en consacrant la primauté de compétence des communes en matière d'initiative d'animations culturelles. Il considère qu'on fait semblant de croire que 27 initiatives et animations municipales assurent une politique culturelle d'agglomération.

Cette délibération lui pose donc un certain nombre de questions, et il demande si elle établit les conditions d'émergence d'une politique culturelle au sein de la CUB. Pour sa part, il pense que ce n'est certainement pas le cas, car elle ignore les facteurs mêmes d'émergence d'une politique culturelle, sachant que ces facteurs d'émergence sont de nature politique et institutionnelle.

A la question de savoir si l'impulsion politique doit et peut rester au niveau communal, et s'il ne faut pas, au contraire, une impulsion forte, une volonté politique toute aussi forte pour la faire émerger, il estime que ce n'est pas le sens de la délibération que M. le Président leur propose.

Il précise ne pas être jusqu'au-boutiste dans sa conception de la prise de compétence dans le domaine culturel, et il est tout prêt à admettre que l'on peut se doter d'une ambition culturelle sans prise de compétence au sens strict du terme. Il accorde que certaines communautés urbaines ont su se doter d'une politique d'agglomération sans aller jusqu'à un transfert juridique de compétence, comme c'est le cas de celle de Nantes qui est assez probant, et il note que ces communautés urbaines ont su canaliser et promouvoir sans fétichisme communal, comme ici, une intercommunalité culturelle avec des outils innovants, ce qui n'est pas le cas de cette délibération.

Il estime qu'il y a plusieurs scénarios pour aborder la question culturelle au niveau d'une communauté urbaine, le premier, le plus maximaliste, qu'il ne reprend pas à son compte, même s'il ferait plutôt l'objet de ses souhaits, étant que la Communauté Urbaine devienne le nouveau centre de la politique culturelle de territoire. Il a bien compris qu'ils n'étaient pas murs pour un tel scénario adopté par d'autres communautés urbaines, et il veut bien l'éloigner.

Quant au deuxième scénario, c'est que la Communauté Urbaine constitue un pôle complémentaire, un outil fédérateur et d'impulsion des actions culturelles des communes. Il ajoute qu'un tel pôle peut d'ailleurs se voir confier la responsabilité de certains équipements culturels. Il note qu'ils ne sont pas murs, non plus, pour ce scénario qui lui paraissait être un scénario de compromis qui ne déséquilibrait pas trop leur compétence au détriment des communes, et qui faisait en sorte qu'il y ait une vraie collaboration, coopération, pour se doter d'un projet communautaire. Il constate qu'ils tournent également le dos à ce scénario qui aurait pu, à son sens, être consensuel.

Alors il reste un troisième scénario, où la Communauté Urbaine est consacrée autorité culturelle fantôme, et constitue au mieux un budget pour l'éco-financement, et c'est ce qu'ils vont voter dans quelques instants, c'est-à-dire une autorité culturelle fantôme, et un guichet pour l'éco-financement.

Il termine en disant qu'au moment où ils réfléchissent à la fabrique de la Métropole de demain, il regrette qu'ils n'aient pas d'autres outils communautaires pour envisager la culture comme levier de fabrication de la Métropole, pour considérer la culture comme objet fédérateur d'un territoire, et enfin, pour promouvoir la culture, et pour stimuler la créativité de ce territoire.

Il craint qu'avec cette décision minimaliste, ils passent à côté de cet enjeu, et c'est d'autant plus regrettable à son avis, que l'atout culturel est souvent mis en avant dans la compétition à laquelle se livrent les grandes agglomérations pour souligner leur attractivité. Françoise CARTRON parlait tout à l'heure, à juste titre, du rayonnement des agglomérations, et il pense que celui-ci passe aussi par une politique culturelle d'ambition, mais il constate qu'ils loupent ce rendez vous là, et tournent le dos à cette ambition là.

Ils auront compris que, très déçu par cette attitude minimaliste, il aurait voté contre cette délibération, ces propose n'engageant que lui et non son groupe. Comme Michel DUCHENE le suggérait tout à l'heure, il aurait voté contre cette délibération s'ils avaient voté par compétence, et si elle avait donc été isolée des autres délibérations proposées dans le rapport.

M. le Président Vincent FELTESSE demande aux uns et aux autres d'être concis, car il est 15 H 15, et ils ont le débat sur l'eau et l'assainissement ainsi que sur le schéma de coopération intercommunale.

Mme TERRAZA précise que son intervention portera sur la compétence nature, et souligne qu'ils parlent depuis ce matin du Projet Métropolitain, dont la nature est un axe très important, puisque leur volonté est de préserver les 50 % de territoires boisés et de terres agricoles de la Métropole.

Elle voudrait juste témoigner, au travers de l'exemple du parc intercommunal des Jalles, de l'intérêt qu'aurait, pour ce site, une compétence plus affirmée de la CUB en appui aux communes concernées. Elle rappelle qu'un état des lieux du parc des Jalles a été réalisé ce début d'année, sur la base de la charte signée en 2001 par les huit communes concernées, dont l'objectif affiché était la protection et la valorisation des espaces naturels dans un projet de développement territorial durable. Elle précise que les principes fondateurs de cette charte était de concevoir un projet global et cohérent, de valoriser les identités communales autour d'un thème fédérateur de développement, d'agir en partenariat avec les syndicats et associations, de maîtriser l'avenir foncier dans cette zone soumise à la pression spéculative, de soutenir l'activité agricole, de protéger, valoriser et relier les pôles d'intérêt existants.

Or depuis dix ans, des initiatives communales ont eu lieu, mais elle fait observer que beaucoup de choses n'ont pas été possible, tout simplement parce qu'il a manqué une vision transversale des choses, un opérateur pour travailler à la fois sur la gestion des espaces naturels, la redynamisation de l'agriculture périurbaine, et sur l'amélioration de la valorisation du patrimoine naturel et bâti du parc des Jalles.

Elle ajoute que depuis dix ans, le constat partagé des huit communes est qu'il n'y a pas eu de structure porteuse qui aurait permis de les accompagner sur les projets identifiés, qui nécessitent d'ailleurs le plus souvent un travail en collaboration avec plusieurs directions de la CUB (nature, territoriale et foncier). Et puis, pour des projets d'envergure intercommunale ou à maîtrise d'ouvrage intercommunale, des financements sont nécessaires, au-delà de ce qui est possible actuellement, plus adaptés, et qui restent à définir au cas par cas.

Elle insiste sur le fait que, plus on va vers des projets importants sur ce dossier, plus la maîtrise d'ouvrage CUB se justifie avec un dispositif d'aide adapté, et à son avis, il y a une logique d'ensemble, de transversalité, pour laquelle une compétence de la CUB a toute sa pertinence.

M. ANZIANI annonce que comme **Michel DUCHENE** en tant que président de groupe, il va prendre un peu de temps en commençant par dire que c'est une délibération dont chacun a bien compris, qu'elle est, au fond, la jonction de leurs débats du jour, avec celui du Projet Métropolitain de ce matin, celui sur le schéma départemental intercommunal qu'ils vont avoir dans quelques minutes, et c'est une délibération qui leur permet de donner un certain nombre de réponses. Il souligne qu'au fond, il y a deux façons de construire une Métropole, la première consistant à dire qu'on va légalement faire une Métropole là où il y a plus de 500 000 habitants, ce qui va donner neuf possibilités de métropoles dans toute la France, et puis on va dicter ce qu'on souhaite leur attribuer, et cela correspond à la loi du 16 décembre dernier votée par le parlement, et au projet qui leur est proposé par M. le Préfet en Gironde.

Il insiste sur le fait que ce n'est pas ce qu'ils veulent, et il voudrait dire à **M. CAZABONNE** qu'ils partagent tout à fait son attitude. Ce qu'ils veulent, pour leur part, c'est une autre façon qu'il appellera contractuelle, et finalement beaucoup plus concrète qui consiste à dire qu'ils vont se mettre d'accord entre eux, autour d'une table, après une longue négociation, sur le contenu de la Métropole.

Puis il aborde le sujet des compétences de cette Métropole en faisant observer qu'ils ne font pas à minima, comme il entend un certain nombre de collègues regretter ceci ou cela, car en réalité, s'ils avaient adopté la Métropole au sens légal, ils auraient moins de compétences que celles qui leur sont aujourd'hui proposées. Il considère que la Métropole au sens légal, c'est finalement une montagne qui a accouché d'une souris, puisqu'on prend deux compétences au Département, la voirie départementale et les transports scolaires, on en prend une autre qui est la promotion à l'étranger, on prend une compétence à la Région qui est également la promotion à l'étranger, et puis les grands équipements justement, de toute nature, sportifs, culturels et autres, associatifs des communes, à condition qu'elles correspondent à un intérêt métropolitain.

Il signale que c'est ce que leur propose la loi du 16 décembre, mais qu'ils font mieux, et il a entendu **Françoise CARTRON** tout à l'heure lister les compétences, et ils vont bien au-delà, tout le monde étant d'accord sur ces points, puisqu'ils vont sur la nature, sur le chauffage urbain, sur les aires de grand passage, etc... Il propose de s'arrêter un moment sur le sport et la culture, et notamment par rapport à ce que vient de dire avec beaucoup de passion son ami **Pierre HURMIC**.

Il indique qu'il retiendra trois points, et en premier lieu, il demande qui peut soutenir aujourd'hui en matière de sport et de culture, que leurs interventions sont dans la légalité, sachant qu'ils sont un établissement public de coopération intercommunale et pas une collectivité territoriale, et c'est parce qu'ils sont un établissement public de coopération intercommunale, qu'ils sont contraints par un principe qui est celui de la spécialité, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent rien faire qui ne soit pas dans leurs compétences. Or, aujourd'hui, à l'évidence sur la culture et le sport, ils procèdent à des financements ou à des cofinancements qui ne relèvent pas de leurs compétences, et donc ils seraient sans doute, s'il y avait un recours, avec toujours une interprétation extrêmement ferme du Conseil d'État, en face de graves désillusions en la matière pour chacun d'eux dans toutes les communes.

Au titre de deuxième point, il fait observer que soit on rentre simplement dans les clous, on « bidouille » quelque chose, soit on se donne encore plus d'ambitions. Il lui semble que ce qui leur est proposé aujourd'hui, c'est plus d'ambition avec le 1 % culturel, d'autres possibilités en matière de culture ou de sport, c'est-à-dire qu'ils vont au-delà simplement d'une régularisation de leur situation

Et le troisième point, précise-t-il, c'est qu'il faut qu'ils fassent tout cela avec un autre souci qui est constant chez eux, qui consiste à ne pas déshabiller les communes. Il souligne qu'il est possible qu'il y ait une divergence de fond avec leurs amis Verts, mais en tout cas, ils tiennent beaucoup à ce que leurs communes gardent une compétence forte et un pouvoir d'incitation, d'animation, et de gestion en matière culturelle et sportive, et donc une fois que l'on a défini ces trois conditions, on voit bien que ce n'est pas la quadrature du cercle, puisqu'il s'agit de trois points, mais enfin une situation qui est assez complexe.

Pour sortir de cette situation complexe, il considère qu'il faut s'en reporter, comme toujours, au code général des collectivités territoriales qui leur rappelle le principe de spécialité, qui leur dit que l'on peut très bien, effectivement, exercer une compétence soit transférée, soit déléguée par la commune, car il y a les deux possibilités, mais que l'on peut aussi très bien n'avoir qu'une partie de cette compétence. Il signale que la seule chose que va leur demander la juridiction administrative, c'est d'être précis dans leur rédaction, et de définir la notion de l'intérêt communautaire, et c'est pour cela que dans la délibération, à la fois sur le sport et sur la culture, il y a recours à la notion d'intérêt communautaire parce qu'elle est fondamentale en matière de droit. Il trouve personnellement que la délibération n'est pas si mal rédigée que cela, parce que justement, elle dit que l'on sollicite un transfert de compétences. On demande effectivement cela aux communes, souligne-t-il, mais pour une raison simple, qui est qu'il faut que celles-ci donnent leur accord, et ce sera le deuxième épisode, parce que s'il n'y pas leur accord, il n'y aura pas de transfert de compétence, sous réserve de la majorité qui a été indiquée tout à l'heure.

Donc on demande évidemment aux communes, et on précise bien entendu qu'on ne dessaisit pas les communes de leur compétence pour les manifestations culturelles, mais en même temps, il souligne qu'on va être très précis entre ce qui est transféré et ce qui ne l'est pas.

Il indique à Michel DUCHENE qu'ils sont tout à fait d'accord là-dessus, qu'il n'est pas question pour la CUB de mettre sous tutelle la culture ou le sport, et ils verront évidemment tout cela ensemble, conjointement, selon des règles extrêmement précises, car s'il n'y en avait pas, il y aurait sans doute un problème juridique. Il croit que l'on peut rassurer tout le monde sur ce point.

Il voudrait terminer en disant que si on veut rassurer tout le monde ici, il faut rassurer ceux qui les entourent. Ils entendent trop souvent cette idée selon laquelle il faut opposer le milieu urbain au milieu rural. Pour lui c'est une calamité, car le milieu urbain a besoin du milieu rural, et le milieu rural a besoin du milieu urbain, les deux étant tout à fait complémentaires, et cela est nécessaire. Il reconnaît qu'ils peuvent apparaître parfois, comme un épouvantail, mais il estime que c'est à eux de dire au monde rural qu'il y a une complémentarité et pas une agressivité. Il rappelle à M. DUPRAT que certains propos qui sont employés parfois peuvent laisser supposer que l'on voudrait la disparition du département, et avec des propos comme cela, il considère qu'ils embrouillent tous les messages, et il invite donc à être clairs et à rester à ce qu'ils souhaitent. Il pense que tout de suite après, il faut rassurer leurs propres communes, car ils souhaitent garder l'identité communale très forte, et s'ils arrivent finalement à négocier ce qui peut peut-être paraître parfois contradictoire, il appelle leur attention sur le fait qu'ils sont devant une délibération historique, le mot ne lui semblant pas galvaudé, car depuis la création en 1968 de la Communauté Urbaine, il ne croit pas qu'il y ait eu une délibération aussi importante. Il souligne qu'au début, la loi leur donnait douze compétences, et qu'ils vont aller nettement au-delà. Il considère qu'ils font donc une véritable mutation, et qu'ils la font en plus dans le respect et dans l'esprit de la Communauté Urbaine qui préside à leurs débats, et il répète qu'ils vont aujourd'hui participer à un événement historique.

M. le Président Vincent FELTESSE demande à ses collègues de rester jusqu'à la fin de l'évènement historique pour qu'ils aient le quorum.

M. PIERRE déclare intervenir en tant que Président en charge des risques naturels et technologiques, et indique qu'en attendant la révision des PPRI, dans un contexte de durcissement des services de l'État face aux risques inondation, il est essentiel que la Communauté Urbaine se positionne sur les enjeux prioritaires à protéger, et sur la prise de compétence en matière de protection contre les inondations. Il souligne que le risque inondation a changé de nature, car des crues simplement liées au phénomène naturel des marées, on est passé à des crues générées par des événements exceptionnels, de plus en plus violents, de plus en plus nombreux, comme 96 ou 99, Klaüs, Xanthia, soit quatre événements majeurs en un petit peu plus de dix ans.

Par ailleurs, il rappelle que le réchauffement climatique laisse présager une montée inéluctable des eaux qui pourrait se situer entre 40 cm et 1 m d'ici 2100, et la prise en compte essentielle des digues dans les futurs PPRI, sera conditionnée par la réalisation d'un plan de gestion des risques cohérent et équilibré à l'échelle de l'estuaire, ceci étant l'objet même du dossier PAPI (programme d'action contre la prévention des inondations), dossier à double entrée et qui est conditionné par la position réglementaire de l'État, et qui s'accompagne, en même temps, d'une participation financière substantielle de celui-ci.

Aujourd'hui, alors que les premiers refus des permis de construire au titre de l'article R 1112 du code de l'urbanisme sont effectifs, il estime urgent que la révision des PPRI entre dans

une phase active, et donc que la Communauté Urbaine se positionne sans ambiguïté sur ces enjeux urbains, et sur sa vision du risque inondation sur son territoire.

M. le Président a parlé, en début de séance, de la Métropole solidaire, et il pense que la prise de compétence protection contre les inondations pour la Communauté Urbaine, doit, de manière exemplaire, entrer dans ce volet solidaire.

Enfin, et de la même manière il sera important à son avis, que la Communauté Urbaine examine l'intégration des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans ses interventions, qui vont prendre toute leur importance pour un certain nombre de communes sur la CUB.

M. RESPAUD estime qu'il faut remercier Françoise CARTRON pour le rapport qu'elle leur a proposé, et qui s'inscrit bien dans le Projet Métropolitain de ce matin.

Il voudrait faire deux remarques, dont la première est qu'il faut assumer pleinement leurs compétences, quand ils les ont, notamment en matière de propreté et de stationnement. En ce qui concerne la propreté, il pense qu'il faut se mettre à la place des usagers qui savent rarement ce qui est de la compétence propre de la Communauté et de celle de la commune. Il considère qu'il faut que les choses soient claires, que c'est de la compétence communautaire, et il constate que l'article 5 qui leur est proposé, va vers beaucoup plus de transparence, mais encore faudrait-il savoir selon quel échancier, car dans cet article, il n'y a pas de date butoir pour la réflexion qui est menée, et c'est peut-être un peu regrettable parce qu'il croit que l'on pourrait aller assez vite. L'action également vis-à-vis des parcs de stationnement pourrait, à son avis, être un peu plus ferme, car il estime que c'est un des enjeux dans cette agglomération d'avoir une gestion et une maîtrise de l'ensemble des parcs, et donc de l'ensemble d'une politique. Il note qu'ils l'ont avec l'observatoire du stationnement, mais il manque toujours à son avis, les statistiques des cinq parcs publics bordelais. La politique tarifaire générale pour la nuit par exemple, pour les soirées, pour les événements, les abonnements résidants, doit être harmonisée, et il croit que cela implique une plus grande maîtrise de l'ensemble des parcs.

La seconde remarque qu'il voulait faire, est sur le domaine de la culture et du sport, où il ne rejoint pas du tout Pierre HURMIC sur la culture. Certes depuis plus d'une décennie, on s'est déjà engagé dans le soutien de ces composantes essentielles de la vie sociale, et aujourd'hui, dire que l'on consacre 1 % du budget à la culture, est à son sens, un signal fort en direction des communes et des associations, dire que l'on lance la réflexion sur un événement d'agglomération constitue un autre signe également très novateur et très positif, et il considère qu'un pas important est franchi aujourd'hui en la matière. Tout juste peut-on regretter, souligne-t-il, que la création artistique soit trop peu citée et prise en charge. Les commandes publiques artistiques ont été les premières manifestations de cette aide à la création artistique, et il pense qu'il faut continuer cet effort, car on sait bien que culturel et artistique ne se recoupent pas forcément, et il faudrait faire attention à ce que leur politique culturelle ne soit pas simplement une politique de l'évènement au dépend de la continuité qui sied à toute création artistique.

M. le Président Vincent FELTESSE indique être tout à fait d'accord sur ce point.

M. HERITIE souhaite intervenir sur un registre un peu différent de M. JOANDET à l'instant, car en tant que Maire, il considère que si l'on ne peut qu'être d'accord sur le rayonnement

de l'agglomération par l'accueil de grands évènements sportifs, les Maires qu'ils sont se doivent d'offrir à leurs concitoyens un égal accès aux équipements sportifs de proximité. Il indique que ces équipements qui permettent de pratiquer des sports populaires, et il pense à la natation, aux sports de ballon, jouent un rôle social majeur dans leurs villes, sont un maillon essentiel de leurs politiques en direction des jeunes, et contribuent à lutter contre les exclusions de toute nature.

Il estime que ces équipements à construire ou à rénover devront aussi, le moment venu, répondre aux attentes de nouvelles populations qui arriveront sur leurs communes dans les prochaines années, leur agglomération atteignant le million d'habitants, et il faudra d'ailleurs à ce moment là, et même dès maintenant, se poser la question de l'accompagnement de cette évolution en terme d'équipement, ceux-ci étant à la seule charge des communes actuellement. Il précise que c'est en tout cas un débat qu'il a sur sa commune à l'occasion de la mise à jour de son projet de territoire.

Il attend donc avec intérêt la mise à l'étude de cette voie en lien avec les services communaux, tel que c'est présenté dans le rapport, et il attend aussi que la CUB joue le rôle de coordination et d'aide au développement de ces équipements.

M. SOUBABERE ne peut que se réjouir de ce projet d'extension de ces nouvelles compétences historique, comme l'a souligné Alain ANZIANI.

Concernant le risque inondation, précisant savoir de quoi il parle, il se satisfait pour sa commune de St Louis de Montferrand, que la Communauté Urbaine de Bordeaux puisse assurer une maîtrise d'ouvrage partagée sur des investissements qui concernaient les travaux de réfection de rehausse des digues, et principalement sur la remise en état du système hydraulique aujourd'hui inexistant.

Concernant le domaine sportif, la construction du grand stade ne peut, évidemment, que le réjouir, comme chacun sait, en raison de l'état vétuste du stade Chaban Delmas, mais en matière de solidarité territoriale où il rejoint son collègue Michel HERITIE, il invite à ne pas oublier de venir en aide à leurs petits clubs amateurs avec la création de nouveaux équipements sportifs trop insuffisants actuellement sur le territoire de l'agglomération, et il sait là aussi de quoi il parle, la preuve en étant chaque jour pour leurs jeunes sportifs.

M. TRIJOLET estime qu'à l'heure de cette réflexion sur les compétences, il est légitime que le sport s'invite dans ce débat, pas pour réfléchir si le sport est culture, mais car ils doivent envisager la place du sport sur le territoire de leur agglomération, puisque la CUB ne pourra pas traiter tout le sport, mais se doit de le penser, de le réfléchir, dans toute sa globalité, pour chercher à être un facilitateur dans l'accessibilité à la pratique, et pourquoi pas, une image attachée à leur territoire dans son ensemble.

Il pense qu'ils devront traiter les logiques d'équipement à l'heure où les instances sportives, comité national olympique et sportif, veulent faire du sport un enjeu de société sur le plan santé, épanouissement des pratiquants, mais aussi performance, et la CUB devra trouver son rôle et être acteur dans des perspectives d'un meilleur développement de son territoire. Il incite donc à trouver le bon créneau d'une compétence sportive adaptée à leur territoire pour leur collectivité.

M. GUICHARD précise qu'il n'était pas prévu qu'il intervienne, mais il indique que par discipline de groupe, il va rester sur l'abstention. Plus le débat s'avance, et cela a démarré avec **M. CHAUSSET** et sa franchise coutumière, qui a évoqué le rapport Balladur et a dit qu'il est là et qu'il rafle la mise, jusqu'à MM. **Alain ANZIANI** et **SOUBABERE**, qui disent qu'il s'agit d'un moment historique, plus il pense en s'adressant aux Maires que c'est effectivement un moment historique, mais qu'il y a des moments historiques euphorisants et des moments historiques dont on peut, peut-être, se mordre les doigts. Il indique qu'il va rester sur l'abstention mais que son abstention sera, dans son cœur, un vote contre.

M. JUPPÉ précise qu'ils vont voter ce projet de délibération, parce que ce n'est pas un moment historique, parce que c'est un projet modéré, équilibré, qui marque un progrès, mais qui ne change pas fondamentalement la donne. Il souligne que c'est pour cela qu'ils le voteront.

Mme CARTRON considère qu'il faut lever une ambiguïté dans l'esprit de **Max GUICHARD**. Elle fait remarquer que la délibération suivante éclaire vraiment ce qu'est leur volonté, puisqu'ils vont proposer de voter contre la proposition du Préfet de passer en Métropole, ce qui signifie donc qu'ils n'ont pas un double langage. Elle indique qu'ils n'adhèrent pas à ce qui leur est proposé au travers du statut de la Métropole, car cela ne leur convient pas, mais ce n'est pas pour cela qu'ils vont rester sur un statu quo, sans bouger par rapport à tout ce que l'on a pu entendre dans toutes ces réunions, à la fois des contrats, de la fabrique et des autres. Elle souligne que le monde bouge et elle croit qu'ils doivent être là pour l'accompagner.

Puis elle formulera deux réponses très concrètes :

Elle pense que c'était **Michel DUCHENE** qui demandait si avec la délibération, ils votaient aujourd'hui le règlement d'intervention, et elle lui répond que non, et qu'il est mis en annexe pour information. Elle fait observer que le règlement ne peut pas se voter aujourd'hui, car ils n'ont pas la compétence.

Ensuite, concernant les délibérations qu'ils devront prendre dans les conseils municipaux, elle indique qu'aujourd'hui les textes ne sont pas finalisés, et elle croit qu'ils vont leur proposer un groupe de travail avec les services de la CUB, afin que les délibérations soient les plus précises et les plus en accord avec la loi, et pour qu'ils soient à l'abri de toute mauvaise surprise. Elle ajoute donc que ce n'est pas figé. Puis, au travers des déclarations des uns et des autres, elle estime que ce qui vient d'être résumé, c'est la traditionnelle partie où certains voient le verre à moitié plein ou le verre à moitié vide, c'est-à-dire qu'il y en a qui trouvent que c'est à minima, que c'est trop timide aujourd'hui, d'autres qui trouvent que c'est hyper audacieux, et elle croit pour sa part que, comme toujours, la vérité est entre les deux. Elle conclut qu'il y a un chemin qu'ils empruntent ensemble, et que ce chemin n'est pas terminé.

M. le Président Vincent FELTESSE voudrait rappeler qu'il parle comme Maire élu démocratiquement, attaché à sa commune, ayant cette légitimité, tout comme **Françoise CARTRON** et plusieurs élus également, et il pense qu'ils savent parfaitement ce qu'est la démocratie.

Il parle comme Maire de Blanquefort et **Françoise CARTRON** comme Maire d'Artigues, soit deux communes qui, dans le domaine culturel, ont un certain rayonnement que ce soit

l'échappée belle, le carré, les colonnes, ou un certain nombre de choses comme cela, et ils sont dans une pratique du quotidien appréciée par leurs concitoyens, comme d'autres au niveau de l'agglomération bordelaise, et ils n'ont pas du tout envie de perdre cela, mais en même temps on voit les marges de progression.

Il rappelle être né lorsque la Communauté Urbaine a été créée par la loi, et il demande si ce que le législateur avait en tête à l'époque correspond à l'actualité du moment, si les compétences qui ont été figées dans le marbre à l'époque correspondent à l'urgence environnementale du moment, s'il faut refaire selon le modèle de la fin des années 60 avec deux fois 8 voies devant les quais, et si la crise du logement que l'on connaît aujourd'hui, existait à la fin des années 60, une fois que les bidonvilles avaient disparu ?

Il rappelle que l'on est 50 ans après ce qui a été fait par le législateur, et qui s'est fait avec l'opposition totale des communes à l'époque, comme le Conseil Municipal de St Médard en Jalles à l'époque qui a voté à l'unanimité contre l'adhésion à la Communauté Urbaine ou à une voix près, et donc sans aucun enthousiasme. Il lui paraît donc honnêtement assez compliqué de se dire qu'on raisonne par rapport à ce qui a été fait il y a 45/50 ans plutôt que par rapport à la situation du moment. Il déclare très clairement que, quand il a 1 M€ d'argent communautaire à dépenser, on peut se demander s'il est mieux dépensé pour un rond point, ou pour un logement ou des espaces naturels qui ne sont pas dans les compétences de 66, et personnellement, il pense que c'est clairement pour les espaces naturels et pour l'habitat, ce qui constitue une divergence de fond.

Il souligne qu'ils disposent de plus d'un milliard d'Euro d'argent public, avec la possibilité de faire évoluer les compétences comme l'ensemble des communautés urbaines en France, et il demande si l'on vit moins bien à Nantes ou à Toulouse qu'à Bordeaux. Il souligne qu'il n'y a pas d'évidence dans l'évolution des compétences et la qualité de vie, et il estime donc qu'il faut s'adapter par rapport aux ambitions et par rapport aux contraintes du moment, et que l'on ne peut pas être complètement figé.

A partir de là, dans la délibération qui leur est proposée, il fait remarquer qu'il y a des choses qui correspondent au fait de se mettre d'équerre sur les remarques de la Chambre Régionale des Comptes, comme la propreté, le stationnement, et des choses comme cela, où l'on est plutôt dans la bonne gestion.

Il y a un second aspect qui représente une vraie progression et qui a été un peu occulté par le débat sur la culture et le sport, sur lequel il conclura. Elle énonce une vraie progression sur la question des risques, une vraie progression sur la question des espaces naturels, une vraie progression sur la question du numérique partagé, et ce sont des compétences nouvelles et importantes qu'ils vont devoir assumer dans le futur, parce que cela correspond à une demande de leurs concitoyens.

Sur les terrains plus sensibles de la culture et du sport, de manière très paradoxale, il va rejoindre une partie du raisonnement de Pierre HURMIC, et souligne que ce qui est présenté aujourd'hui sur la culture, est finalement extrêmement modeste en terme d'impact budgétaire, puisque 1 % du budget d'investissement de la Communauté Urbaine représente, selon les années, entre 3 et 4 M€. Il fait observer que ce qui est proposé sur la culture, c'est de dépenser pour 750 000 habitants à peu près la même somme que celle que dépense Blanquefort pour 15 000 habitants, ou $1/22^{\text{ème}}$ de ce que consacre Bordeaux à la

question culturelle. Il insiste sur le fait qu'ils ne sont donc pas dans un transfert massif de compétence, et la Communauté Urbaine n'aura pas les moyens d'aller là-dessus.

En revanche, il est proposé de dire que la CUB, conformément à ce qu'elle fait depuis quelques années, régularise les choses puisque, aujourd'hui, on dépense pratiquement 800 000 € par an pour des manifestations proches des questions culturelles, car ils pensent que sans prendre les compétences, elle peut être un lieu de discussion entre les adjoints à la culture, comme on l'a fait, aider à l'ingénierie, et après on verra si on peut aller plus loin.

Sur la question du culturel de savoir si ce que l'on fait est légal ou pas, et est-ce que c'est le tout ou rien, il répète ce qu'il a dit tout à l'heure, qu'il faut regarder comment cela se passe dans d'autres agglomérations, où la cohabitation se fait. Il signale que la mairie de Villeurbanne n'est pas dépossédée de sa compétence culturelle alors que la Communauté a une partie de la compétence culturelle, et il pense que ce qui se fait ailleurs en France, ils peuvent aussi le faire chez eux.

Sur la question du sport, il estime que c'est un vrai sujet qu'il va falloir qu'ils traitent dans les mois qui viennent sur des masses financières, et il y aura des choix qui seront effectivement à faire. Dans son esprit, ce n'est pas encore totalement tranché, mais il y a des grands équipements qui sont d'intérêt métropolitain, et c'est pour cela qu'il propose que la Communauté Urbaine soutienne le grand stade

Il se pose la question de savoir si ce n'est que dans cette direction là que l'on doit aller, alors que les conditions d'exercice du sport pour des dizaines de milliers d'habitants sur l'agglomération bordelaise ne sont pas satisfaisantes, et si l'argent que l'on mettra sur le sport doit aller dans des équipes qui ont un rayonnement au-delà de la Communauté Urbaine de Bordeaux, ou si cela doit aller sur d'autres choses.

Il indique qu'il va falloir qu'ils aient ce débat ensemble dans les mois qui viennent, mais là aussi dans des proportions somme toute assez raisonnables, parce que ce qui est proposé sur le sport constitue une intervention assez faible, mais en revanche, c'est l'affirmation politique qu'il faut, un moment ou un autre, qu'ils traitent ces sujets, et les traiter, cela ne veut pas du tout dire s'en emparer. Il souligne que c'est peut-être la subtilité entre les différents points.

Il ne sait pas si c'est historique ou pas, mais en tout cas, il met aux voix cette délibération.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains s'abstient

Mme CARTRON

2011/7/ 13 Commune de Bordeaux - Organisation de la biennale d'art urbain EVENTO du 6 au 16 octobre 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

M. GUICHARD précise que les élus Communistes et apparentés voteront ces délibérations, et suivront donc ce qu'a décidé la majorité, un point c'est tout.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2011/7/ 14 Commune de Gradignan - Organisation de la manifestation Lire en Poche du 30 septembre au 2 octobre 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2011/7/ 15 Association Les sangliers sont lâchés - Organisation de la manifestation Les Rendez-vous de Terres Neuves des 7 et 8 octobre 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2011/7/ 16 Association Festival international du film d'histoire - Organisation du Festival international du film d'histoire du 14 au 21 novembre 2011 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2011/7/ 10 Avis de la Communauté Urbaine de Bordeaux sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

Mme MELLIER constate que forts des lois votées de justesse par le Parlement fin 2010, le gouvernement et ses préfets mettent la pression sur les élus locaux pour « boucler » le dossier de l'intercommunalité d'ici fin 2011, sans aucun débat démocratique, et qu'après la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par des dotations d'État gelées et des taxes non pérennes, les collectivités territoriales sont de plus en plus étranglées, privées de marges de manœuvre. Avec le schéma départemental de coopération intercommunale, les Préfets présentent à son avis, une vision étatique du territoire, et veulent imposer, sans délai, une nouvelle organisation du pays.

Elle ajoute que sans étude financière, sans avis préalable des conseils municipaux, généraux, régionaux, des EPCI, ainsi que de la population, c'est un coup de force pour imposer des adhésions de communes, des fusions, extensions de communautés, en supprimant de très nombreux syndicats intercommunaux. Elle souligne que cela préfigure la nouvelle architecture territoriale, avec la disparition des départements et l'affaiblissement de la démocratie de proximité, au bénéfice de la centralisation, sur fond de concurrence entre les territoires. Avec les projets de schéma départementaux de coopération intercommunale, le gouvernement poursuit ses choix de baisse de la dépense publique, et elle fait observer que ce qui est en vue, c'est l'extension aux territoires de la RGPP appliquée par l'État, et le transfert au privé des services publics locaux.

Les élus Communistes et apparentés considèrent que ces propositions sont inacceptables, et ils accueillent avec satisfaction celles qui leur sont faites dans cette délibération, qui retoquent celles du Préfet. Pour leur part, l'intercommunalité ne peut et ne doit être que le produit de la concertation entre les collectivités, à égalité de droits et de devoirs.

Pour réfléchir sur les propositions faites, elle estime qu'il faut des délais, ce qui n'est pas le cas (3 mois), et des discussions approfondies au sein des populations, avec les associations, ainsi que les conseils municipaux et les personnels.

C'est donc bien dans un rejet global, sur fond politique, qu'ils pensent qu'ils peuvent réussir à construire un front uni face au Préfet, et même si, de par la loi, il garde la mainmise sur le devenir du projet, il ne pourra éluder les larges oppositions qui se seront manifestées.

Elle souligne qu'il appartient aux élus de la CDCI, à la majorité de 2/3, de repousser les modifications imposées par le Préfet, et pour leur part, ils continuent à exiger l'abrogation de la Réforme des Collectivités Locales

M. BENOIT estime que les échanges qu'ils viennent de vivre aujourd'hui dans cette Communauté, montrent la qualité du débat, les perspectives qu'ils ont pour leur agglomération, et cependant, aussi bien avec la démarche du Préfet que ce qu'il entend quelque fois à l'extérieur de la Communauté Urbaine, tout cela lui pose quelques questions et il a envie de dire que quelques fois, cela lui procure un peu d'agacement.

Il ne reviendra pas sur les méthodes de M. le Préfet et sur la démarche employée, très contraire d'ailleurs à ce qu'ils vivent dans les communes, et à un état d'esprit de démocratie participative qu'ils essayent, les uns les autres, de mettre en œuvre sur leurs territoires.

Il souligne que le débat sur le Projet Métropolitain a montré que leur agglomération avait autour des 5 sens développés par M. le Président, un projet solidaire équitable et écologique, chacun ayant pu dire combien ce projet pour l'essentiel, comme les majorités sont là pour le prouver, faisait leur vision partagée, avec le tramway, la LGV, les ponts, les grands projets touristiques, etc.... Or à entendre certains débats ou prises de position à l'extérieur de la Communauté Urbaine, on pourrait avoir l'impression qu'ils font vivre l'enfer à certains de leurs administrés, et que l'éventualité même de pouvoir un jour rejoindre la Communauté Urbaine ne serait que trahison des populations de telle ou telle commune. Loin de lui l'idée de s'ingérer dans ces affaires là qui sont celles de ces communes, et les populations devant pouvoir en décider, de la même manière, il estime que le dédain qu'il y a quelque fois sur le département et la demande de leur suppression, ajoute à la difficulté de l'exercice.

Néanmoins il indique leur agacement parfois, et en tout cas le sien, à entendre certains propos qui manifestent, lui semble-t-il, des crispations qu'ils ne trouvent pas dans d'autres agglomérations. Il ne faudrait pas à son avis, que certains freins d'un conservatisme trop important puissent empêcher la coopération nécessaire dans le département, à développer entre la CUB et les communes et intercommunalité à l'extérieur de la Communauté Urbaine, cette coopération qui semble aujourd'hui extrêmement nécessaire et porteuse d'avenir.

En tout état de cause, il croit qu'il faut que cesse l'idée que la CUB c'est l'enfer, et en tout cas les citoyens de leurs communes en font l'expérience tous les jours. Il tenait à dire cela parce que, quand même, il trouve que certains amis ici et là, poussent le bouchon un peu trop loin.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2011/7/ 60 Gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement - Orientation - Création de postes - Décision

M. TURON donne communication du contenu du rapport, après avoir tenu à remercier leurs collaborateurs en son nom, et au nom de tous ceux qui ont participé à ce projet eau assainissement.

M. CHAUSSET intervient au nom du groupe des Verts pour dire d'entrée qu'ils voteront pour la délibération qui concerne l'orientation à l'horizon 2018, et s'abstiendront sur celle qui concerne la DSP dite de transition.

Il rappelle qu'il s'agit d'ailleurs toujours d'un dossier majeur pour les écologistes, en raison du bien-fondé de l'intérêt qu'ils portent à l'eau, bien commun, et c'est pour eux un point important, sinon identitaire de leur mouvement, et cela fait partie des sujets qu'ils ont à cœur.

En préambule, il remerciera d'abord **M. TURON** pour la manière dont le travail a été mené pendant plusieurs d'années, et puis l'ensemble des services. Il insiste aussi sur le fait que sur ce dossier, il y a eu beaucoup d'informations qui ont été données, de la transparence, et il pense qu'on ne peut pas en parler sans mettre en avant toute la qualité du travail, ainsi que le comité de suivi et le comité de projet. Il relève donc que la Communauté Urbaine s'est donnée sur ce dossier les moyens d'aller au fond des choses, et il estime que c'est un point positif.

Sur l'historique, il croit qu'il faut revenir au péché originel de ce dossier qui est le contrat de l'eau avec la Lyonnaise qui court jusqu'en 2021, puis le dossier d'affermage qui les a intéressés jusqu'à ce jour. Il souligne que ce contrat léonin a été signé dans des conditions que certaines qualifieront de rocambolesques, et a donné les clefs de la gestion et de la concession de l'eau à la Lyonnaise pour 30 ans. Il y a donc eu des révisions, il y a eu un historique, il y a eu toute une actualité, et il pense qu'il faut aussi remercier les écologistes et les associatifs qui ont beaucoup travaillé sur le dossier, et sans lesquels, il ne croit pas que l'on serait allé aussi loin, ici et ailleurs, parce que ce n'est pas uniquement un phénomène bordelais, mais c'est un peu partout en France, et d'ailleurs dans d'autres pays, qu'il y a une main mise de l'eau par un certain nombre de sociétés.

Ils arrivent aujourd'hui, en fait, à la fin d'un cycle, à la fin d'un travail, et comme on est à la fin de la journée, il ne pense pas que l'on va débattre deux heures sur ce dossier, mais il lui semble important quand même de mentionner quelques points.

Si les Verts sont satisfaits de la décision de passer en régie à l'horizon 2018, 2019, voire un peu après, s'ils sont satisfaits de ce qui a été dit par **Jean-Pierre TURON** sur ce qu'ils souhaitent mettre en œuvre au niveau de la nouvelle gouvernance et d'un certain nombre de points précis pour vraiment avoir le contrôle et l'expertise, il fait observer qu'un certain nombre d'éléments viennent aujourd'hui étayer ce qu'ils disaient depuis longtemps.

Il signale qu'ils sont déçus que l'on ne passe pas en régie maintenant sur l'assainissement, et il souligne qu'il s'agit là d'une différence, d'une divergence qu'ils ont, puisqu'il était tout à fait possible, même si c'est toujours un peu compliqué évidemment, de passer l'assainissement en régie dès 2012 voir 2013, voire repousser d'un an. Il répète qu'ils sont donc déçus et regrettent cette décision, puisqu'elle aurait pu être un marqueur de cette mandature, et qu'elle repousse cette décision quand même à un horizon lointain de huit ans.

Il est à peu près sûr qu'en 2019, ils passeront l'assainissement en régie, et il le souhaite et l'espère. Il indique qu'ils mettront tout en œuvre et seront là pour le faire. En ce qui

concerne l'eau, ce sera compliqué à son avis, puisqu'il faudra sortir du contrat et ils ont beaucoup d'inconnu jusqu'à ce jour.

Il considère que soit ils ont un moyen juridique de sortir du contrat grâce à l'arrêt Olivet, soit il faudra sinon dénoncer le contrat, et à ce moment là, il faudra évidemment dédommager la Lyonnaise. Il juge que là c'est difficile, parce que la Lyonnaise est déjà dédommée sur le dos des usagers depuis près de trente ans, et il faudrait que l'on remette au pot entre 50 et 70 M€ avant la fin du contrat de 2024. Il considère qu'il y aura une difficulté politique qu'il faudra traiter et il ne sait pas s'ils ont tous les moyens aujourd'hui, peut-être avec les avenants, de pouvoir se sortir de cette affaire. Mais cela posera un problème politique à cette future assemblée, et il pense que l'on avait là l'occasion avec l'assainissement, de donner un signe fort et de prendre leur part de responsabilité, et de ne pas reporter cette responsabilité sur les générations futures d'élus.

Il souligne que c'est sur ce point qu'ils sont en désaccord. Comme il y a sur cette délibération liée à la DSP assainissement, la volonté de passer en régie, il indique que c'est pour cela qu'ils s'abstiendront, mais il tient à dire qu'à son sens, ce n'est pas une DSP de transition. Il rappelle qu'aujourd'hui, toutes les DSP sont courtes, celle de Kéolis faisant 5 ans, et il constate que celle-là fera 6 ans, et aujourd'hui, il est donc probable à son avis, que la Lyonnaise ou un autre délégataire, bénéficie du contrat d'assainissement encore pendant quelques années. Il pense donc que cela nécessitera pour la Communauté Urbaine, de faire de nombreux efforts pour pouvoir reprendre le tout d'ici 2018/2019, aussi ont-ils un certain goût d'inachevé. Il résume qu'ils sont très satisfaits de cette volonté de passer en régie, parce que l'horizon de 2018/2019 veut dire, même si ce n'est pas 2019 mais 2020, que de toute façon, ils y passeront, et c'est pour les Verts une décision majeure qui fait office de décision politique. Mais s'ils sont très satisfaits, ils marquent en revanche leur divergence sur le fait que l'on ne saisisse pas l'occasion, puisqu'il y avait là la fin du contrat, c'est-à-dire une opportunité politique et aussi symbolique, de passer en régie l'assainissement ce qui aurait été, à son avis, profitable pour l'ensemble des usagers.

M. FREYGEFOND, en tant que Vice-Président aux finances de cet établissement, tient tout particulièrement à saluer la proposition qui leur est faite aujourd'hui, et à remercier, bien évidemment, les services de la Communauté pour le travail réalisé sous l'autorité de **M. TURON**. Il s'agit, à son sens, d'une proposition symbole à la fois d'un pragmatisme responsable et courageux, et également de leur approche rigoureuse et partagée des enjeux financiers de cet établissement.

Il voudrait rappeler également tout le travail de contrôle qui est fait vis-à-vis de l'ensemble de leurs délégataires, et notamment avec l'aide de l'inspection générale des services, ainsi que tout ce qui a été décidé sous l'impulsion d'Alain ROUSSET et de **Vincent FELTESSE**, et qui se poursuit notamment au travers de la commission de contrôle.

Il fait observer que cette proposition allie responsabilité et ambition, tout en prenant en compte des impératifs de qualité d'un service public comme celui de l'eau que leurs concitoyens sont en droit d'attendre. Responsabilité d'une part, ajoute-t-il, parce que l'orientation proposée et ses modalités de mise en œuvre sont le résultat de réflexions et d'actions engagées depuis plusieurs années.

Il rappelle que la prise en considération communautaire des enjeux et des spécificités de l'eau et de l'assainissement ont permis, à travers plusieurs renégociations, des avancées majeures obtenues sur le délégataire, différents avenants à ces contrats se soldant par une

révision à la hausse de 233 M€ des engagements de Lyonnaise des Eaux sur la période 2006/2021, dans le cadre du contrat de concession du service de l'eau, et de l'ordre de 46 M€ dans le cadre du contrat d'affermage au service de l'assainissement.

Il en va là de leur responsabilité dans la meilleure gestion possible des deniers publics, et il souligne que c'est la route qu'ils devront poursuivre ces prochaines années.

Il insiste d'autre part sur l'ambition, parce que, indépendamment de toutes considérations idéologiques ou partisans, le choix de la régie signifie celui d'une réappropriation par tous d'une ressource publique essentielle, l'eau et l'assainissement n'étant pas des biens de consommation ou de service comme les autres, car ils sont au cœur de leur quotidien et indispensables à la vie. Aussi, une gestion en régie permettra de maîtriser durablement cette ressource et d'en garantir la qualité et l'accessibilité par une baisse potentielle du prix pour l'utilisateur.

Le scénario aujourd'hui proposé est donc le fruit d'un travail en amont qui s'inscrit, plus que jamais, dans la durée, après un temps de concertation et de confrontation de différents scénarios, et il estime que c'est un choix pragmatique, éclairé, et transparent que leur propose M. le Président, que de prévoir un passage en régie à l'horizon 2018, la DSP renouvelée et transitoire permettant, d'ici là, de créer les conditions nécessaires et préalables pour la réussite de cette reprise

Il fait observer que la démarche est réellement à la hauteur des enjeux, ambition et responsabilité devant rester leur ligne directrice et le terme de leur débat.

M. GUICHARD souligne que s'il est un dossier emblématique au sein de la CUB dans ses choix politiques de gestion, c'est celui de l'eau, et cela pour au moins deux raisons. La première, c'est que l'eau est devenue, au fil des ans, un patrimoine vital partagé et reconnu par l'ensemble de la société, un patrimoine constitutif de notre avenir environnemental, du local au mondial. C'est bien pourquoi, à son avis, cet enjeu sociétal doit être appréhendé nationalement et porté par une vision de service public. La seconde, de manière conséquente, est le fait que les élus n'ont pu continuer impunément à déléguer cette gestion, sans contrôle et transparence, à des partenaires privés dont l'ambition première aura été d'accumuler des profits, sur le dos des usagers particulièrement. D'ailleurs, il fait observer que la Communauté n'a pas tardé à mesurer les conséquences sociales de ses actes de gestion car, à peine trois mois après la signature d'un tel contrat, en 1991, les usagers ont vu leur facture augmenter de 10%.

Il indique que les élus Communistes et apparentés n'auront, eux aussi, pas du subir longtemps les sarcasmes de leurs collègues au sein de cette assemblée, lorsqu'ils dénonçaient ce contrat comme celui du siècle pour le délégataire choisi.

Il précise qu'ainsi, c'est bien au travers de la facture qu'a pu se vérifier, au fil des ans, au fil des avenants, cette gestion s'inscrivant dans la satisfaction première et immédiate des exigences financières des actionnaires, et c'est donc bien au travers de l'évolution de la facture qu'ils peuvent et pourront vérifier les garanties d'une nouvelle approche de réappropriation publique de cette gestion sans sous-estimer trois autres critères tout aussi fondamentaux, que sont la nouvelle gouvernance permettant la transparence et donc le contrôle de cette gestion par les élus et usagers, le total respect de tous les avantages sociaux et de rémunération de l'ensemble des salariés venant constituer ce nouveau service de maîtrise publique, et enfin, la qualité du service rendu aux usagers, tant dans sa

ressource préservée et pérenne, que dans sa distribution. Ce sont là les critères intangibles qui font, pour eux, fondations pour la construction de cette réappropriation de maîtrise publique qui pourra d'autant prendre sa pleine dimension au travers d'un grand service public national pour un meilleur service rendu à toutes et tous, dans un cadre de pleine solidarité.

C'est en ce sens, tout en gardant une ferme lucidité et attention pour l'avenir, qu'ils ne boudent pas leur plaisir de voir une page ancienne se tourner et une nouvelle s'écrire, aux ambitions de la gestion publique.

Certes, ils auraient aimé que cette ambition se réalise plus vite, mais hélas, les conditions financières et sociales de rupture de contrat avec le délégataire actuel le leur interdisent immédiatement, sous peine de mettre la régie publique face aux pires difficultés. Il ajoute que qui plus est, cette maîtrise publique doit pouvoir trouver sa pleine cohérence, et donc pleine efficacité, dans la globalité de gestion de l'eau et de l'assainissement.

Aussi, ils estiment que cette réappropriation de la maîtrise publique doit s'engager dès aujourd'hui, au travers des grandes orientations du cahier des charges de la nouvelle DSP assainissement, pour se concrétiser pleinement en 2018, et c'est bien ce qui leur est proposé, notamment au travers d'engagements précis stipulés dans le rapport de présentation sur le choix du futur mode de gestion de service public de l'assainissement, comme par exemple en page 17 « gouvernance et contrôle », et il cite : « *fixation des principes de tarification de l'assainissement dans l'objectif de baisse globale du tarif eau et assainissement facturé à l'usager* ». Il cite également, toujours à la même page, que « *la CUB procèdera à la création d'une instance consultative compétente, force de proposition auprès de la CUB, sur les principaux enjeux relatifs à la politique de l'eau et de l'assainissement dont, entre autres, le prix et la qualité des services. Cette instance aura pour vocation de permettre à des associations, mais également à des usagers à titre individuel de participer à la gouvernance communautaire du cycle de l'eau et d'accéder à une formation privilégiée en amont des décisions prises par la CUB...* ». Enfin, page 15 du même document et relève: « *Le délégataire reprendra le personnel actuellement affecté à l'exploitation des services délégués ainsi que les avantages sociaux dont il bénéficie... Il devra par ailleurs s'engager à affecter à la délégation l'ensemble de personnel nécessaire.* »

Il souligne que c'est d'ailleurs un processus de construction sociale qu'ils doivent réaliser, dans les meilleures conditions pour 2018, en étant en complète concordance avec la rémunération des personnels de l'actuel délégataire, et ainsi ne pas commettre à nouveau les graves erreurs faites dans le cadre de la DSP transports. Ils considèrent ainsi, que ne pas prendre ces quelques éléments de gestion rapidement énoncés comme des avancées serait faire preuve d'une cécité coupable, avancées d'autant plus marquantes dans le contexte de gestion passée et même présente au sein de cette CUB.

Il indique qu'au contraire, c'est avec les yeux grand ouverts que les élus Communistes et apparentés voteront ces deux délibérations, tout en restant vigilants sur leurs exigences.

Puis il déclare partager les différentes interventions, et il remercie Jean-Pierre TURON et les services qu'il a eu en face de lui, qui lui ont permis de mieux comprendre ce dossier dans son ensemble. Et à ceux qui n'ont pas participé à toutes ces réunions, il précise que cela s'est fait, en plus, dans la compétence et le sourire, et il les en remercie.

M. PUJOL indique que la présentation des deux délibérations sur le choix des modes de gestion sur le service de l'eau et de l'assainissement les conduisent à se prononcer sur le passage à une gestion directe à l'horizon du 1^{er} janvier 2019 pour les deux services. Ce choix leur est proposé par **M. le Président** de la Communauté Urbaine, suite à une démarche approfondie d'examen des différentes options et scénarios de gestion envisagés. Or, il souligne que les éléments transmis suite à la très grande qualité des travaux réalisés par les bureaux d'études mandatés à cet effet, n'amènent pas forcément aux mêmes conclusions que celles exposées par **M. le Président**, et peut-être bien au contraire.

Tout d'abord, ce qu'ils peuvent reprocher au rapport de présentation, c'est qu'il ignore au moins l'analyse de l'état du service, partie technique, financière, contractuelle, et qu'il ne représente que le périmètre, or l'état des lieux réalisé par les bureaux d'études a montré que le service était de qualité et au juste prix.

Il observe que les principaux enjeux du futur mode de gestion sont, quant à eux, bien explicités, et n'appellent quasiment pas d'observations particulières, pour autant, il apparaît nécessaire de préciser que le rôle d'autorité organisatrice de la Communauté Urbaine de Bordeaux a toujours existé, seuls les moyens et compétences internes étaient insuffisants au démarrage du contrat précédent, mais ils se sont améliorés constamment au fil des années. Force est de constater, à son sens, que cela a permis de recalibrer les contrats, d'en améliorer l'efficacité, la Communauté Urbaine reprenant, au fil du temps, la mesure de son rôle d'autorité organisatrice. Également, il ajoute qu'il est impératif de demander que dans les enjeux techniques et organisationnels, ne soient pas oubliés les investissements nécessaires, d'une part au déplacement des réseaux dans les zones de passage du tramway, et d'autre part à la création ou l'adaptation des réseaux de collecte des eaux pluviales pour lutter contre les inondations suite aux pluies d'orage.

Il tient à souligner que les travaux relatifs à la comparaison des différents scénarios de gestion étudiés ont été approfondis et très enrichissants, et à en remercier le Vice-Président chargé de ce dossier, l'IGA, et les bureaux d'études.

Il rappelle que six scénarios de base ont été étudiés, après une analyse globale des modes de gestion, quatre en gestion directe, une régie personnalité morale pour la globalité du service, la deuxième personnalité morale pour l'exploitation, la troisième sans personnalité morale et marché global, la quatrième sans personnalité morale gérant en propre la collecte et le transport avec passation de marchés publics pour l'exploitation des stations d'épuration, deux en gestion déléguée, une de type affermage, et une de régie intéressée pour l'ensemble de l'exploitation.

Il rappelle également que trois principes de base ont structuré l'analyse, l'examen des garanties vis-à-vis de la situation des personnels, la recherche d'une gouvernance publique renforcée appuyée sur un élargissement aux usagers et associations, et des simulations financières comparatives précises, avec appréciation des impacts pour la collectivité et les usagers.

Il indique que les conclusions peuvent être résumées comme ceci : Pour les personnels les scénarios de gestion directe offrent une moindre garantie en matière de reprise des contrats de travail des salariés du délégataire actuel et un risque de confrontation entre les situations de ces derniers et les personnels de la CUB affectés à ce service. Pour la gouvernance, tous les scénarios permettent de répondre aux enjeux définis par la CUB notamment en

rendant toute leur place aux élus, et permettant aux usagers et associations de participer à la gestion du service en développant transparence, maîtrise et contrôle. Enfin, pour les simulations financières, elles ont été complétées par des tests de sensibilité en raisonnant à un niveau équivalent d'autofinancement des investissements nécessaires au service, et elles montrent qu'aucun scénario ne s'impose sur un plan financier. En outre, il signale que le rapport précise que les scénarios de gestion directe ou régie, 1, 2 et 4, présentent de réelles difficultés pour apporter toute garantie aux agents du service, le scénario 3, un risque majeur découlant de l'impossibilité de négocier lors de la mise en concurrence pour les marchés, que le scénario 1, régie, a pour conséquence le transfert d'une grande partie des pouvoirs de la CUB, soit l'inverse du résultat recherché, tandis que pour les deux scénarios en gestion déléguée, il apparaît des marges de manœuvre sur l'optimisation des coûts, des simulations effectuées montrant en effet une sensibilité importante au taux de marge du délégataire.

Il fait remarquer que tous ces éléments démontrent, s'il le faut, que la gestion directe n'est pas la solution, comme cela a été annoncé par certains, et notamment page 4 de la délibération N° 60, où il est affirmé que seule une exploitation directe par l'autorité organisatrice est à même de répondre durablement à l'ensemble des enjeux liés à la ressource vitale qu'est l'eau. Il ajoute que c'est une idéologie qui s'est affichée qui ne découle pas aussi naturellement que cela des éléments présentés ci avant, et issus des rapports de présentation.

Il demande comment ils peuvent valider le choix qui leur est proposé, à savoir que dès aujourd'hui, il faut accepter le passage en gestion directe à l'horizon du 1^{er} janvier 2019, après une gestion déléguée de type affermage de courte durée, car cela est loin de couler de source.

Tout d'abord, il leur semble essentiel que la CUB se dote des moyens humains d'expertise pour assurer le contrôle des services de l'eau et l'assainissement, et il est également essentiel qu'elle détermine ses ambitions en définissant sa politique de l'eau et de l'assainissement, ambitions qualitatives et quantitatives, nouvelles ressources, gestion patrimoniale, protection des ressources, des zones humides, lutte contre les inondations fluviales et pluviales, respect des normes évolutives dans ce domaine etc... Il leur faut aussi savoir mesurer le juste prix de l'eau, et il demande s'ils peuvent promettre que le fait de passer en gestion directe diminuera le prix de l'eau, et s'engager à une baisse de ce prix vis-à-vis des usagers, sur le seul fait qu'ils sont en système régie.

Il déclare qu'ils sont ici tous pour que l'accès au service public soit au plus bas prix, pour autant il pense que nul ne peut ignorer que la loi leur impose de financer le coût du service de l'eau et de l'assainissement par le prix de ce service, le prix de l'eau étant payé par l'eau, or c'est la politique qu'ils définiront ensemble qui déterminera les coûts à mettre en œuvre et déterminera donc le juste prix du service.

Il fait observer que le fait qu'ils puissent mettre en œuvre une tarification sociale pour faciliter l'accès de tous à ce service, est une autre chose.

Après avoir dit cela, ils peuvent approuver la solution d'une délégation de service public de type affermage pour l'exploitation du service public de l'assainissement dans sa partie exploitation, l'ébauche des caractéristiques du futur contrat de délégation, même si elles sont à mieux préciser pour certaines, laissant penser que toutes les orientations communautaires seront prises en considération dans ce futur contrat.

Ils approuvent les créations de postes au sein de cet établissement pour conforter leur capacité de réflexion, d'analyse et de contrôle, car elles sont essentielles pour que le service puisse revenir en gestion directe ou déléguée.

Ils prennent acte de la volonté exprimée de s'orienter à l'horizon du 1^{er} janvier 2019 sur une gestion directe globale de l'assainissement et de l'eau, pour autant en fonction du développement précédent, une telle décision ne leur semble pas du tout être une nécessité garantissant un meilleur service public, une meilleure gouvernance, et une garantie d'une baisse rapide du prix de l'eau.

Qu'ils s'organisent pour pouvoir, à terme, assurer une gestion en régie du service de l'assainissement, lui paraît être une nécessité qui donne du poids et de la crédibilité, mais s'engager définitivement dans cette seule orientation dès maintenant, c'est à leur avis, se priver des possibilités d'observation et d'analyse qui peuvent être les leurs jusqu'à l'approche de l'échéance du nouveau contrat à venir. Ils estiment que c'est dommageable et ne dénote pas forcément d'un esprit d'ouverture.

Enfin, si tant est qu'ils soient en mesure de reprendre au terme de ces six années, la partie exploitation du service assainissement, il leur semble très ambitieux pour ne pas dire plus, de décider aussi dans le même temps de la rupture par anticipation du contrat de l'eau, sans en préciser les impacts pour l'utilisateur, pour l'établissement communautaire, et d'affirmer en supplément que leurs services seront en capacité de reprendre la partie exploitation et investissement de ce service.

S'ils pensent, à juste titre, que la prise de compétence technique de la seule exploitation du service assainissement leur demandera environ six ans, il leur paraît hasardeux de penser qu'ils auront la même capacité sur la globalité du service de l'eau.

Ils ne peuvent donc pas se prononcer favorablement, pour toutes les raisons développées, à cette décision anticipée du passage en gestion directe totale des deux services à l'horizon 2018/2019. Ils sont favorables au lancement de la procédure de délégation de type affermage pour la partie exploitation du service de l'assainissement et la création de postes pour renforcer leurs moyens d'expertise et de contrôle, mais ces positions les amènent à s'abstenir sur ces deux délibérations dans l'état actuel de l'écriture de celles-ci. Il répète qu'ils ne sont pas idéologiquement contre une décision de gestion directe de ces services mais ils pensent sincèrement que le temps pour en décider définitivement n'est pas celui-ci.

M. ANZIANI pense qu'ils peuvent remercier les services et **M. TURON**, et qu'ils peuvent remercier tout le monde, car tout le monde a fait preuve de sagesse dans ce dossier, mais aussi remercier **M. le Président**, qui a su trouver le chemin pour les amener dans ce grand huit qui peut globalement les rassembler.

Il indique que le groupe socialiste et apparenté se prononcera pour sur les deux délibérations, parce qu'elles sont, pour eux, deux faces et sont complémentaires.

Il pense qu'on peut oser qualifier la première délibération de principe, un principe sur lequel ils peuvent se rassembler, le principe que l'environnement c'est leur patrimoine, que l'eau comme l'air doivent relever de la gestion publique et pas d'une gestion privée. Il se dit persuadé que cela se développera de plus en plus, et que, globalement, les uns et les autres souscriront à cette orientation.

C'est aussi, à son avis, une question de bilan, et il n'y aurait pas de débat s'il n'y avait pas eu, d'une certaine façon, une faillite du contrat de 1991, comme Max GUICHARD l'a rappelé avec beaucoup d'exactitude. Il fait observer que c'est quand même un contrat qui a fait la preuve que la DSP n'est pas le miracle annoncé, vu le prix de l'eau, l'insuffisance des investissements, et ils étaient loin de dire que le privé fait mal et que le public fait mieux, mais ils allaient plutôt dans le sens inverse, et il croit donc qu'il leur faut prendre ce chemin qui est le retour à la gestion publique d'un bien de l'environnement.

Il indique qu'ils sont aussi pour la DSP de transition, parce qu'il a envie de dire que tous ceux qui veulent la réussite de la régie devraient vouloir la réussite de la DSP de transition. Ils veulent que ça marche, et pour cela, il faut du temps, sans doute des années, et il y a là aussi une réorganisation complète de leurs services, ce qui va être un problème de formation de leurs personnels, ce qui va être un problème de gouvernance, car ils ne veulent pas une régie qui soit bureaucratique, technocratique, mais une régie ouverte, avec donc une nouvelle gouvernance, avec la concertation associée aussi à des personnes de la société civile, et cela ne s'improvise pas, souligne-t-il.

Il sait que certains peuvent toujours considérer que c'est trop long, mais on devrait quand même admettre qu'une DSP de transition, dans tous les cas, est nécessaire, et ils y sont favorables justement parce que l'on oublie quand même que toute cette organisation est un risque. Il précise que ce n'est pas un risque pour la Communauté, mais pour l'utilisateur, et ils n'ont donc pas le droit de le prendre, et ils voteront les deux délibérations.

M. TURON estime que tout a été dit, et il tient d'abord à remercier et à dire simplement que comme cela vient d'être souligné, ils ont un débat depuis un an, et cette opération a été conduite de façon à ce qu'elle passe dans les meilleures conditions, pour que ce soit véritablement en connaissance de cause et en responsabilité qu'ils prennent leurs positions. Comme toujours ce n'est pas assez vite, c'est trop vite, ce n'est pas assez ambitieux, c'est trop ambitieux, mais il croit qu'ils ont fait quelque chose qui est équilibré, qui est un challenge, et qu'ils ont à le relever pour leurs populations.

M. le Président Vincent FELTESSE a constaté que tous les intervenants ont dit que l'eau est un bien précieux et un bien public, et le minimum que l'on puisse faire, c'est un débat transparent et large sur cette question. Il voudrait lui aussi remercier M. TURON, les services, la maîtrise d'ouvrage, tous les élus qui ont participé aux très nombreux groupes de travail, les intervenants extérieurs qui sont venus, les associatifs qui ont apporté leur contribution, parce que depuis un an, un an et demi, ils mesurent bien, et mieux, les enjeux sur la gestion de l'eau et de l'assainissement. Il pense qu'il y a eu un effet de cliquet démocratique, et cela leur donnera cette obligation pour d'autres dossiers.

Par ailleurs, il fait remarquer que quand on est en responsabilité, il faut prendre à un moment, un peu de recul sur les choix, sachant qu'il y avait beaucoup de scénarios techniques, et il lui semble important de rappeler quelques constats simples. D'une part, il reconnaît volontiers qu'ils ont un service de l'eau plutôt performant, que la qualité de l'eau sur l'agglomération est bonne, que les services sont réactifs, et que techniquement, il y a plutôt une bonne gestion, ce qui est à mettre à l'actif de la Communauté urbaine, et aussi à l'actif du délégataire. D'autre part, ils ont quand même en tête les renégociations fortes qu'ils ont menées depuis 2005 ou 2006, avec des marges financières extraordinaires, la somme des deux faisant plus de 300 M€, la dernière renégociation sur l'assainissement 50

M€ « cash », alors qu'il ne restait que quatre années sur le contrat, le chiffre d'affaires annuel étant de 50 M€. Il souligne qu'en prenant cela, on se rend compte qu'il y avait quand même des marges de manœuvre financières importantes, voire très importantes pour le délégataire, et c'était le cas partout en France.

Il tient à répondre à Gérard CHAUSSET que la DSP n'est pas présente partout, surtout en Europe, car c'est un modèle français bien particulier, très présent depuis des décennies, qui a effectivement montré une compétence technique, mais aussi un coût financier pour la collectivité et les usagers, et d'une certaine manière, une opacité sur la gouvernance dont ils sont en partie responsables pour ne pas avoir davantage regardé comment cela fonctionne. Il indique que la question qui se pose après, c'est de savoir ce que l'on fait sur les années qui viennent.

En sachant que l'eau n'est pas les transports collectifs, mais un domaine beaucoup plus sensible et qui demande des investissements dans le temps, il précise que pour lui, il y a une espèce de contradiction fondamentale, car autant dans certains domaines on peut déléguer au privé pour une courte durée, autant sur un bien aussi précieux que l'eau, partir sur des délégations aussi longues parce que les investissements sont lourds lui paraît impossible, surtout quand on voit que le choix environnemental est de plus en plus prégnant.

Il confirme que le choix qui est proposé aujourd'hui n'est pas seulement technique, et il entend les arguments de Patrick PUJOL, mais aussi un choix politique, sur lequel on pense que sur ce domaine, compte tenu de ce qui s'est passé en France depuis des décennies, il faut que les pouvoirs publics se réapproprient la gestion de l'eau et c'est pour cela que l'on a fixé l'horizon 2018. Il explique que ce dernier a été retenu, parce que, en travaillant avec les services et la direction générale, on pense que c'est possible de se dégager du contrat de l'eau à cette échéance, et qu'il est cohérent de faire gérer ensemble le contrat de l'assainissement et celui de l'eau. De fait, comme cela se fait, il indique que les agents sont à la fois sur l'eau et sur l'assainissement.

Il estime donc qu'ils ont un horizon qui est clair, et si on fait un peu du rétro ingénierie, il souligne que deux choix étaient possibles, soit basculer tout de suite en régie sur l'assainissement, ce qui était bien sûr séduisant politiquement mais qui posait des questions sociales, financières et environnementales, soit se dire qu'il faut plutôt de la transition. Il rappelle que sur une DSP courte pour l'assainissement, c'est en général plus long que cela, avec une gouvernance renouvelée, avec un transfert de savoir, parce que l'on sait que les ingénieurs de la CUB ont la capacité, mais qu'il faut qu'ils se forment, avec un certain nombre de garanties en terme de transparence.

Il précise que c'est donc le chemin qui leur est proposé, mais il invite à ne pas se tromper, car on entend qu'effectivement, il y aura un retour complet à l'horizon 2018. Compte tenu de la lourdeur de ces dossiers on en prend aujourd'hui pour quelques années, et il cite le cas

de Paris, sachant que le directeur général de la régie de Paris assistait à la journée du 19 mai.

Peut-être qu'en 2025 ou en 2030, on lui dira qu'il a commis une erreur ce 8 juillet 2011, parce que ce ne serait finalement pas si avantageux que cela, mais compte tenu de la sensibilité du dossier, et compte tenu de l'expérience du passé, il déclare prendre le risque sans le moindre doute.

Puis il met aux voix ces deux délibérations.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communauté
d'Avenir s'abstient

M. TURON

2011/7/ 61 Choix du mode de gestion du service public de l'assainissement

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
le groupe des élus Europe Ecologie des
Verts et le Groupe des élus Communauté
d'Avenir s'abstiennent

M. le Président Vincent FELTESSE remercie ses collègues et lève la séance à 17h.

Le Secrétaire de séance

M. DUCHENE